

LES ÉVASIONS FISCALES

THÈSE pour le DOCTORAT

Sciences Politiques et Économiques

Présentée et soutenue le 4 Février 1922, à 2 heures

par

M. BERLAND

Président : M. HITIER, Professeur

Suffragants : { *MM. TRUCHY, Professeur*
ALLIX, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. Pichon et Durand-Auzias, Administrateurs

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

20, Rue Soufflot, (5^e arr.)

— 1922 —

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Évasions Fiscales

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS.

LES ÉVASIONS FISCALES

THÈSE pour le DOCTORAT

Sciences Politiques et Économiques

Présentée et soutenue le 4 Février 1922, à 2 heures

par

M. BERLAND



Président : M. HITIER, Professeur

Suffragants : { *MM. TRUCHY, Professeur*
ALLIX, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. Pichon et Durand-Auzias, Administrateurs

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

20, Rue Soufflot, (5 arr.)

— 1922 —

INTRODUCTION

L'évasion fiscale est une expression de date relativement récente dans la langue française ; il n'y a pas plus d'un quart de siècle qu'elle a vu le jour et a pris corps avec tout le sens qu'elle conserve actuellement. Sans doute la fraude est ancienne, aussi ancienne que les lois elles-mêmes. Du jour où l'Etat a été assez fort pour imposer sa volonté à ses assujettis, ceux-ci ont essayé de s'y soustraire, par la force d'abord, puis par la ruse, et, en cette matière comme en beaucoup d'autres, la civilisation, en affinant les procédés mis en œuvre, les a rendu plus efficaces.

La fraude qui s'exerce contre les lois fiscales a toujours été particulièrement active et ingénieuse pour la bonne raison que le fisc en frappant les individus à leur bourse, touche au point sensible de tous, et à l'unique but dans la vie de beaucoup : l'argent. L'histoire nous montre, au Bas-Empire, les efforts des décurions pour se soustraire à leurs ruineuses obligations ; à l'époque franque, la révolte des hommes libres contre les tributs qu'essayaient de leur imposer leurs chefs ; au moyen âge, l'opposition des trois ordres et la nécessité pour les rois de France de demander aux Etats Généraux l'aide pécuniaire de la nation. Puis s'ouvre l'ère de la monarchie absolue ; l'individu n'a plus le pouvoir de résister à la toute puissance de l'Etat. Il n'est plus qu'un rouage d'une immense machine, et en matière d'impôts

comme en toute chose, il ne peut que s'incliner devant les ordres d'en haut. Ne pouvant plus s'opposer par la révolte aux appétits fiscaux sans cesse grandissants de l'Etat, le contribuable a changé de tactique et a demandé à la ruse ce que la force ne pouvait plus lui donner ; la contrebande a fait son apparition et nombreux étaient les faux-saulniers. Un moment glorifié par les grands penseurs de la deuxième moitié du dix-huitième siècle et par la révolution de 1789, l'individualisme a rapidement décliné et de nos jours n'est plus qu'un souvenir historique. L'individu et l'Etat ne sont plus sur le même pied d'égalité ; celui-ci commande, celui-là obéit. Ce n'est pas à dire pour cela que les hommes sont devenus moins intéressés de leurs deniers et ont consenti à se laisser dépouiller avec meilleure grâce que par le passé. Le fisc est toujours aussi « odieux » qu'autrefois et de tout temps on s'est efforcé de se soustraire à ses prétentions. Mais il semble que cette hostilité et cet esprit de fraude aient subi au commencement de ce siècle, une sensible recrudescence. Les lois fiscales qui se sont succédées depuis 1901, toutes plus gourmandes et plus inquisitoriales les unes que les autres, sont venues réveiller le vieil esprit de fronde qui sommeille au cœur de chaque Français ; la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, les théories plus ou moins marxistes complaisamment affichées par certains, ont jeté le trouble dans l'âme de beaucoup ; on a douté de l'avenir du pays ; on a parlé de Révolution, et de même qu'en 1787, ceux qu'on devait appeler les émigrés, suivant l'exemple de M. de Montyon, expatriaient leurs fortunes, de même le Français du vingtième siècle confiait son argent aux pays voisins et leur demandait une protection et une sécurité qu'il ne

trouvait plus assez grandes chez lui. Une nouvelle forme de fraude avait fait son apparition : l'évasion fiscale était née. L'Etat ne resta pas insensible devant cet exode des capitaux nationaux et il chercha à fermer les fissures par où s'écoulaient les forces vives du pays. Il n'y réussit pas complètement ; à chaque nouvelle prescription du législateur, le contribuable répondait par une invention nouvelle. Traquée en France, la fraude régnait en maîtresse à l'étranger.

La guerre passa et avec elle l'évasion fiscale disparut.

La fraude serait-elle donc morte à jamais ? Ce serait une erreur de le croire. La situation actuelle est seulement temporaire ; quand le calme renaîtra et quand les Etats auront recouvré leur équilibre moral et économique, nul doute que les mêmes causes qui ont créé, voilà un quart de siècle, l'évasion fiscale, ne produisent les mêmes effets. Aussi cette étude qui peut sembler au premier abord désuète et inutile, est et sera toujours d'actualité. Aussi longtemps qu'il y aura un percepteur et des contribuables, ceux-ci verront d'un mauvais œil la note à payer et chercheront à se soustraire aux obligations que leur rappellent tous les papiers multicolores de celui-là. Le jour où le contraire se produira, les hommes seront devenus des anges, et la perfection ne sera plus une chimère. Nous n'en sommes pas encore là, malheureusement ou heureusement pour la société ? Nous laissons aux sociologues le soin de résoudre ce problème.

Cet ouvrage a donc pour but l'examen des procédés frauduleux à l'aide desquels les intéressés cherchent à soustraire tout ou partie de leur fortune aux obligations édictées par les lois fiscales. La fraude a un domaine très étendu : contributions directes et indirectes, droits d'enregistrement,

douanes et monopoles, son champ d'application est aussi large que varié. Mais au point de vue qui nous occupe, les impôts directs sont de beaucoup les plus intéressants. Bien que leur rendement soit inférieur à celui des contributions indirectes, c'est vers leur perfectionnement et leur accroissement que s'est tourné l'attention du parlement au cours de ces dernières législatures. Ils sont, en effet, considérés en France, depuis le triomphe des théories fiscales dont Wagner fut le promoteur, comme des impôts de redressement et de justice sociale ; leur but essentiel est de corriger la répartition des fortunes telle que celle-ci résulte du jeu de la libre concurrence. Aussi leur recouvrement est-il strictement exigé, et alors qu'on est porté à envisager avec indulgence celui qui passe en fraude à l'octroi une pièce de vin, on est sans pitié pour le rentier qui fera une fausse déclaration de son revenu. Etant donné d'ailleurs leur variété et leur nouveauté, ils sont bien faits pour exciter la fraude ; tout le monde connaît les difficultés éprouvées par l'administration des contributions directes pour établir l'assiette de tous ces nouveaux impôts plus ou moins bien mûris ; on espère tromper la surveillance du contrôleur encore insuffisamment habitué à la machine qu'il doit diriger ; l'intérêt particulier lève les derniers scrupules et on fraude. Au contraire, rien de pareil pour les contributions indirectes ; des taxes considérablement simplifiées, une administration parfaitement à la hauteur de sa tâche, des mesures préventives avec les systèmes de l'exercice et de la circulation de nature à décourager le fraudeur le plus endurci ; une perception beaucoup plus douce, effectuée le plus souvent sans aucun contact entre la régie et les assujettis, il n'en faut pas da-

vantage pour que la fraude ne se produise qu'exceptionnellement.

La déclaration du redevable ayant remplacé en France le système indiciaire des signes extérieurs, la question des évasions fiscales a une importance capitale pour tous les impôts directs. Ces déclarations sont très inégalement susceptibles de contrôle et dans bien des cas, la vérification du chiffre déclaré à la cédule des revenus des professions libérales par exemple, le fisc est désarmé. « Mais il y a une catégorie de déclarations dont il est particulièrement indispensable d'assurer et de contrôler la sincérité : ce sont les déclarations de succession. Leur sincérité n'est pas seulement nécessaire à la perception de l'impôt successoral, elle l'est aussi pour le fonctionnement de l'impôt sur le revenu. En effet lorsque le contribuable est astreint à déclarer annuellement son revenu, il est impossible que le fisc déjoue toutes les fraudes. Notamment, certaines valeurs peuvent être facilement soustraites à l'application annuelle de l'impôt sur le revenu : les valeurs internationales dont on fait toucher les coupons à l'étranger. La principale garantie du fisc réside dans le contrôle des successions. Si ce contrôle est efficace, les valeurs que le contribuable a dissimulées pendant sa vie seront découvertes à sa mort, et d'autre part, la nature et l'importance des héritages recueillis fourniront de précieuses indications sur la fortune des héritiers. C'est dans l'impôt sur les successions que se trouve la clef du mécanisme de l'impôt sur le revenu.⁽¹⁾ » C'est autour de cet

(1) Traité Elémentaire de Science des Finances, édit. 1921. Allix p. 613.

impôt d'ailleurs que la lutte entre le fisc et les fraudeurs est la plus vive et la plus intéressante à étudier, celui-là sachant bien qu'il a une occasion unique de rentrer dans des moins perçus qu'il n'a pu éviter du vivant du de cujus et que l'état civil des biens du défunt dressé par le notaire lui permettra de rattrapper en bloc ce qu'il a laissé échapper en détail ; les héritiers par contre rivalisant de ruse, certains qu'ils sont, une fois ce cap dangereux doublé de vivre dans une tranquillité relative. Nous nous occuperons donc uniquement, pour toutes ces raisons, des procédés d'évasions fiscales concernant l'impôt successoral.

Dans une première partie, nous examinerons l'importance de la fraude ; nous essayerons de la déterminer et nous verrons si les mesures édictées sont en rapport avec le préjudice causé au Trésor. Puis nous passerons en revue les motifs positifs que peut alléguer le contribuable pour calmer les remords de sa conscience et se justifier à lui-même le proverbe populaire que « voler l'Etat, ce n'est pas voler » : c'est la question de la légitimité de l'impôt sur les successions. Quels avantages espère-t-on obtenir et quels dangers compte-t-on éviter en expatriant sa fortune ? Nous abandonnons la fraude à l'intérieur et abordons l'envol des capitaux à l'étranger, l'évasion fiscale proprement dite.

Notre brave père de famille était ainsi sorti victorieux de l'épreuve à laquelle nous l'avons soumis, nous arrivons, et ce sera la deuxième partie de cet ouvrage, à l'étude du champ de bataille où tour à tour le fisc et le contribuable prennent l'avantage. Quels sont les divers procédés qu'a trouvés l'ingéniosité des fraudeurs pour s'assurer la victoire ? Un autre point d'interrogation vient immédiatement dou-

bler la première question, de sorte qu'on ne saurait en faire deux études distinctes. Quand fraude-t-on ? Selon que les actes de l'intéressé auront des effets immédiats, de son vivant, ou selon qu'ils ne porteront des fruits qu'après son décès, les moyens employés seront différents. D'autre part, la fraude varie également selon qu'elle est l'œuvre des héritiers ou du défunt ; de sorte que les deux questions : Comment et quand fraude-t-on ? sont unies par un lien de connexité très étroite, celle-ci déterminant la forme de celle-là, et ne sauraient par suite être traitées séparément.

Dans une troisième partie, nous examinerons les armes que le législateur a fournies à l'administration pour lui permettre de se défendre ; celles qui sont en vigueur ? et celles qui ne sont qu'à l'état de projets ? c'est la question des moyens de répression de la fraude fiscale.

Enfin, en conclusion, nous nous poserons une question délicate entre toutes : la légitimité de la fraude fiscale ? Nous exposerons brièvement les opinions des auteurs et nous verrons ce qu'elles ont d'excessif ; abandonnant le droit positif, nous chercherons la solution du problème en l'envisageant sous l'angle du droit naturel ; nous montrerons la difficulté qu'il y a à faire un choix en certains cas entre le devoir familial et le devoir civique et nous essayerons de dégager un critérium qui permettra à chacun de se tracer une ligne de conduite.



PREMIERE PARTIE

Importance et Causes de l'Evasion Fiscale

Chapitre I. — IMPORTANCE DE LA FRAUDE

Les mesures édictées par le législateur devant être proportionnées au but à atteindre, en ce qui nous concerne, à l'étendue de la fraude, l'intérêt de cette question est facile à saisir. On excusera d'autant mieux certaines mesures attentatoires à la liberté individuelle que la fraude étant plus intense, le préjudice causé au pays est plus considérable.

Tout le monde est d'accord sur le point suivant : l'évidence de la fraude. Elle se déduit logiquement des moindres valeurs sur les recouvrements d'impôts par rapport aux prévisions de la diminution ou de l'égalité des comptes de dépôt dans les banques françaises et de leur augmentation dans les banques étrangères, de la place de plus en plus grande que prend les valeurs étrangères dans la constitution de la fortune nationale. Un rapport présenté en 1906 par MM. Leclerc et de Ridder, à la Chambre des notaires de Paris, dépeint admirablement la situation. En voici les principaux passages :

« Il y a là un mouvement (l'évasion fiscale) qui ne date pas d'hier, mais qui, cependant, était resté dans des limites assez raisonnables. Il a pris tout récemment un développement considérable à l'annonce des nouveaux droits de succession. Nous en sommes tous les témoins impuissants. Qui de nous n'a vu arriver dans son cabinet ses clients, les plus importants bien entendu, venant nous demander s'il ne convenait pas d'envoyer une partie de leur fortune à l'étranger et comment il fallait s'y prendre ? Nous avons fait tout notre possible pour les dissuader d'un pareil dessein. ; si quelques-uns nous écoutaient, la plupart, n'en feraient rien et nous quittaient bien résolus à ne pas suivre des conseils qu'ils pouvaient croire intéressés. D'ailleurs, si nous cherchions à les retenir, d'autres étaient là pour les pousser. Les banques étrangères n'ont pas manqué de profiter de ces tendances de nos concitoyens. Elles ont fait leur possible pour attirer chez elles leurs capitaux. On fait miroiter à leurs yeux les avantages particuliers sous le rapport des droits de succession, des comptes joints. On leur promet le secret le plus absolu et de grandes facilités pour le retrait et l'envoi de leurs fonds et valeurs. Que tous ces efforts ne soient couronnés de succès et ne réussissent à provoquer une sortie considérable de fonds et de valeurs, il serait puéril de le nier. Les preuves en sont nombreuses et palpables. La baisse constante qui s'est produite sur les valeurs de premier ordre, comme les obligations de grandes compagnies de chemins de fer et la rente sur l'Etat, mise en regard de la hausse des rentes belges et suisses et de nombreux titres suisses, montre bien que beaucoup de personnes ont non seulement envoyé à l'étranger une partie de leurs valeurs, mais

ont de plus vendu leurs valeurs françaises pour acheter des valeurs étrangères. »⁽¹⁾

A la même époque une inquiétude se manifesta dans le monde des affaires : l'arbitrage des valeurs françaises contre d'autres étrangères, ou leur réalisation pesaient lourdement sur les cours à la Bourse, le retrait des dépôts dans les banques entravait l'essor des Sociétés de Crédits, paralysait leurs disponibilités et causait par la suite un malaise financier dans tout le pays. Le drainage continu et systématique des capitaux risquait de compromettre l'avenir de ces entreprises nationales, pour le plus grand bien de l'étranger. L'argent s'employant où il est, chaque augmentation de l'étranger était une perte subie pour la France. Un semblable état de choses ne manqua pas d'émouvoir le Ministre des finances et la commission du budget ; pour s'en convaincre il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur la floraison de projets de loi élaborés en guise de remèdes.

La fraude existe donc. C'est un fait que chacun peut constater et que personne ne songe à nier. Mais, lorsqu'il s'agit d'en préciser l'importance et de donner des chiffres, des divergences de vue considérables apparaissent dans les conclusions de tous ceux qui se sont occupés de la question. M. Mougeot parlait en 1895 de 100 millions ; dans sa proposition du 4 novembre 1907, M. Ch. Dumont l'évaluait au 1/4 des droits de mutation par décès, soit 62 millions et dans l'exposé des motifs du projet de budget pour l'exercice 1909, M. Caillaux pensait « que les omissions dans les déclara-

(1) Répertoire général pratique du notariat, année 1906.

tions de successions causent au Trésor un préjudice de près de 40 millions par an. »

Le désaccord provient de la difficulté à donner une base solide au calcul en évaluant la fortune nationale. Une fois ce résultat obtenu, l'annuité successorale s'obtient alors très aisément par une simple division, l'estimation globale de la fortune des Français étant le diviseur et le nombre d'années sépareit deux transmissions de biens étant pris pour dividende. Quels sont donc les procédés employés ? Deux méthodes d'évaluation de la richesse ont également leurs partisans.

La 1^{re} ou méthode de l'évaluation directe consiste à faire le total de tous les biens privés des Français. Ce système ne donne qu'un résultat très approximatif, car il ne tient pas compte des doubles emplois. C'est ainsi que le 15 Juin 1906, à la tribune de la Chambre des Députés, MM. Jaures et Aynard donnaient comme chiffre de la fortune privée française, celui-là 176 milliards et celui-ci 225 milliards, sans que personne ne fut d'ailleurs choqué de cette différence d'estimation.

Un autre système plus scientifique a été préconisé par M. de Foville. Le 12 Juillet 1906, M. Charles Dumont, ayant évalué la fortune mobilière française à 100 milliards de francs, M. de Foville s'est appliqué à rechercher le coefficient numérique qu'il faut appliquer à l'annuité dévolutive pour reconstituer le bloc dont-elle n'est qu'un fragment, l'annuité dévolutive étant le total des sommes ou valeurs échéant annuellement par succession aux ayant droit. Le coefficient en question, d'après M. de Foville varierait entre 30 et 32. En divisant le produit de l'estimation de M. Du-

mont par ce nombre, on obtient 3 milliards environ qui représentent l'annuité successorale française en matière de valeurs mobilières. C'est donc sur cette somme que devrait être calculé l'impôt de mutation par décès correspondant.

Or d'après les déclarations de l'Administration de l'Enregistrement, c'est seulement sur 2 milliards que porte le dit impôt. Le tiers de la fortune mobilière annuellement transmise échapperait donc au fisc, ce qui représenterait une perte de 80 millions, les droits de succession étant évalués 250 millions au projet de budget pour l'exercice 1906.

Tout séduisant que paraisse ce système, il ne nous semble pas très rationnel en la circonstance. Pour évaluer en effet l'annuité dévolutive, il faut s'appuyer sur la richesse nationale et le meilleur moyen de calculer cette dernière repose sur l'annuité successorale déclarée. L'annuité successorale est donc à la fois la donnée et l'inconnue du problème et tout calcul basé sur un chiffre aussi fugitif ne saurait donner un résultat très rigoureux. Nous n'en voulons pour preuves que les critiques adressées au chiffre précité. Le 22 Juin 1908, M. Dumont admettait 60 millions comme chiffre maximum du préjudice causé au Trésor par les fraudeurs; de son côté M. Fernand Faure faisait très justement remarquer, que, dans la moins value en capital annuellement taxé, il faut tenir compte du capital considérable possédé en titres au porteur ou nominatifs par les Etablissements publics ou d'utilité publique, les Caisses d'Epargne, les compagnies d'assurance et toutes les personnes morales qui, ayant par définition une durée indéfinie, échappent à l'impôt successoral et sont soumises à des taxes de remplacement. Pour ces raisons, M. Fernand Faure évaluait non pas à un milliard,

mais à 600 millions le montant des valeurs qui échappent au droits de succession.

Quelle est l'importance de la fraude à l'heure actuelle ? Il est très difficile, étant donné le manque de documents officiels de dire si elle a repris. Il ne semble pas, en tout cas, qu'elle puisse être considérable ; à cela il y a plusieurs raisons. L'incertitude de la situation politique de certains pays rendant plus périlleux qu'en France le sort des biens, supprime tout intérêt à leur déplacement ; les déboires causés par la suppression des paiements des sociétés étrangères et la mise sous séquestre des capitaux qui leur avaient été confiés, certaines mesures fiscales draconiennes telles que le Reichsnotopfer qui pèse sur tous les biens situés en Allemagne, abstraction faite de la personnalité de leur propriétaire ; l'instabilité du change, rendant très aléatoire toute participation dans les sociétés étrangères, l'inflation monétaire avec sa double conséquence : diminution du pouvoir d'achat de la monnaie et hausse plus que proportionnelle du prix des marchandises, nécessitant l'application de tout l'argent existant dans le pays aux entreprises nationales, empêchant ou réduisant considérablement la formation du « fameux bas de laine » français et par suite supprimant le drainage des capitaux en en tarissant la source ; toutes ces considérations ont été passées en revue par les fraudeurs et ont dû réveiller le patriotisme de beaucoup, en leur faisant accepter comme un devoir ce qu'ils ne pouvaient pas éviter.

Par la force des choses, la fraude est donc relativement minime et, plus que jamais, la parole suivante de M. Cail-
laux se trouve justifiée : « Pour fuir le fisc français, ils (les fraudeurs) risquent de tomber sous l'action des adminis-

trations fiscales étrangères. En admettant même qu'ils échappent à ce danger, ils préparent à leurs héritiers des difficultés singulièrement graves dans le règlement de leur succession. L'évasion des capitaux, dont on parle est je crois très limitée¹ »

Chapitre II. — CAUSE DE LA FRAUDE

De tout temps l'homme a fraudé ; cela tient à ce qu'il est naturellement enclin à considérer l'impôt comme un préjudice causé plutôt que comme une légitime contribution aux dépenses publiques et qu'il voit toujours d'un mauvais œil celui qui veut amoindrir son patrimoine. La nature humaine a toujours tendance à reléguer l'intérêt général derrière l'intérêt particulier, et le vieux dicton populaire : « Voler l'Etat, ce n'est pas voler », exprime parfaitement cette idée. Les lois fiscales ne sont pas d'après l'opinion commune de celles qui nous obligent en conscience et tel parfait honnête homme dans la vie de tous les jours, après avoir fait une fausse déclaration de succession calme ses remords en se disant que « ce qu'il aurait payé en plus eut été une goutte d'eau dans la mer » et que « tout autre à sa place en eut fait autant ». Tromper le fisc, c'est faire preuve d'habileté et non de malhonnêteté ; payer ce qu'il vous réclame, c'est prouver sa naïveté et non son intégrité. Cet état d'esprit remonte à la plus haute antiquité ; au troisième siècle Mo-

(1) Discours de M. Caillaux au banquet des Comités Républicains du Mans, *Débats*, 21 Mai 1901. Rapporté dans *Clunet* 1901, p. 405.

destin écrivait : « Non puto delinquere eum qui in dubis quaestionibus contra fiscum responderit. » Dig., 10 De Jure fisci, 49, 14. Depuis, cette opinion n'a fait que croître et embellir. Elle s'accorde trop avec la nature humaine pour qu'il en pût être autrement.

A ces causes générales, qui sont vraies pour tous les impôts, vient s'ajouter une cause spéciale à l'impôt successoral.

L'impôt sur les successions a pour lui d'être productif et facile à percevoir.

Il est productif. Avec la loi de 1901, il rapportait en France 200 millions ; en 1909, 261 millions ; après l'augmentation des droits effectuée par les lois du 31 décembre 1917 et 25 juin 1920, il figure pour 722 millions au projet de budget pour l'exercice 1921.

Il est de plus facile à percevoir objectivement et subjectivement. La difficulté d'estimation des fortunes privées rend très malaisé le contrôle des déclarations des redevables : « Sauf à l'égard des valeurs cotées à la Bourse, rien ne devient plus malaisé pour le fisc que de déterminer la valeur vénale des objets composant les fortunes particulières : créances individuelles, mobilier, maisons, terres, parts d'intérêts dans les entreprises individuelles ou commerciales. »¹

Au contraire, à l'ouverture d'une succession, des actes authentiques ou tout au moins sous seings privés enregistrés étalent au grand jour tous les biens qui la composent ; le fisc a beau jeu pour appliquer la taxation légale.

De plus, cet impôt est perçu « au moment psychologique »,

(1) Steurm. *Systèmes généraux d'impôts*, p. 195.

car on l'a très bien dit: Un héritier ne peut jamais absolument compter sur la fortune du défunt : il sait qu'une volonté *in extremis* du de cuius peut l'en priver ; aussi, devant le bénéfice important qu'il réalise, regarde-t-il moins à abandonner à l'Etat une part de l'aubaine qui lui échoit. Un jour, à la Chambre des Communes, Gladstone exposait plaisamment cette idée en disant que le contribuable était toujours très satisfait d'acquitter la taxe successorale, et que plus il avait à payer, plus il payait volontiers car il s'agissait pour lui d'un gros héritage.¹

Tout n'est pas dit lorsqu'on a établi qu'un impôt est productif et facile à percevoir, il faut encore le justifier aux yeux de ceux qui le supportent.

D'où la question suivante qui, selon qu'elle sera résolue par l'affirmative ou la négative, sera un frein ou au contraire un stimulant à la fraude. L'impôt successoral est-il légitime ?

On a tenté une justification d'ordre social en « envisageant l'impôt sur les successions comme une part de l'héritage que l'Etat prélève en vertu de son droit souverain et en échange de l'exécution qu'il consent à assurer des volontés du défunt. L'Etat intervient, dans cette conception à titre de co-héritier qui réclame sa réserve représentée par l'impôt ». ²
« Le droit de l'Etat sur les biens du défunt serait antérieure et supérieure à celui des autres intéressés. » La nature n'a donné à l'homme aucun pouvoir sur ses biens terrestres au-delà du terme de sa vie. Le droit d'un mort à dispo-

(1) Cité par M. de Foville dans l'*Economiste Français* du 27 janvier 1906.

(2) Allix: op. cit p. 593.

ser de ses biens ne dérive que de la loi, et l'Etat a la faculté de stipuler les conditions et les réserves sous lesquelles ce droit peut être exercé. L'Etat prend sa part et ensuite les autres personnes viennent exercer leur droit respectif ; elles n'ont pas droit à autre chose. » Qui parle ainsi ? Sans doute quelque docteur socialiste. Non, c'est sir William Harcourt, chancelier de l'Echiquier dans le ministère Gladstone en 1894. Sir William Harcourt est évidemment un farouche disciple de John Stuart Mill. Ce dernier a écrit en effet que les biens laissés par un défunt appartiennent à l'Etat et que, lorsque l'Etat, par tolérance spéciale, autorise les héritiers à entrer en possession de ces biens, il a le droit de se faire payer largement cette tolérance. »¹

Cette théorie va à l'encontre de l'opinion de la majorité des auteurs qui professent au contraire la perpétuité du droit de propriété, qui en font un des droits naturels de l'homme, que l'Etat ne fait que constater sans le créer et qui proclament l'impossibilité de distinguer entre les héritiers ab intestat et les héritiers testamentaires. Au point de vue juridique, la succession ab intestat est considérée comme « une sorte de testament tacite, une adhésion implicite donnée par le de cujus aux formules de dévolution de la loi. Or, le testament tacite ou exprès équivaut à une donation entre vifs faite par le testateur avec réserve d'usufruit. Le testateur transmet ses biens pour après sa mort, mais il les transmet de son vivant. On ne peut supprimer logiquement l'héritage ab intestat qu'en supprimant aussi la faculté de tester et

(1) Lescœur, *Pourquoi et comment on fraude le fisc* ? p. 20

en s'attaquant par là aux attributs les plus essentiels du droit de propriété. » ¹

Cette manière de voir reçut une confirmation éclatante dans un arrêt célèbre rendu par la Cour de cassation, le 24 juin 1857. Afin d'obtenir un droit de préférence sur les biens héréditaires par rapport aux autres créanciers, pour le paiement des droits de mutation ; le fisc avait fait plaider « que le droit de mutation est le prélèvement d'une fraction du capital au profit de l'État, qui assure à chacun le droit de disposer des biens dont l'État a été le propriétaire primitif et de les transmettre dans l'ordre exprès ou présumé de ses affections. » Par un arrêt en date du 13 mars 1855, la Cour de Paris lui donna gain de cause. (D. 55, 2, 299). Cette théorie heurtait trop violemment les esprits de l'époque, encore apeurés par les journées de juin 1848, pour avoir chance de succès. La Cour suprême fût saisie. Sur le rapport du conseiller Laborie et sur les conclusions de l'avocat général de Marnas, elle décida qu'il est faux de considérer l'impôt successoral « comme dérivant d'un droit de propriété ou de copropriété de l'État ; qu'une semblable thèse, empruntée au régime féodal avec une extension qu'elle ne comportait pas même alors, serait non seulement un démenti à la vérité historique, mais aussi une négation de tous les principes de notre droit public et de notre droit civil, soit sur la nature et les conditions d'existence de l'impôt, soit sur la plénitude et sur l'indépendance du droit de propriété tel qu'il est défini avec une énergique précision par les articles 544 et 545 du Code Napoléon » (D. 57, 1, 233.) Le fisc perdit son procès.

(1) Allix. op. cit. p. 593.

Cette théorie du droit successoral créée par l'Etat après avoir sommeillé un demi-siècle s'est réveillée de nos jours sous une nouvelle forme. L'impôt apparaît bien toujours comme un tribut payé à l'Etat en échange de son consentement à la dévolution héréditaire, mais une dernière idée s'est fait jour : celle d'encourager les familles nombreuses en pénalisant la succession de ceux qui ne laissent pas à leur mort une postérité jugée suffisante par le législateur. M. Bokanowsky, rapporteur général du budget, dans un article paru dans *l'Intransigeant* du 23 juillet 1921, définissait la formule nouvelle en ces termes : « L'Etat intervient comme héritier pour une part réservataire dans les successions déferées à moins de quatre enfants. Si le de cujus ne laisse pas d'enfants, l'Etat reçoit un tiers ; s'il y en a deux ; il touche un quart ; s'il y en a trois, il touche $\frac{3}{16}$; s'il y en a quatre ou plus, l'Etat alors ne reçoit rien du tout. » Et sans doute, en voulant plaisanter agréablement, M. Bokanowski ajoutait : « Les conséquences de cette formule sont multiples. Elle encourage les familles nombreuses, elle crée une théorie sociale nouvelle de la propriété ; le producteur qui s'enrichit devient bienfaiteur national ; chacun travaille pour la masse ; l'Etat, ayant les droits d'un héritier, a droit de contrôle. »

Telle est actuellement la dernière forme sous laquelle on présente le droit de copropriété de l'Etat en matière successorale. Cette doctrine, directement inspirée des idées socialistes, repose sur le principe suivant : si la propriété individuelle est à la rigueur admissible, le droit d'hérédité ne se comprend pas. L'impôt que perçoit l'Etat est une atténuation de son droit de propriété, un prélèvement qu'il n'ex-

erce que dans une certaine mesure à condition que ceux à qui il fait ce cadeau en soient jugés dignes. Nous ne réfutons pas cette doctrine qui, comme toutes les théories socialistes, repose sur une méconnaissance totale de la nature humaine ; cela nous entraînerait hors du cadre de cette étude. Disons simplement que c'est, à coup sûr, sous cet aspect que l'impôt successoral paraîtra le moins acceptable au contribuable français ; pas un ne le payera, si ce n'est contraint et forcé.

A l'opposée de cette théorie, la thèse conservatrice justifie uniquement le prélèvement de l'Etat par des considérations d'ordre fiscal. A chaque décès, dit-on, il y a une mutation de richesse qui se produit ; l'Etat en profite pour exercer une perception de X... francs. Il lui faut de l'argent pour assurer le fonctionnement des services chargés de la satisfaction des intérêts collectifs, tels que la sécurité, la salubrité, l'instruction, les travaux publics, en un mot pour « l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration. » (Art. 13. Constitution du 14 septembre 1791.) Le but poursuivi est donc de remplir les coffres du Trésor et si l'Etat s'adresse aux héritiers c'est qu'il trouve en cet impôt une source de revenus abondants et faciles à percevoir.

Sous cette forme l'impôt successoral repose donc sur le même fondement que les autres impôts : la Souveraineté de l'Etat. « L'Etat est une nécessité historique et sociale ; il a à remplir un certain nombre de fins matérielles et morales, à pourvoir à un certain nombre de besoins collectifs ; il doit maintenir la solidarité nationale entre tous les individus présents et entre les générations actuelles et passées ; comme cette mission entraîne des frais, l'Etat a le droit

d'y faire concourir, au nom de la solidarité nationale, tous ceux qui vivent sous sa loi. »¹ Rien plus plus juste et personne ne soutient le contraire. Mais pour qu'un impôt soit équitable, il ne suffit pas que son origine soit immaculée, il faut encore que son taux d'application soit exempt de tout reproche. Depuis Adam Smith les économistes ont montré l'inconvénient qu'il y avait pour l'Etat d'établir des barèmes de droits de mutation trop élevés et les plus avancés d'entre eux posaient comme règle « qu'il faut frapper le contribuable de telle façon que l'impôt tombe sur le revenu, non sur le capital ».² Or, une conception dominante actuellement en France, fait apparaître les droits de succession comme un impôt sur le capital.

Les biens héréditaires représentant pour les successibles de la richesse acquise par excellence, l'impôt successoral « constitue le meilleur procédé pour opérer un prélèvement fiscal sur les capitaux privés, procédé très supérieur à tout système de prélèvement général sur les capitaux des contribuables vivants. Les droits de succession sont l'impôt sur le capital à la française.³ » Ces idées ne sont pas restées à l'état platonique ; les dernières lois fiscales les ont transformées en réalité. Pour s'en rendre compte, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur les tableaux comparatifs des droits de succession établis par les lois du 25 février 1901 et du 25 juin 1920, dont nous donnons ci-dessous copie.

(1) Allix. op. cit. p. 364.

(2) Nitti, *Principe de la Science des finances*, p. 523.

(3) Allix. op. cit. p. 594.

Ce n'est pas tout. A ces droits exorbitants, vient s'ajouter une taxe successorale créée par la loi du 31 décembre 1917 et frappant les successions ou le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants vivants ou représentés. Cette taxe dont le but officiel, complaisamment invoqué dans le rapport de son auteur, M. Landry, le 21 décembre 1917, serait d'inciter au développement de la population en pénalisant les successions insuffisamment pourvues d'héritiers, sert en réalité de prétexte pour augmenter les droits de succession et pour habilitier certaines propositions tendant à la suppression de l'héritage. Voici le tableau de la taxe successorale actuellement en vigueur, tel qu'il a été dressé par l'article 29 de la loi du 25 juin 1920.

Loi du 25 février 1901 (art. 2). — « Les droits de mutation par décès de biens meubles ou immeubles seront liquidés sur la part nette recueillie pour chaque ayant droit. Il seront perçus, sans addition d'aucun décime pour chacune des fractions de cette part, suivant les tarifs portés au tableau ci-après :

<i>Indication des degrés de parenté</i>	<i>Taux applicable à la fraction de part nette comprise entre :</i>									
	1 fr. et 200 fr.	2001 et 10.000	10.001 et 50.000	50.001 et 100.000	100.001 et 250.000	250.001 et 500.000	500.001 et 1.000.000	1.000.001 et 2.500.000	2.500.001 et 5.000.000	5.000.001 et 10.000.000
	pour 100									
1° Ligne directe	1.00	1.25	1.50	1.75	2.00	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50
2° Entre époux	3.75	4.00	4.50	5.00	5.50	6.00	6.50	7.00	7.00	7.00
3° Entre frères et sœurs.....	8.50	9.00	9.50	10.00	10.50	11.00	11.50	12.00	12.00	12.00
4° Entre oncles et tantes et neveux ou nièces	10.00	10.50	11.00	11.50	12.00	12.50	13.00	13.00	13.00	13.00
5° Entre grands oncles et grands tantes, petits neveux et pe- tites nièces et entre cousins germains	12.00	12.50	13.00	13.50	14.00	14.50	15.00	15.00	15.00	15.00
6° Entre parents aux 5° et 6° degré	14.00	14.50	15.00	15.50	16.00	16.50	17.00	17.00	17.00	17.00
7° Entre parents au delà du 6° degré et entre personnes non parentes	15.00	15.50	16.00	16.50	17.00	17.50	18.00	18.00	18.00	18.00

Loi du 25 Juin 1920 (art. 29). — « L'art. 10 de la loi du 31 décembre 1917 est modifié ainsi qu'il suit : Dans toute succession où le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants vivants ou représentés, il est perçu, indépendamment des droits auxquels les mutations par décès de biens, meubles ou immeubles, sont assujettis, une taxe progressive et par tranches, sur le capital net global de la succession. Cette taxe est fixée ainsi qu'il suit, sans addition d'aucun décime :

<i>Tarif applicable à la fraction comprise entre :</i>		<i>Nombre d'enfants laissés par le défunt :</i>				
		3 enfants vivants ou représentés	2 enfants vivants ou représentés	4 enfant vivant ou représenté	5 enfants vivant ou représentés	
		pour 100				
1 et	2.000	0.25	0.50	1.00	3.00	
2.001 -	10.000	0.50	1.00	2.00	6.00	
10.001 -	50.000	0.75	1.50	3.00	9.00	
50.001 -	100.000	1.00	2.00	4.00	12.00	
100.001 -	250.000	1.25	2.50	5.00	15.00	
250.001 -	500.000	1.50	3.50	6.50	18.00	
500.001 -	1.000.000	2.25	4.25	8.00	21.00	
1.000.001 -	2.000.000	3.20	6.00	12.00	24.00	
2.000.001 -	5.000.000	3.60	6.75	13.50	27.00	
5.000.001 -	10.000.000	4.00	7.50	15.00	30.00	
10.000.001 -	50.000.000	4.40	8.25	16.50	33.00	
50.000.001 -	100.000.000	4.80	9.00	18.00	36.00	
100.000.001 -	500.000.000	5.50	10.00	20.00	37.00	
Au dessus de	500.000.000	7.50	12.00	21.00	39.00	

Les deux tarifs, droits de succession proprement dits et taxes successorales, se combinant, l'héritier arrive à payer au fisc une somme supérieure à sa part successorale. Soit une succession de 2 millions, où il y a un légataire universel grevé de 1,900,000 francs de legs particulier. Le légataire universel qui paye la taxe sur l'ensemble en vertu de la loi de 1920, déboursa de ce chef une somme de 422.640 francs. Ensuite, sur la part qui lui revient, il payera 29.360 francs à titre de droits de mutation ; ce qui fait qu'il payera au total 452.000 francs pour une succession dans laquelle il touche 100.000 francs, soit 450 pour cent de droit. Pour éviter ce résultat inique, le législateur a inséré dans la loi du 25 juin 1920 (art. 30) une disposition d'après laquelle la taxe successorale et les droits de mutation réunis ne peuvent jamais dépasser 80 pour cent de la part nette recueillie. Mais il convient d'ailleurs de remarquer que dans le total précédent, ne figurent pas les honoraires des gens de justice. Si l'on suppose une succession où il y a des mineurs, les 80 pour cent prévus au bénéfice de l'Etat augmentés du pourcentage représentant les honoraires des officiers ministériels et les frais de justice absorberont tout l'actif.

L'exagération du tarif successoral vicie donc le principe de l'impôt sur les successions et le rend aussi inacceptable au contribuable que la justification d'ordre social précédemment exposée. L'énormité des droits constitue une excitation permanente à l'évasion fiscale. Lorsque l'héritier a la certitude de voir la succession qu'il recueille diminuer dans les proportions précitées, il se considère comme une victime qu'on dépouille ; ne pouvant résister par la force, il s'ingénie à dissimuler une partie de l'actif qu'il recueille ; il

fraude.

En outre, le caractère progressif de l'impôt, nouvellement substitué dans notre régime fiscal à la proportionnalité et encore mal compris, a paru à beaucoup de gens une véritable mesure spoliatrice. La majorité des contribuables se rappelle l'art. 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen « une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés ». Ils en ont conclu à la suppression des privilèges. Et voilà qu'on dégrève une partie des citoyens pour rejeter le fardeau sur les autres ! En guise de consolation on dit à ces derniers que l'égalité des quote parts prévue par la Constituante, doit se traduire par l'égalité des sacrifices et que celui qui a le superflu doit payer à la place de celui qui n'a que le nécessaire. Tous n'ont pas été convaincus ; ils ont eu tendance à voir dans le surcroît d'impôt qui les frappait, une application des théories socialistes, une oppression de ceux qui possèdent par ceux qui n'ont rien. La conséquence, c'est qu'ils font tout pour se soustraire à un impôt jugé inique et qu'ils fraudent sans vergogne.

« Un autre sentiment les y poussera : la crainte de voir encore augmenter l'impôt s'ils le payent bien. Cette crainte de voir « serrer la vis » qui pressure le contribuable est-elle chimérique ? Un coup d'œil sur le taux successorai depuis la loi de base du 25 février 1901 jusqu'à la loi actuelle du 25 juin 1920 nous prouvera le contraire. Telles sont les craintes fondées et non pas puériles des contribuables. S'ils payent bénévolement, ils seront augmentés. Moins l'impôt rendra, plus il y aura de chances qu'on

ne l'élève pas davantage. Frauder le fisc c'est encore la protestation la plus efficace¹.

Nombreuses sont donc les raisons que peut invoquer le contribuable pour douter de la légitimité de l'impôt successoral tel qu'il fonctionne actuellement et il n'a pas de peine à justifier à sa conscience une déclaration de succession plus ou moins écourtée. A tous ces motifs de fraude nés de la législation interne, est venu s'ajouter une cause d'évasion fiscale si tentatrice, si pleine de promesses que le plus timoré des mécontents n'a pu y résister, nous avons nommé : la propagande étrangère. Les banques étrangères ont su merveilleusement exploiter le malaise qui s'était emparé des capitalistes français et elles s'appliquèrent à leur faire savoir qu'il leur était facile de se soustraire aux prescriptions de lois réputées draconiennes et spoliatrices. « Venez chez nous, dans nos caisses. Votre argent et vos titres se trouveront désormais à l'abri de toutes les investigations du fisc français ? Notre banque mieux que les succursales de vos grandes sociétés de crédit qui demeurent tributaires des lois françaises, vous fera à des conditions très minimes le service auquel vous êtes habitué. Faites mieux : Echangez vos valeurs françaises contre des valeurs similaires étrangères, offrant les mêmes garanties et vous aurez ainsi assuré votre avenir et celui de vos enfants. » Tel fut le ton général des montagnes de circulaires qui s'abattirent en France². A toutes ces belles promesses, les banques étrangères ajoutaient des conditions pécuniaires plus avantageuses que les banques françaises ;

(1) Lescoeur, op. cit. p. 54

(2) Guilmard. *L'Evasion fiscale*, p. 7.

c'est ainsi que la Disconto-Gesellschaft de Francfort bonifiait les dépôts d'un intérêt de 2 1/2 pour cent alors qu'à la même époque le Crédit Lyonnais ne servait à ses déposants français qu'un taux de 1/2 pour cent. Toute cette campagne fort bien menée, d'ailleurs, persuada le malheureux contribuable français qu'il avait enfin trouvé un remède à ses maux présents et une garantie future contre les fantaisies législatives qui voulaient malgré lui, lui faire goûter les joies d'une société meilleure ; toute cette propagande porta ses fruits et l'évasion fiscale à l'étranger vint doubler la fraude à l'intérieur. Le snobisme s'en mêla ; il fût de bon goût, dans cette partie de la société qui tient à honneur de donner le ton à ses semblables, d'avoir un compte dans une banque étrangère. Les grosses fortunes frayèrent la voie ; les autres suivirent l'exemple venu d'en haut.

Actuellement l'évasion fiscale est négligeable, nous avons indiqué les raisons qui nous le font croire, mais on peut prédire, sans être grand clerc, qu'une politique fiscale semblable à celle d'avant-guerre produira les mêmes effets ; la fraude successorale est fonction de l'élévation des tarifs. L'énormité des droits en vigueur, s'ajoutant à toutes les amertumes et toutes les vexations de la législation du dedans, à toutes les tentations et à toutes les belles promesses venues du dehors, transformera en fraudeur sans scrupule le plus honnête des hommes et le rendra résolu à ne pas se laisser dépouiller, sans protester, de son patrimoine.

DEUXIEME PARTIE

Les diverses formes de l'Evasion Fiscale

Ayant ainsi donné un aperçu de l'importance et des causes de l'évasion fiscale, nous allons aborder maintenant l'étude des procédés frauduleux mis en œuvre par le de cujus et par les héritiers.

TITRE I. — **Fraudes pratiquées par le de cujus.**

Chapitre I. — LES COMPTES DE DÉPÔT

Dans cette catégorie, tant au point de vue chronologique que logique, le compte de dépôt mérite la première place.

Parallèlement à la diffusion et à la vulgarisation des valeurs mobilières, on assista dans tous les pays, au cours de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, à une extension correspondante des sociétés de crédit et à la création d'une industrie nouvelle dans le commerce de banque : le dépôt de titres et de fonds. En France, les premières banques fondées sous la forme de société anonyme par actions, telles que la Banque de France, le Crédit lyonnais, le Comptoir national d'escompte, la Société générale, l'Union parisienne, pour ne citer que les plus importantes, augmentè-

rent rapidement leur capital initial, le portèrent à une somme de plusieurs centaines de millions et, par l'absorption des banques locales, étendirent leurs succursales dans la France entière. D'autres se créèrent ces dernières années, le Crédit industriel et commercial, le Crédit commercial de France, la Banque nationale de crédit, par exemple, et vinrent concurrencer âprement leurs aînées. Toute cette floraison de banques ouvrit ses guichets au public et par les avantages qu'elles lui offraient, les services que, mieux que les banques privées, elles étaient à même de lui rendre; elles se constituèrent rapidement une très nombreuse clientèle. Offrant aux capitalistes de placer leur argent à court terme, en reports et en escompte de papiers de commerce par exemple, ou leur procurant par la commandite industrielle le bénéfice de fructueuses opérations, facilitant le service de trésorerie des commerçants par la pratique de leurs carnets de chèques, mettant à la disposition de tous, moyennant une modique redevance, un service de coffres-forts où chacun pouvait placer sa fortune mobilière sans risque de vol et de perte, les sociétés de crédit drainant à la fois les capitaux disponibles et les titres, devinrent « les magasins généraux des valeurs de bourse ». Sans le vouloir, elles facilitèrent, par la pratique de leurs comptes de dépôt, les desseins des fraudeurs.

Qu'est-ce donc que le compte de dépôt ? C'est un contrat par lequel une personne, appelée déposant, remet à un banquier, qui accepte, appelé dépositaire, un certain nombre de valeurs déterminées et spécialisées quant à leurs numéros, ou une certaine somme d'argent à charge pour le dépositaire de veiller à leur conservation et de les restituer

sur réquisition du déposant. Cette définition fait ressortir une dualité de dépôts : le dépôt de titres et le dépôt de fonds

Le dépôt de titres est un dépôt dans le sens du Code civil. La banque doit, en effet, apporter aux valeurs qui lui sont remises « les mêmes soins qu'elle apporte dans la garde des choses lui appartenant » (art. 1927 C. civ.) ; les restituer à toute réquisition du déposant (art. 1944) et « rendre identiquement » les mêmes titres « que ceux qu'elle a reçus » (art. 1932 C. civ.). Semblable dépôt n'est pas gratuit ; se basant sur ce fait et sur les soins et travaux occasionnés par la garde des titres, des auteurs ont vu dans ce contrat un louage d'ouvrage. Nous ne les suivrons pas dans cette voie. L'art. 1917 qui stipule la gratuité n'est pas d'ordre public et rien n'empêche les parties de stipuler un salaire en rémunération du service rendu. D'ailleurs fait remarquer très justement M. Planiol, la loi se contredit elle-même dans l'article 1928 qui prévoit une stipulation de salaire pour la garde du dépôt¹. Pothier déjà donnait cette définition du dépôt : « Un contrat par lequel une des parties donne une chose à garder à l'autre qui s'en charge gratuitement ou moyennant salaire », et il ne semble pas que les rédacteurs du Code civil aient voulu rompre avec la tradition.

Le dépôt de fonds, au contraire, diffère essentiellement du précédent et n'a plus de dépôt que le nom. Alors que dans le dépôt de titres, il peut être stipulé un salaire en faveur du dépositaire, ici la proposition est renversée et c'est

(1) Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 692.

le déposant qui est bonifié d'une gratification sous forme d'un intérêt. L'art. 1944, « le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution », est annihilé par l'obligation des délais de préavis en faveur du dépositaire.¹

Enfin, différence capitale avec le dépôt de titres, le droit de propriété du dépôt se transforme en un droit de créance. Le banquier est devenu propriétaire de ces choses fongibles par excellence qu'on appelle la monnaie et il en est devenu débiteur. Son obligation porte sur la quantité et non sur la qualité de l'objet déposé ; l'art. 1932 est lettre morte. « Le banquier est débiteur d'un genre et non d'un corps certain comme l'est le dépositaire ordinaire. Il n'est pas détenteur précaire ; il acquiert la propriété des choses qu'on lui remet »². Le dépositaire est dans la même situation que s'il avait reçu un prêt d'argent ; c'est pourquoi nous verrons dans le dépôt de fonds un prêt de consommation tel que le définit l'art. 1892 C. civ. « Un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage, à la charge par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et quantité. »

Quelles étaient les obligations du banquier à la mort du titulaire d'un compte de dépôt ? L'art. 1939 du Code civil lui traçait sa ligne de conduite : « En cas de mort de la

(1) L'art. 1944 joue cependant pour les dépôts à vue, mais nous ne nous occuperons pas de ces dépôts, de plus en plus rares dans la pratique, et qui, lorsqu'ils sont d'une grosse importance, par les obligations qu'ils imposent aux dépositaires, peuvent être assimilés au dépôt de titre.

(2) Planiol, op. cit. t. II, p. 693.

personne qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier... » Ici une question se pose. La distinction que nous avons établie précédemment au sujet du contrat de dépôt n'influe-t-elle pas sur l'application de l'art. 1939 ? Puisque nous estimons que le dépôt de fonds est un dépôt irrégulier et que nous l'avons rangé dans la catégorie des prêts de consommation, ne pourrait-on pas soutenir que l'article 1939 vise uniquement le dépôt de titres et que par suite les obligations du banquier sont différentes selon que son client était titulaire de tel ou tel compte. Une semblable interprétation ne nous paraît pas possible. Le législateur a voulu éviter que la dévolution héréditaire ne soit faussée par les libéralités et les fraudes du de cujus ; la loi peut difficilement les empêcher du vivant de leur auteur ; mais cela lui est facile à l'ouverture de la succession. L'article 1939 remplit ce but et la règle qu'il pose ne saurait souffrir de distinction.

Il suffisait donc au banquier pour être en règle avec la loi de remettre le montant du compte aux héritiers du défunt. Ceux-ci prouvaient leur qualité par la présentation d'un intitulé d'inventaire ou d'un acte de notoriété ainsi rédigé : Par devant M^e....., notaire à..... ont comparu M....., demeurant à..... et M....., demeurant à..... Lesquels ont par ces présentes déclaré avoir parfaitement connu M....., en son vivant....., demeurant à..... Et ils ont certifié pour vérité et notoriété publique..... que M. Z. est décédé en son domicile à..... le..... et qu'il a laissé pour seuls hé-

ritiers, les personnes ci-après désignées.....
Grâce à cette pièce les formalités de l'article 1939 étaient remplies et la banque délivrait le dépôt. Mais les héritiers se gardaient bien de déclarer au fisc le montant intégral du retrait ; ils en dissimulaient une partie quand ils ne gardaient pas le silence sur la totalité. L'administration à la vérité n'était pas entièrement désarmée. Grâce à son pouvoir d'investigation considérable, le fisc pouvait, par l'examen des décharges données à la banque et validées par les héritiers, constater que les valeurs retirées faisaient partie de telle succession et qu'elles n'avaient pas été déclarées. Mais en pratique, l'énormité du travail et la difficulté de la preuve donnaient toute sécurité aux fraudeurs.

En vue de satisfaire les légitimes réclamations du fisc, la Commission du budget, par la voix de son rapporteur général, M. Doumer, proposa, en 1895, d'obliger les sociétés de crédit, les dépositaires ou détenteurs de titres, sommes et valeurs dépendant d'une succession, à ne s'en désatisfaire que sur présentation d'un certificat du receveur de l'Enregistrement, conforme à celui qu'exige la loi du 8 juillet 1852 (art. 25), pour le transfert des titres de rentes.

A peine ces dispositions connues, de vives critiques s'élevèrent dans le monde des affaires.

Rendre indisponibles à la mort du chef de famille, les comptes courants et les valeurs, disait-on, c'est priver les survivants des revenus indispensables aux dépenses courantes ; c'est empêcher le fils dont le père était commerçant de faire honneur à la signature du défunt. Ces craintes ne sont pas fondées, répondaient les partisans du projet ; les banques ne refusent pas de faire aux héritiers des

avances dont le remboursement leur est garanti par les dépôts qu'elles détiennent. Rien n'était moins certain ; c'était d'abord pure faculté de leur part sur laquelle l'héritier ne pouvait tabler et de plus des créanciers du défunt pouvaient se révéler, mettre opposition sur les dépôts ; dans ce cas, les banques venant à la distribution, comme les autres créanciers au mare le franc risquaient de ne pas rentrer dans leurs avances. Dans la majorité des cas, on pouvait prévoir qu'elles se montreraient très circonspectes. Enfin, disait-on, avec un pareil système, les fonds remis à un tiers pour un usage déterminé sont immobilisés par la mort de ce tiers déposant. Supposons l'hypothèse suivante : Un débiteur remet à un notaire des fonds pour acquitter une obligation à échéance fixe avec conséquence dommageable en cas de non paiement ; le notaire dépose cette somme en banque et meurt subitement. Les fonds sont immobilisés et le débiteur ne pouvant s'en procurer d'autres, ne peut plus se libérer.

Le Sénat se laissa toucher par toutes ces objections et refusa de voter le projet. Celui-ci dormit quelques années et fut réveillé en 1901 par les discussions du relèvement des droits de succession. On en modifia le fonds et on se contenta de faire des sociétés de crédit, des auxiliaires du fisc ; désormais leur rôle se bornait en cas de retrait à fournir à l'Enregistrement la composition de la fortune du de cujus qui avait fait l'objet d'un compte de dépôt, en leurs caisses. Ainsi adouci, le nouveau texte fut accepté par le Sénat, et devint l'article 15 de la loi du 25 février 1901, ainsi conçu :

« L'article 25 de la loi du 8 juillet 1852 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le transfert ou mutation au grand livre de la dette publique d'une inscription de rente provenant de titulaires
« décédés ou déclarés absents, ne pourra être effectuée que
« sur la présentation d'un certificat délivré sans frais par
« le receveur de l'enregistrement, constatant l'acquittement
« des droits de mutation par décès.

« Il en sera de même pour les transferts ou conversions
« de titres nominatifs des sociétés, départements, communes et établissements publics.

« Les sociétés ou compagnies, agents de change, changeurs, banquiers, escompteurs, officiers publics ou ministériels ou agents d'affaires qui seraient dépositaires, détenteurs ou débiteurs de titres, sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte, devront adresser, soit avant le jugement, la remise ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suivra ces opérations, au directeur de l'Enregistrement de leur résidence la liste de ces titres, sommes ou valeurs. Ils en sera donnée réception. »

Le paragraphe 3 nous intéresse spécialement car c'est lui qui est venu interdire aux fraudeurs l'usage du compte de dépôt. Deux conditions sont nécessaires à son application.

Il faut tout d'abord que les titres, sommes ou valeurs qui font l'objet du paiement, de la remise ou du transfert, dépendent d'une succession, ce qui implique que le dépôt a été fait au nom du de cujus. Si les titres ou les sommes ont été déposés par un gérant d'affaires ou un mandataire au nom d'un tiers, peu importe le décès de l'intermédiaire ; c'est

ainsi qu'au décès d'un tuteur, une société pourra remettre au pupille les sommes déposées en son nom par le tuteur sans que l'administration ait à être prévenue.

De plus, les sociétés devront avoir connaissance de l'ouverture de la succession par suite du décès du déposant. D'après quels faits pourra-t-on présumer que la Banque était avertie de l'ouverture de la succession ? Suffira-t-il d'un avis de décès dans les journaux, d'une déclaration faite dans ses bureaux ? Evidemment non. D'après l'instruction générale de la régie numéro 3051, du 30 mai 1901, le dépositaire doit avoir la connaissance légale du décès ; une information indirecte ou la notoriété publique sont jugées insuffisantes ; ce seront donc les documents produits au moment du retrait qui détermineront la bonne foi du banquier. « L'imprécision des termes du législateur fait naître une présomption de bonne foi en faveur du dépositaire ; et il est permis d'affirmer que le retrait des fonds ou titres est libératoire pour lui du moment qu'il ignorait le décès du titulaire¹. »

Quelles sont les sociétés visées par ce paragraphe 3 et quelle est l'étendue des obligations qui leur sont imposées ?

Sont soumises à la loi des sociétés de crédit français, banques de dépôt et d'affaires constituées en sociétés anonymes, ainsi que les succursales étrangères de ces mêmes sociétés. « S'il prenait fantaisie à l'enregistrement d'envoyer un de ses fonctionnaires enquêter à Londres ou à Bruxelles et si le directeur de ces succursales refusait de recevoir ce visiteur, la société française, responsable de ses agents, ne

(1) Guilmard, op. cit. p. 64.

pourrait pas se soustraire aux amendes portées contre le refus de communication.¹ » Les succursales françaises de banques étrangères avaient elles-mêmes essayé de se dérober au droit de regard de l'enregistrement et par suite à la déclaration des dépôts. Par un arrêt en date du 10 février 1902, [rapporté dans Sirey, 1903, 1.361] la Cour de cassation leur donna tort. Nous ne citons cette jurisprudence que pour mémoire ; nous y reviendrons plus longuement lorsque nous étudierons le droit de communication de l'enregistrement. Seules les banques privées, n'étant pas soumises au contrôle de l'administration, peuvent méconnaître les dispositions de la loi de 1901.

L'article 15 visant spécialement « les dépositaires, détenteurs ou débiteurs de titres », la constitution d'un dépôt, d'une détention ou d'une dette est donc nécessaire pour faire naître l'obligation de la déclaration à la charge du dépositaire. Cet article étant un texte exceptionnel doit, comme tous ceux de cette nature, être interprété restrictivement. Il ne saurait s'appliquer au contrat de coffre-fort ; l'administration l'a reconnu elle-même dans l'instruction du 30 mars précitée. Par contre, il joue en cas de mise en garde de colis précieux. La société, à la mort du déposant doit les déclarer pour le montant de leur valeur reconnue par le de cujus. L'article 15 soumet à la déclaration « les valeurs » dont les sociétés seraient dépositaires, et par « valeurs » il faut entendre tout dépôt précieux, quelle qu'en puisse être la durée et la cause.

La loi n'a établi aucune prescription concernant l'obligation des sociétés de crédit. C'est donc la prescription tren-

1) Lescœur, op. cit. - p. 91.

tenaire de droit commun qui s'applique, et elle commencera à courir à compter de l'expiration du délai de quinzaine prévu par la loi.

La sanction de l'obligation du paragraphe 3 est enfin énoncée dans le paragraphe 7 ainsi rédigé :

« Quiconque aura contrevenu aux dispositions du précédent article sera personnellement tenu des droits et pénalités exigibles, sauf recours contre le redevable et passible, en outre, d'une amende de 500 francs, en principal. »

Les délinquants supportent donc deux pénalités :

Ils devront payer les droits et les pénalités exigibles des héritiers qui n'ont pas fait ou fait trop tardivement leur déclaration de succession, sauf recours contre les redevables.

Ils supporteront de plus une amende de 500 francs, en principal, ce qui décimes compris, fera un total de 625 fr.

Les banques étaient ainsi devenues les auxiliaires du fisc et se liguèrent avec lui contre les héritiers pour réprimer toute tentative de fraude. Une lacune cependant existait dans la loi. Lorsqu'elle était requise d'avoir à restituer le solde du compte de dépôt, la banque n'avait pas à s'occuper du domicile des héritiers requérants ; dans le cas où ces derniers étaient domiciliés à l'étranger, la déclaration faite à l'enregistrement, conformément aux prescriptions de l'article 15, devenait sans portée. Les héritiers, en effet, se gardaient bien de prévenir le fisc français, et, lorsqu'il n'y avait pas d'actif successoral réalisable en France, ils étaient assurés de l'impunité. D'autre part, il ne pouvait être question d'inquiéter l'établissement dépositaire. Le Trésor subissait donc une perte sèche que M. Rou-

vier, alors ministre des finances, estimait en 1903 à 900,000 francs par an. Aussi pour mettre fin à une pareille situation, proposa-t-il de subordonner, au paiement préalable des droits de mutation, la remise des valeurs déposées en France, à des personnes domiciliées à l'étranger. Votée par les deux Assemblées, cette disposition est devenue l'article 3 de la loi de finances du 30 novembre 1903 :

Art. 3. — « Les prescriptions du paragraphe 3 de l'article
« 15 de la loi du 25 février 1901 sont applicables aux socié-
« tés, compagnies ou personnes désignées au paragraphe
« 3 du même article, qui seraient dépositaires, détentri-
« ces ou débitrices de titres, sommes ou valeurs dépendant
« d'une succession qu'elles auraient ouverte et dévolue à
« un ou plusieurs héritiers, légataires ou donataires, ayant
« à l'étranger leur domicile de fait et de droit, alors même
« qu'il s'agirait du conjoint survivant ou d'un successible
« en ligne directe. Il en est de même en ce qui concerne
« les sommes, rentes ou émoluments quelconques que les
« compagnies françaises d'assurances sur la vie et les suc-
« cursales établies en France des compagnies étrangères
« doivent, à raison du décès de l'assuré, à tout bénéfi-
« ciaire ayant à l'étranger son domicile de fait et de droit.

« Quiconque aura contrevenu aux dispositions du pré-
« sent article sera personnellement tenu des droits et péna-
« lités exigibles, sauf recours contre le redevable et passi-
« ble, en outre, d'une amende de 500 francs, en princi-
« pal. »

Le paragraphe 5 de l'article 15 de la loi du 25 février 1901, auquel se réfère la disposition précédente, porte ce qui suit :

« Les compagnies françaises d'assurances sur la vie et
« les succursales établies en France des compagnies étran-
« gères ne pourront se libérer des sommes, rentes ou émo-
« luments quelconques dus par elles, à raison du décès de
« l'assuré, à des bénéficiaires autres que le conjoint survi-
« vant et les successibles en ligne directe, si ce n'est sur la
« représentation d'un certificat délivré sans frais par le re-
« ceveur d'enregistrement, dans la forme indiquée au pre-
« mier alinéa du présent article et constatant soit l'acquitte-
« ment, soit la non exigibilité de l'impôt de mutation par dé-
« cès, à moins qu'elles ne préfèrent retenir pour la garan-
« tie du Trésor, et conserver jusqu'à la présentation du cer-
« tificat du receveur, une somme égale au montant de l'ini-
« pôt calculé sur les sommes, rentes ou émoluments par elles
« dus. »

Les sociétés apprécient donc, suivant les circonstances, si elles doivent exiger la production du certificat de l'enregistrement ou retenir une somme égale au montant de l'impôt. Cette dernière disposition a été insérée dans la loi pour permettre aux héritiers indigents d'entrer en possession de leur part successorale sans avoir à présenter un certificat dont ils ne pourraient peut être pas acquitter le montant.

Qu'entend-on par domicile de fait et de droit ? Les sociétés seront-elles responsables en cas d'erreur dans la situation du domicile d'un ou des héritiers ? Telle est la double question à laquelle nous allons répondre. Le domicile de fait, c'est la résidence habituelle. Quant au domicile de droit, on désigne généralement par cette expression celui qu'on acquiert dans un pays suivant des règles particulières à la lé-

gislation de ce pays, par exemple en France le domicile accordé par autorisation du gouvernement¹. Les sociétés, dit l'instruction générale de la régie numéro 3137, en date du 31 décembre 1903, devront « s'assurer par les moyens à leur disposition du domicile exact des héritiers, légataires, donataires ou bénéficiaires auxquels elles effectuent le payement ou la remise des valeurs dont elles sont dépositaires, détentrices ou débitrices. En cas de contravention, il suffira à l'administration d'établir que les héritiers et autres bénéficiaires ont à l'étranger leur domicile de fait et de droit pour être fondées à réclamer aux sociétés assujetties les droits, pénalités et amendes prévues par le dernier alinéa de l'article 3 ». La régie est trop sévère ; elle ne permet pas aux sociétés de plaider non coupables et de se retrancher derrière leur bonne foi. Si le détenteur a été trompé par une déclaration de domicile frauduleuse des héritiers, peut-on lui reprocher de ne pas avoir défendu les intérêts du Trésor ? Cela nous semble inadmissible.

La combinaison des lois de 1901 et de 1903 a donc mis un terme à la fraude, en matière de compte simple de dépôt et rendu impossible aux héritiers la non déclaration des valeurs en faisant l'objet. Toutefois, le propriétaire qui voudrait éviter à ses ayants-cause le payement des droits de mutation, pourrait encore user du compte de dépôt en le perfectionnant par la combinaison suivante : « En principe le titulaire d'un compte a seul le droit de retrait, mais il a, selon le droit commun, la faculté juridique de se faire re-

(1) Remarquons qu'il faut la double condition du domicile de droit et de fait. Si un héritier a en France son principal établissement et son domicile de droit à l'étranger, l'art. 3 n'est plus applicable.

présenter ; c'est-à-dire déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à telle personne désignée par lui et accréditée par la Banque. C'est ce qu'on appelle : donner procuration¹.»

Le compte étant ouvert à un seul nom est bien toujours un compte simple de dépôt, mais le mandataire à des pouvoirs égaux au déposant. Il lui sera donc facile, en cas de maladie grave du titulaire du compte, de se rendre à la banque, d'opérer le retrait des valeurs ou des sommes s'y trouvant au nom du mandant et de les lui apporter. Ce dernier a alors toute latitude de gratifier ses héritiers de dons manuels et les mettre ainsi à l'abri des exigences du fisc. Mais ce procédé, parfaitement licite d'ailleurs, soulève les difficultés suivantes : en cas de mort du mandant, le retrait, s'il n'a pas été effectué, est-il toujours possible ? L'article 2003 du Code civil qui range la mort du mandant parmi les causes de révocation du mandat est-il d'ordre public ? Les parties peuvent-elles stipuler le contraire ? Si oui, comment l'article 2003 peut-il s'accorder avec l'article 1930 ?

Pothier admettait la validité du mandat « post mortem mandantis ». Le principe « que le mandat finit par la mort « du mandant, nous dit-il, reçoit nécessairement une exception lorsque l'affaire qui en est l'objet est de nature à ne « devoir se faire qu'après la mort du mandant ». Le Code civil gardant le silence en cette matière, l'opinion des tribunaux est très divisée. Il est possible cependant de trouver une orientation générale de la jurisprudence dans les considérants d'un arrêt rendu par la Cour de Grenoble le 27 décembre 1878. Cet arrêt, reproduisant les conclusions de divers jugements antérieurs (Amiens 16 novembre 1852, D, 54,

(1) Guilnard, op. cit. 38.

2, 255 ; Douai 22 décembre 1848, D, 54, 5, 352), donne la solution suivante : « La doctrine et la jurisprudence sont
« d'accord pour interpréter la disposition de l'article 2003
« du Code civil, en ce sens qu'il a prévu le quod plerum-
« que fit, c'est-à-dire l'hypothèse habituelle ou l'exécution du
« mandat exige le concours constant des volontés du man-
« dant et du mandataire ; qu'en effet l'on conçoit parfaite-
« ment qu'un mandat puisse être donné pour un acte exclu-
« sivement personnel au mandataire qui, selon sa nature ou
« la volonté du mandant, ne s'accomplira qu'après sa mort ;
« qu'il suffit alors que cet acte en lui-même n'ait rien d'il-
« licite pour que la volonté du mandant puisse et doive être
« exécutée. » (Rapporté dans Dalloz, 1900, 2, 19.)

Cette opinion peut se concilier avec l'article 1939, en fai-
sant porter la validité du retrait seulement sur la quotité
disponible, lorsqu'il existe des héritiers réservataires, à
charge naturellement pour le mandataire de prouver que son
mandat n'était pas une simple gestion d'affaires, mais un
mandat pour toucher et garder.

Le plus large pouvoir d'appréciation est d'ailleurs laissé
au juge ; l'arrêt dont nous avons cité les principaux consi-
dérants se contente de traduire une tendance générale de la
jurisprudence qui n'est nullement impérative. C'est une
question d'espèces dont la solution est laissée à la cons-
cience du juge.

Empressons-nous d'ajouter, en outre, que le mandat post
mortem, dans le cas qui nous occupe, ne produira ses pleins
effets qu'autant que la banque ignorera le décès du déposant.
Sitôt la mort du titulaire du compte connue, elle sera obli-
gée de se soumettre aux prescriptions de l'article 1939 et

devra déterminer, sur production de toutes pièces utiles, la quotité disponible dont elle pourra disposer en faveur du mandataire. A plus forte raison, fera-t-elle à l'enregistrement la déclaration que lui prescrit la loi du 1901. Le but que se proposait le mandant ne sera donc pas atteint.

L'incertitude qui entourera la validité du mandat post mortem, même dans l'hypothèse la plus favorable où la banque ignorera le décès du mandant au moment du retrait, a rapidement détourné les fraudeurs d'une semblable combinaison. Leur préférence alla à un système qui paraissait leur donner toutes les garanties désirables : le compte joint.

Chapitre II. — LES COMPTES JOINTS

La loi de 1901 ayant subordonné la déclaration que doivent faire les banques à l'Enregistrement, à la connaissance légale de l'ouverture de la succession du déposant, le problème se posait aux fraudeurs de la façon suivante : trouver un moyen qui permette à la banque de se libérer envers les ayants-droit, sans qu'elle ait connaissance de la mort de leur auteur. Ce fut le Code civil lui-même qui leur fournit l'échappatoire tant désiré. Ils n'eurent pour cela qu'à faire revivre les articles 1197 et suivants, relatifs à la solidarité active que tous les théoriciens du droit civil considéraient comme enterrés et sans application pratique. « L'obligation est solidaire entre plusieurs créanciers, nous dit l'art. 1197 ; lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, encore que le

bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers. » Voici à titre d'exemple le contrat auquel cette disposition donnait naissance dans la pratique.

« Les soussignés (noms, prénoms, domiciles et professions), demandent à la société..... de leur ouvrir
« à son siège central (ou à tel bureau) un compte collectif
« de dépôts.

« Etant expressément entendu qu'il y aura solidarité entre eux pour toutes sommes ou valeurs entrées au dit
« compte et que, par suite, chacun d'eux pourra, sur sa seule
« signature, faire fonctionner le dit compte, notamment
« par l'emploi des fonds en achats de titres, par vente des
« valeurs entrées en compte et par retrait de tout ou partie des
« dépôts (espèces ou titres), les paiements ou règlements
« faits par la société..... sur la signature de l'un des
« créanciers solidaires devant être libératoire pour elle vis-
« à-vis de tous comme aussi vis-à-vis de celui (ou de ceux
« d'entre eux qui viendrait à décéder.

« Les déposants donnent conjointement et solidairement
« mandat à la société..... d'encaisser les coupons, in-
« térêts ou dividendes des valeurs déposées ou le montant
« de leur remboursement en cas de sortie au tirage et de
« porter les encaissements ainsi que les intérêts provenant
« des sommes déposées au crédit du compte collectif, ces
« divers produits devant être de convention expresse, con-
« sidérés comme faisant partie du dépôt.

« Ce mandat ainsi donné dans l'intérêt commun du man-
« dant et de la société mandataire, chacun des déposants
« s'interdit de le révoquer individuellement, comme aussi
« il stipule que le dit mandat, indivisible dans son objet,

« continuera après son décès et jusqu'au règlement du
« compte de dépôt.

« La présente convention et les conditions accessoires s'y
« rattachant obligent les déposants solidaires soussignés et
« leurs héritiers ou représentants majeurs ou mineurs, quelle
« que soit la cause du dépôt et quel qu'en soit l'auteur. Date
« et signature ¹.»

D'après les termes de cette formule, le compte joint est donc un compte ouvert dans une banque au nom de deux ou plusieurs personnes, dans des conditions telles que tous les titulaires sont considérés comme possédant des droits égaux sur toutes les valeurs qui existent au crédit du compte, qu'il s'agisse d'espèces, de valeurs mobilières ou de tout autre objet. Etant des créanciers solidaires, chacun des titulaires a la faculté d'effectuer des prélèvements, retirer tout ou partie des sommes déposées, d'en prescrire tel emploi qu'il désire, de donner ordre de vendre d'anciens titres et d'en acheter de nouveaux, de demander des avances sur titres, émettre des chèques, faire fonctionner le compte comme s'il en était l'unique titulaire ; toutes les opérations faites par lui étant libératoires pour la banque ².

Une difficulté paraît naître de l'article 1198, alinéa premier. « Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux. » Pareille disposition ne saurait convenir au fonctionnement du compte, et en fait l'établissement dépositaire renonce toujours à s'en

(1) Cette formule a été présentée par M. Berteaux, dans son rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1903, *J. O.*, 1903. Annexes, 1148.

(2) *Clunet* 1903, p. 787.

prévaloir. La solidarité entre créanciers, telle que l'expose le Code civil, a été faite en effet en faveur du débiteur ; par suite, il est tout à fait loisible à ce dernier de repousser une prescription qui n'existe que dans son propre intérêt.

Un des déposants solidaires meurt ; que se passe-t-il ? Le décès de l'un des créanciers solidaires ne fait pas cesser la solidarité. La créance se divise entre les héritiers du créancier décédé, dans la proportion de leurs parts héréditaires ; chacun d'eux ne peut exiger du débiteur, le paiement de la créance que jusqu'à concurrence de sa part successorale, mais cela ne modifie en rien le droit des créanciers originaires survivants. Les effets de la solidarité subsistent intacts. Par suite, le ou les codéposants peuvent venir en toute tranquillité retirer le dépôt ; ils ne font qu'user d'un droit que la mort de l'un d'eux n'a pas rendu caduc¹.

Le banquier n'étant pas prévenu légalement du décès, n'avait aucune déclaration à faire au fisc ; la loi de 1901 (art. 15) devenait lettre morte.

La fraude triomphait : Pas pour longtemps d'ailleurs le législateur eut tôt fait de trouver la bonne parade. Le 7 février 1903, M. Clémentel, à la tribune de la Chambre des

(1) Le compte indivis sans solidarité permet-il d'atteindre le même but ? Pas à notre sens, car le compte indivis ne peut être réglé par l'établissement de crédit entre les mains d'un seul des ayants-droit (art. 870 et 1220 du Cod. Civ.). En cas de décès d'un des titulaires, les héritiers doivent intervenir pour valider le reçu du dépositaire ; par suite, l'ouverture de la succession est portée à la connaissance du banquier, et ce dernier est tenu, sous sa responsabilité, de faire à l'Enregistrement la déclaration prévue par l'article 15 de la loi du 25 février 1901. Il en est de même pour les comptes collectifs sans solidarité.

députés dénonçat ainsi les abus qui résultaient en France des comptes joints. « Cette pratique, non seulement détruit en fait pour les établissements dépositaires, les obligations auxquelles ils sont tenus par la loi de 1901, mais elle va absolument à l'encontre de diverses dispositions du Code civil. Que deviennent en effet la réserve légale et la quotité disponible ? L'intention de fraude peut seule avoir dicté la formule du compte joint. Il est donc nécessaire de trouver un moyen pour ne pas permettre à de gros capitalistes d'échapper à l'impôt, alors que les petites et moyennes fortunes ne pourraient s'y soustraire. Le texte que nous vous soumettons n'a rien de subversif. En l'adoptant, la Chambre ne fera que boucher une fissure à laquelle pourraient s'échapper des excédents sur lesquels nous sommes en droit de compter. »

L'amendement Clémentel fut voté et devint l'article 7 de la loi du 31 mars 1903 ci-dessous transcrit :

« Art. 7. — Tous les titres, sommes ou valeurs, existant
« chez les dépositaires désignés au troisième alinéa de l'ar-
« ticle 15 de la loi du 25 février 1901 et faisant l'objet de
« comptes indivis ou collectifs avec solidarité seront consi-
« dérés, pour la perception des droits de mutation par dé-
« cès comme appartenant conjointement aux déposants et
« dépendant de la succession de chacun d'eux pour une
« part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'admi-
« nistration qu'aux redevables et résultant pour ces derniers
« soit des énonciations du contrat de dépôt, soit des titres
« prévus par l'article 7 page 2 de la loi du 25 février 1901.

« Les dépositaires doivent dans les trois mois au plus
« tard de l'ouverture d'un compte indivis ou collectif avec

« solidarité, et dans les trois mois de la promulgation de la
« présente loi pour les comptes de cette nature antérieu-
« rement ouverts, faire connaître au directeur de l'Enregis-
« trement du département de leur résidence, les noms,
« prénoms et domicile de chacun des déposants, ainsi que la
« date de l'ouverture du compte, sous peine d'une amende
« de 500 à 5,000 francs.

« Ils devront, de plus, dans la quinzaine de la notifi-
« cation qui leur sera faite par l'administration de l'Enregis-
« trement du décès de l'un des déposants, et sous la sanc-
« tion édictée par le dernier alinéa de l'article 15 de la loi
« du 25 février 1901, adresser au directeur de l'Enregis-
« trement de leur résidence, la liste des titres, sommes ou va-
« leurs existant, au jour du décès, au crédit des cotitulai-
« rés du compte. »

Cet article prescrit donc aux établissements dépositaires une double obligation.

Tout d'abord, à l'ouverture d'un compte joint, les sociétés de crédit doivent faire connaître à l'Enregistrement les noms, prénoms et domicile du titulaire. L'administration en prend note et transmet le renseignement aux receveurs des cantons où sont domiciliés les titulaires ; un compte est ouvert au répertoire général par le soin des fonctionnaires. Tous les décès étant connus par les relevés trimestriels des maires, les receveurs peuvent très facilement rechercher au répertoire les noms des décédés. Ils y retrouvent ainsi la mention d'ouverture du compte joint et en informent immédiatement leur directeur ; ce dernier transmet alors la lettre d'avis au directeur du département de la résidence du banquier, qui notifie le décès.

Les établissements dépositaires ayant ainsi la connaissance légale du décès de leur client doivent dans la quinzaine de la notification qui leur a été faite, adresser à l'administration « la liste des titres, sommes ou valeurs existant, au jour du décès, au crédit des cotitulaires du compte. »

La loi de 1903 a, en somme, pour résultat de placer les dépositaires sous l'application de la loi du 25 février 1901 (art. 15).

Toutefois cette loi de 1903 présente une lacune qui nuit à son bon fonctionnement. Les sociétés de crédit sont tenues de faire connaître le domicile originairement déclaré par le déposant, mais ne sont pas obligées de renseigner l'Enregistrement sur les changements de domicile de leur client. Si un déposant meurt après avoir changé de domicile; le receveur de l'Enregistrement de son nouveau domicile ignorant l'ouverture du compte joint n'aura pas à notifier le décès à son supérieur hiérarchique. En deuxième lieu, rien n'oblige les déposants à indiquer leur véritable domicile et rien n'oblige les dépositaires à s'assurer de l'exactitude de leur déclaration. « Pour que le fisc soit désarmé, il suffira d'indiquer des domiciles fictifs, en dehors du canton où les titulaires du compte demeurent réellement. Les receveurs de ces domiciles recevront bien avis de l'ouverture d'un compte joint, mais jamais l'avis de décès de ces personnes, puisqu'elles sont domiciliées dans un autre canton. Quant aux receveurs des domiciles réels, ils recevront l'avis de décès, mais ne connaîtront pas l'ouverture d'un compte joint¹. »

(1) Lescœur, op. cit. p. 117.

La loi de 1903, pour être complète, eut dû exiger la notification à l'Enregistrement par les banques de tout changement de domicile de leur client.

En supposant même que tout marche pour le mieux, l'administration ne percevra pas les droits de mutation par décès sur la totalité de l'actif. La présomption de propriété conjointe et de part virile établie par l'article 7 permettra en effet au père de famille de soustraire à l'impôt successoral le tiers ou la moitié de ses valeurs, selon le nombre de titulaires du compte. La loi réserve bien à l'administration, la faculté de combattre cette présomption, c'est-à-dire de prouver que le titulaire défunt était propriétaire du dépôt entier ou pour une portion supérieure à sa part virile par tous les moyens dont elle dispose ; mais ne pouvant recourir qu'à la procédure écrite, le fisc sera le plus souvent dans l'impossibilité d'établir ce dont il est moralement certain.

Les particuliers peuvent en outre faire obstacle aux prétentions de l'administration par les moyens de preuve prévus par l'article 7 alinéa 2 de la loi du 25 février 1901¹.

On a fait remarquer que la présomption de l'article 7 pouvait se retourner également contre le véritable propriétaire du dépôt, en cas de décès prématuré de son héritier, et que la pratique du compte joint était très dangereuse.

Si on a mal choisi son co-titulaire de compte on risque en effet de se voir dépouiller de son vivant.

(1) Cet article vise les actes authentiques et sous seings privés, ayant acquis date certaine autrement que par le décès d'une des parties contractantes, c'est à dire les actes enregistrés ou mentionnés dans des actes authentiques (art. 1328 C. civ.).

Hâtons-nous de répondre que ces craintes ne sont guère fondées. La première hypothèse est contre l'ordre naturel des choses et se réalise si rarement qu'on peut la négliger. La deuxième objection est plus sérieuse, sans être prohibitive ; là, en effet, est le point faible du système. Il faudra être entièrement sûr de la probité de son associé, et un semblable compte ouvert avec une personne autre qu'un très proche parent présenterait plus de risques que de gains.

Le compte joint est donc toujours possible en France ; mais la loi de 1903 l'a rendu très difficile à pratiquer et seuls les fraudeurs endurcis, qui veulent avoir leur fortune à portée de la main, y font encore appel. La grande majorité des capitalistes poussés tant par la loi de 1903 que par les menaces d'orage qui naissaient à l'horizon politique de cette époque, merveilleusement attirés par la propagande des banques étrangères, se décidèrent à transporter leurs fortunes mobilières en ces pays qu'on leur faisait si hospitaliers.

Sous quelle forme allaient-ils y déposer leurs capitaux ? en compte de dépôt simple ou en compte joint ?

Les banques étrangères en ce qui concerne le dépôt simple, étaient dans la même situation que les banques françaises avant la loi de 1901 ; elles n'avaient à la mort d'un de leurs clients étrangers aucune déclaration à faire à l'administration de leur pays, mais dans la pratique, pour se mettre à l'abri d'un procès, elles exigeaient, pour le retrait d'un dépôt, la production, par les héritiers, d'un acte de notariété justificatif de leur qualité. L'article 10 de l'ordonnance du 25 octobre 1833 prescrit en ce cas au fonctionnaire qui a légalisé la signature du notaire, le président du tribunal civil en l'occurrence, de faire légaliser sa signature

par le garde des sceaux ; la signature de ce dernier est elle-même légalisée par le ministre des affaires étrangères et ce dernier paraphe est enfin validé par le représentant diplomatique du pays où l'acte doit être exécuté. Devant la complication de ces formalités inexistantes pour le compte joint et de nature à éveiller les soupçons du fisc français, les capitalistes dédaignèrent le compte de dépôt. Parallèlement à son déclin en France le compte joint eut donc une recrudescence de vie à l'étranger. Nous allons le suivre dans son voyage et voir le sort qui lui fût fait.

Chapitre III. — LES COMPTES JOINTS A L'ÉTRANGER

a) Le compte joint en Angleterre.

De tout temps, l'Angleterre a été en possession d'une très grande fortune mobilière ; elle occupe le premier rang, parmi les Etats de l'Europe, avec un chiffre de 120 milliards, tandis que la France ne dépasse pas 100 milliards. De plus, son capital n'offre pas le même morcellement qu'en notre pays ; la classe moyenne française qui détient une véritable « poussière » de titres n'a pas d'équivalent de l'autre côté de la Manche. « C'est ainsi que les consolidés anglais seraient possédés par environ 200,000 contribuables, tandis que nos rentes sont disséminées entre plus de deux millions de porteurs. Il en est de même pour les autres valeurs mobilières. Les cinq millions de contribuables français qui possèdent des valeurs mobilières se réduisent en Angleterre à un million environ¹. » Cette concentration

(1) Guilmard, op. cit. p. 146.

des capitaux a favorisé le commerce bancaire dans des proportions inconnues aux autres pays, et c'est d'Angleterre que sont partis tous les perfectionnements qui ont fait la prospérité des sociétés de crédit sur le continent. Le compte joint lui-même y fonctionnait, depuis 1890, sous le nom de « joint account » et était d'un usage très répandu. Cet état de chose était bien fait pour aimer l'exode des capitaux français et sourire aux fraudeurs.

En vue d'apprécier la situation qu'y rencontraient les comptes joints, il convient de répondre à la triple question suivante, que nous aurons à résoudre également dans chacune de nos pérégrinations à l'étranger. Quels sont les dispositions législatives anglaises relatives au statut des personnes et des biens ? A quelles règles fiscales sont soumis les comptes joints ? Quel est le droit de regard de notre administration ?

Au premier abord, la législation anglaise paraît très favorable aux fraudeurs. Pas de lois spéciales ; des usages surannés dépendant uniquement du droit coutumier. L'obligation solidaire active existe à peu près comme dans le droit français, et en notre matière, la mort d'un des co-déposants n'entraîne pas la fin du compte. Enfin aucune loi anglaise n'impose aux banquiers les obligations que la loi de 1903 a mis à la charge de nos sociétés.

Il s'en faut cependant de beaucoup que les dépôts étrangers faits en Angleterre soient à l'abri de tout risque.

Ils sont soumis en premier lieu à l'income tax. Parmi les cinq cédules de cet impôt, deux nous intéressent particulièrement : la cédule C et la cédule D.

La cédule C, ou cédule des porteurs de rente, s'applique

à tous les revenus provenant d'intérêts, annuités, dividendes, pensions privées, rentes viagères, arrérages de fonds publics nationaux et étrangers.

La cédule D concerne les profits retirés du commerce, de l'industrie ou des professions libérales, tous les intérêts d'argent et autres profits non compris dans les autres cédules.

Le taux de l'impôt est réglé annuellement par la loi de finances ; il est actuellement de 6 shillings par livre sterling.

Les étrangers domiciliés en dehors de l'empire britannique peuvent obtenir l'exonération totale de l'impôt perçu à l'occasion de la cédule C, en produisant un affidavit, c'est-à-dire l'affirmation que les coupons présentés à l'encaissement sont leur propriété et qu'aucun sujet anglais n'a un droit sur ces valeurs. Par contre, aucune exonération n'est consentie pour les revenus visés à la cédule D.

Le Français qui aura déposé des titres en Angleterre paiera donc obligatoirement au titre d'une des deux cédules, sur le revenu afférent à son dépôt. De plus, la cédule C étant perçue par le procédé de « the collection at the source » (la perception à la source), il lui faudra faire maintes démarches pour que le Trésor anglais consente à le rembourser de la fraction indûment encaissée. Quand il saura que les formalités de remboursement sont telles que beaucoup de contribuables renoncent à réclamer et que les spécialistes accrédités près de la Banque d'Angleterre, et chargés de l'examen de toutes les réclamations de ce genre « The Income tax Repayment Agencies » retiennent 30 à 40 pour cent du recouvrement obtenu en guise d'honoraires, il se rendra compte qu'au point de vue de l'impôt sur le revenu il n'a

rien à gagner à faire passer le détroit à sa fortune.

Il est encore moins favorablement traité en matière d'impôt successoral. Les droits de succession en Angleterre se composent de deux impôts : l'« estate duty », à tarif progressif, calculé sur l'importance totale de la succession et non comme chez nous sur l'importance de la part héréditaire ; et le « legacy duty », gradué d'après le degré de parenté qui unissait l'héritier au défunt.

Les étrangers y sont soumis pour l'importance de leur fortune sise en Angleterre, sous l'exemption suivante : s'il s'agit d'étrangers domiciliés en Angleterre, le fisc anglais, pour éviter une double perception de droits, admet la déduction des taxes perçues à l'étranger sur les biens qui y sont situés et revenant à des Anglais ou des étrangers domiciliés en Angleterre. Mais s'il s'agit d'étrangers non domiciliés dans le Royaume-Uni, aucune déduction n'est admise par l'administration anglaise. D'autre part, la loi française soumet à nos lois successorales les biens de toute personne qui a son domicile de fait en France, que ces biens y soient situés ou non. Notre père de famille peut donc être assuré qu'à son décès ses héritiers payeront double droit ; première fois en Angleterre et une deuxième en France.

Mais, diront les banques anglaises, pourquoi envisager le décès d'un des déposants. Par définition, le compte joint ouvert chez nous doit fonctionner sans que nous ayons à nous occuper de savoir s'il y a ou non décès. Le banquier dépositaire n'étant pas officiellement saisi de la mort du déposant, le retrait demandé par le co-titulaire sera valable et le but proposé ainsi atteint. Ce raisonnement ne nous semble nullement déterminant. L'ignorance présumée ou simu-

lée du décès de l'un des déposants est en Angleterre comme partout ailleurs, la base même du compte joint. Peut-on affirmer que la notification du décès ne sera jamais faite et qu'aucune contestation d'intérêts ne s'élèvera entre les héritiers ? Le bruit fait autour de la succession donnera l'éveil au fisc anglais, directement intéressé à la perception des droits, d'autant plus aisément qu'aucun banquier anglais ne consentira à faire la remise du dépôt en dehors de la légalité successorale ; la responsabilité qu'il encourerait l'empêchera de sortir du droit chemin. L'ouverture de la succession ainsi dévoilée en Angleterre, l'enregistrement français n'aura pas grand mal à en être également informé. La saisine n'existant pas en effet outre-Manche, les testaments sont soumis pour être homologués, moyennant un droit de greffe à une des divisions de la « High Court of Justice », la « Probate Division ». Ces homologations sont répertoriées au greffe de la Court of Probate et communiquées au public moyennant un droit de un shilling. Les journaux anglais évitent d'ailleurs aux curieux tout dérangement. « Il y a des années que les journaux anglais publient ces renseignements, à la mort des personnages connus. Ils nous ont appris par exemple que le président Grévy avait déposé à la Banque d'Angleterre 172,106 livres sterling ; que la fortune du maréchal de Mac-Mahon en Angleterre était de 70 liv. st. ; que l'impératrice Elisabeth d'Autriche avait dans le même établissement 10 millions de francs ; l'empereur Alexandre III de Russie 15 millions. On nous a fait connaître également les dispositions testamentaires qu'on jugeait intéressantes ; nous savons comment le maréchal Canrobert a réparti les 230.705 francs qu'il laissait en Angle-

terre ; nous savons à qui ont été légués par le glorieux vaincus de Froeschviller les souvenirs de sa carrière militaire, le képi troué d'une balle, le drapeau de Malakoff, l'épée d'honneur offerte par les Irlandais après la guerre d'Italie. On a même l'indiscrétion de nous apprendre, du vivant des intéressés, que la Banque d'Angleterre, compte parmi ses clients, le roi des Belges, la reine mère d'Espagne, et la reine mère d'Italie¹. »

De tout temps, il a donc été facile au fisc français d'être renseigné sur les successions ouvertes en Angleterre.

Il n'avait pour entrer en possession des documents qui pouvaient l'intéresser, qu'à en faire la demande. L'accord conclu entre les deux pays le 15 novembre 1907 est venu supprimer cette formalité et, en réalisant le contrôle automatique des pièces enregistrées à la Probate division, supprime toute chance de succès pour les fraudeurs.

« Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté britannique étant désireux d'empêcher autant que possible la fraude dans les cas de droits de succession... » Tel est le court exposé des motifs de la convention franco-anglaise dont voici les dispositions principales.

Article premier. — Le gouvernement britannique s'engage à fournir, pour toutes personnes décédées dont le domicile est en France, un extrait de l'affidavit contenant les noms, prénoms, domicile, date et lieu de décès du decujus, les renseignements touchant ses successeurs et la consistance de l'hérédité en valeurs mobilières. Toutefois, l'extrait

(1) Lescœur, op. cit. p. 126.

ne sera fourni que dans le cas où le total de ces valeurs mobilières atteindra au minimum 100 liv. st.

Art. 2. — Le gouvernement français s'engage à fournir pour toutes personnes décédées dont le domicile est dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, un extrait de la déclaration de mutation par décès, contenant les indications énumérées à l'article 1. Toutefois, l'extrait ne sera fourni que dans le cas où le total des valeurs mobilières déclarées atteindra au minimum 2.520 francs¹.

Voici l'hypothèse que prévoit cet accord : un individu de nationalité quelconque, ayant élu domicile en France meurt en Angleterre ; l'ouverture de sa succession démontre l'existence d'un actif supérieur à 100 liv st. Le fisc anglais perçoit les droits de mutation ; puis le Board of Inland Revenue communique à la direction générale de l'Enregistrement à Paris les renseignements énumérés dans l'article 1, établis dans l'affidavit ; ceux-ci, transmis au receveur, dans la circonscription duquel le de cujus avait élu domicile, permettront de rechercher si les valeurs mobilières énumérées dans les extraits, ont été déclarées par les héritiers. Il en serait de même dans le cas inverse. Cet exemple prouve la quasi impossibilité de fraude.

Au point de vue de la dépression de l'évasion fiscale, il est à remarquer cependant qu'aucune des administrations ne se reconnaît le droit « de faire dans les banques ou les établissements de crédit des recherches dans le but de rendre service à sa voisine ni de lui communiquer le résultat, soit des recherches qu'elle aura faites pour son propre

(1) Cet accord a été déclaré exécutoire en France par le décret du 13 déc. 1907 (J. O. 14 déc. 1907).

compte, soit des renseignements qu'elle aura obtenue des personnes autres que les héritiers.» La base des extraits communiqués d'Angleterre en France et inversement résidant dans l'affidavit ou la déclaration de succession (art. 1 et 2), il suffirait aux héritiers de ne pas comprendre dans leur déclaration tout ou partie des valeurs mobilières, pour que cette partie de la fortune du de cujus soit cachée à l'autre administration. Toutefois il ne faut pas exagérer la portée de cette dissimulation ; le seul fait que leur déclaration de succession sera communiquée à l'administration de leur pays d'origine incitera les héritiers à ne pas frauder, de peur des sanctions.

En conclusion, nous dirons donc que le compte joint, en Angleterre, offre au capitaliste étranger beaucoup d'inconvénients et aucun avantage. De son vivant il payera un impôt sur le revenu plus lourd qu'en France ; à sa mort, les possibilités de fraude seront nulles, car ses héritiers auront à faire, non pas à une, mais à deux administrations. Le danger sera double ; la moindre éventualité qui puisse leur arriver sera de payer deux droits de mutation au lieu d'un seul. La seule chance sur laquelle il puisse tabler, c'est un parfait accord entre ses héritiers qui permettra le retrait du dépôt sans que la banque eut connaissance de son décès. Mais dans cette hypothèse, pareille garantie d'immunité fiscale lui est offerte en France. Point n'est besoin alors d'aller à l'étranger courir des risques plus grands pour arriver à un résultat qu'on peut obtenir en son pays.

B. — Le Compte-Joint en Belgique.

L'évasion fiscale fût particulièrement active en Belgique. Beaucoup de raisons la facilitèrent. Belges et Français ont toujours sympathisé ; une similitude de langage et de mœurs, un passé historique en beaucoup de points communs ont créé entre les deux peuples, une amitié qui fût un guide naturel à l'exode des capitaux français. En outre : prospérité de l'industrie et du commerce, l'ampleur et la solidité de la vie financière, la modération des tendances politiques du gouvernement étaient bien faits pour rassurer les plus timorés de nos compatriotes.

Aussi, plus que l'Angleterre ; la Belgique fût elle le grand réceptacle des capitaux français en exil. Au point de vue qui nous occupe, y étaient-ils plus en sûreté ?

La législation belge en la matière est telle que l'a tracée le Code Napoléon ; les dispositions relatives au mandat, au dépôt et à la solidarité n'ont subi aucun changement, les comptes joints notamment ne sont l'objet d'aucunes prescriptions semblables à celles qu'à édictées en France la loi de 1903. Le fisc belge n'a aucun pouvoir d'investigation dans les Sociétés de Crédit ; d'ailleurs, n'ayant aucun droit de mutation à percevoir sur les dépôts qui dépendent d'une succession ouverte à l'Etranger, il se désintéresse de la situation¹.

Il semble donc que la situation soit très favorable pour le capitaliste français ; et qu'il ait enfin touché la terre promise. Ce serait cependant une erreur de le croire. Là, pas plus

(1) Le droit de mutation par décès créé par une loi de 1817 ne frappe que les successions régies par la loi belge.

qu'en Angleterre, il n'est en parfaite sécurité. Deux obstacles viennent troubler sa quiétude ; la convention du 12 Août 1843 et celle du 8 Juillet 1899.

Le 1^{er} de ces accords, conclu à Lille le 12 Août 1843, a pour but de régler les relations des administrations de l'enregistrement de France et de Belgique.

L'article 1 porte « qu'il y aura, entre les receveurs de l'enregistrement et des domaines, échange de tous les documents et renseignements pouvant aider à la réception complète et régulière des droits établis par les lois qui régissent les deux pays ou se rattachant aux intérêts domaniaux leur afférant réciproquement ».

L'article 2 dresse une nomenclature des cas d'application de la convention. Seuls les immeubles y sont visés.

Il ne faudrait pas croire cependant que la convention de 1843 soit sans portée en matière mobilière. « On renverra notamment » . . . ; c'est ainsi que débute l'article 2 ; d'autre part l'article 1 parle d'une façon générale, et si les exemples énumérés sont tous empruntés aux immeubles, c'est que leur choix était logique à l'époque de la signature de la convention. En 1843, on vivait encore sous l'adage « res mobilis, res vilis », ; les Sociétés par action n'existaient pas et le titre au porteur, une des principales causes de la vulgarisation de la fortune mobilière, appartenait encore à l'avenir. La presque totalité des fortunes se composant d'immeubles, on ne voit pas comment l'Administration de cette époque eût pu avoir la pensée de réprimer en matière mobilière une fraude qui n'existait pas, faute d'objet. Il en est tout autrement aujourd'hui et se serait fausser l'esprit de la conven-

tion que d'en restreindre la portée à la répression des fraudes immobilières.

On doit donc la considérer comme applicable dans toutes les hypothèses où un échange de renseignements pourrait être utile aux deux administrations. C'est le sens que lui donne le fisc et c'est l'interprétation la plus logique.

Déjà considérablement bridée par ces dispositions, la fraude est encore réprimée par une autre convention passée entre les deux Etats le 8 Juillet 1897 au sujet de la force exécutoire dans un pays des jugements rendus par les tribunaux du pays ami. L'article 11 décide que «les décisions des cours et tribunaux, rendus en matière civile ou en matière commerciale, dans l'un des deux Etats, ont dans l'autre l'autorité de la chose jugée, si elles réunissent les conditions suivantes : Il faudra :

1° — Que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée.

2° — Que, d'après la loi du pays où la décision a été rendue, elle soit passée en force de chose jugée.

3° — Que, d'après la même loi, l'expédition qui en est produite réunisse les conditions nécessaires à son authenticité.

4° — Que les parties aient été légalement citées, représentées ou légalement défaillantes.

5° — Que les règles de compétence rendues communes aux 2 pays par la convention n'aient pas été méconnues.

L'article 12 est ainsi rédigé : « Les décisions des cours et tribunaux, rendues dans l'un des deux Etats, peuvent être mises à exécution dans l'autre Etat tant sur les meubles

que sur les immeubles, après y avoir été déclarées exécutoires... L'exéquatur est accordé par le Tribunal civil du lieu où l'exécution doit être prononcée... L'examen du tribunal, saisi de la demande d'exécution, ne porte que sur les points énumérés dans l'article précédent.»

Les conditions d'exécution énumérées par l'article 11, sont très faciles à observer ; n'importe quel avoué agira de façon à ce que son client puisse s'en prévaloir. Supposons donc par exemple qu'un Français cotitulaire d'un compte joint en Belgique, vienne à décéder, les héritiers font opposition entre les mains du Directeur des P.T.T. de son domicile à ce qu'aucune des lettres adressées à son nom soient délivrées à sa demeure ; ils parviennent ainsi, en interceptant les avis envoyés par la banque dépositaire à prouver l'existence du compte joint. Dès lors, ils n'ont plus qu'à faire par voie d'huissier, saisie arrêt sur le montant du dépôt avec sommation à la banque d'avoir à observer les prescriptions de l'article 1939 du Code Civil. Ils assignent en même temps le codéposant en France et le tribunal chargé de l'affaire, déclarera très certainement ce dernier inhabile à recevoir le dépôt. Par suite de la convention de 1899 (art. 12) le jugement du tribunal aura autorité de chose jugée en Belgique et obligera l'établissement dépositaire. Le solde créateur du compte joint sera donc versé à la masse et ne pourra, en aucun cas être retiré par le cotitulaire.

Cette hypothèse nous montre, en résumé, que pour un Français la pratique du compte joint en Belgique est possible, mais dangereuse. Par suite de l'application de la convention de 1843, le fisc français aura la plupart du temps des renseignements qui le mettront en éveil et lui permet-

tront d'établir la fraude ; en cas de désaccord des héritiers, la convention de 1899 leur permettra de faire triompher leurs justes réclamations. Dans un cas comme dans l'autre le but cherché par le *de cujus* ne sera pas atteint.

C. — Le Compte-Joint en Suisse.

Les mêmes raisons psychologiques qui avaient incité le capitaliste français à expatrier sa fortune en Belgique, expliquent l'exode de la fortune mobilière en Suisse. Attirés par une active propagande, les capitaux prirent le chemin de la Suisse allemande ou française et les banques de Genève, Lausanne, Bâle et Zurich regorgèrent bientôt de dépôts.

Afin d'apprécier le choix du contribuable français, nous nous poserons les mêmes questions que précédemment : nous examinerons tour à tour le régime juridique du pays dépositaire, les droits divers y grévants la fortune mobilière : l'impôt sur le revenu et la taxe successorale existant, et nous verrons enfin quels y sont les moyens d'investigation du fisc français.

Le caractère de la législation suisse est d'être une en ce qui concerne le droit général des obligations et de se diversifier par canton lorsqu'il s'agit des droits successoraux et de l'impôt général sur le revenu. L'article 3 de la Constitution fédérale de 1874 dispose, en effet, que chacun des 25 cantons et demi-cantons est souverain et a toute latitude pour organiser son régime fiscal.

Voici les principales dispositions de droit civil applicables au compte joint : Le code des obligations actuellement en vigueur pour tout l'Etat fédéral date du 14 Juin 1881,

son article 169 relatif à la solidarité active est ainsi conçu :

Art. 169. — « Il y a solidarité entre plusieurs créanciers, lorsque le débiteur déclare vouloir donner à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance ; à défaut d'une semblable déclaration, la solidarité n'existe que dans les cas déterminés par la loi. »

L'art. 170 dispose que : « Le paiement fait à l'un des créanciers solidaires libère le débiteur envers tous. Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des dits créanciers, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux. »

La mort de l'un des déposants ne met pas fin à la solidarité et, par convention spéciale, le débiteur peut renoncer à la faveur que lui fait l'article 170 de s'acquitter entre les mains des créanciers de son choix. Cette matière est donc régie par les mêmes dispositions que celles de notre Code Civil ; de plus le Code Suisse contient un certain article 482 particulièrement favorable au compte joint et ainsi écrit : « Si un tiers se prétend propriétaire de la chose déposée, le dépositaire n'en n'est pas moins tenu de la restituer au déposant, tant qu'elle n'a pas été judiciairement saisie ou que le tiers n'a pas introduit contre lui sa demande en revendication. En cas de saisie ou de revendication ; il doit immédiatement en avvertir le déposant ». Une telle disposition, étant donné également l'absence de l'article 1939 de notre Code Civil dans le droit suisse, au point de vue de la fraude, offre sur les droits français, la supériorité suivante : en France, dès qu'une banque a connaissance du décès d'un déposant, elle ne peut plus se dessaisir qu'en faveur des héritiers ; pareille obligation n'existe pas pour elle en Suisse.

Tant qu'il n'a pas été fait opposition sur le montant du compte par un tiers intéressé, même en connaissant le décès, le versement fait au mandataire du de cujus sera libératoire pour la banque.

Cet aperçu de la législation civile suisse nous prouve donc que le compte joint jouit au pays de Guillaume Tell d'une situation nettement préférable à celle que lui font les lois françaises. En est-il de même au point de vue fiscal ?

Dans le canton de Neuchâtel existe un impôt progressif sur les fortunes supérieures à 1,500 francs dont le taux très variable est fixé annuellement par le conseil du canton. Cet impôt est dû par toutes les personnes domiciliées ou non dans le canton, qui y possèdent des biens.

Le canton du Valais, lui, est soumis, depuis la loi de 20 décembre 1886, à un impôt sur le capital et le revenu, perçu par les communes ; la quotité en est également fixée chaque année par une délibération de l'assemblée locale.

En dehors de ces deux cantons, les dépôts sont soumis à un impôt sur le revenu qui varie chaque année selon les besoins de l'administration et le bon plaisir des conseils municipaux. En Suisse, comme en France, le contribuable, sa vie durant, payera donc un impôt sur ses capitaux ; le taux en étant très instable, il pourra avoir des surprises désagréables. Sera-t-il du moins plus favorablement traité à sa mort et ses héritiers bénéficieront-ils du changement de pays ?

Le régime des droits de mutation est différent selon les cantons.

Dans le canton de Neuchâtel, les successions comprenant des biens, meubles situés dans le canton, ne sont soumises à l'impôt que si les héritiers demandent l'investiture aux tribunaux locaux ; pareille hypothèse ne se réalisant pas

pour le compte joint, le déposant peut être assuré qu'à sa mort, ses ayants causes seront exempts de toute taxe successorale.

Dans le canton de Fribourg par contre, il existe pour les établissements dépositaires, une obligation analogue à celle qu'a créée chez nous la loi du 25 février 1901. Ils doivent déclarer au juge de paix, dans les 30 jours de l'ouverture de la succession, l'état des valeurs ou fonds existant au compte du de cujus, sans avoir à attendre, à l'inverse de ce qui se passe en France, la notification de l'enregistrement.

La législation du canton de Vaud applique aux étrangers les dispositions de la convention conclue avec l'Angleterre en 1872 ; d'après cette convention c'est seulement dans le cas où un Anglais meurt dans le canton que ses héritiers doivent acquitter à l'administration Vaudoise les droits de mutation correspondant à la fortune possédée par leur auteur dans ledit canton. Notre déposant français étant mort en France par hypothèse, ses héritiers ne payeront aucun droit de succession. Cette exemption toutefois, est une pure libéralité que l'administration vaudoise, en aucun cas considère comme une règle impérative. Le contribuable français ne peut donc jamais savoir, en déposant ses fonds, le sort qui leur sera réservé à sa mort.

Seul le canton de Genève offre toutes les garanties désirables à ce sujet. Pour toutes les successions ouvertes hors du canton, le droit de mutation n'est dû en effet que pour les immeubles situés dans le canton et pour le mobilier en dépendant. Les titres et fonds en dépôt n'étant pas visés par la loi, sont quittes de toute taxe. Ce canton est donc celui où le compte joint est le mieux traité. Mais le régime actuel

y est comme dans le reste de la république helvétique, à la merci d'une décision cantonale, qui ne parviendra le plus souvent à la connaissance du capitaliste français, que par la note à payer. Les lois suisses locales entrent, en effet en vigueur dès leur publication par le journal légal du chef lieu de canton. Combien y a-t-il de gens en France qui sont abonnés à ces journaux ? Bien peu, croyons-nous. L'instabilité de la législation fiscale suisse enlève donc au contribuable français le bénéfice que lui avait fait acquérir la législation civile. Pendant sa vie, il payera un impôt sur le revenu comme en France ; à sa mort, sauf dans le canton de Genève, ses héritiers seront soumis aux droits de succession dont bien souvent ils ne connaîtront la quotité qu'au moment de les acquitter.

A cette incertitude qui à elle seule suffirait pour faire réfléchir le fraudeur, la convention franco-suisse du 15 juin 1869 a ajouté un autre risque de déconvenue. Cette convention relative à la compétence des tribunaux des 2 nations, en cas de contestation entre Suisses et Français, reçoit une application différente selon qu'il a été fait ou non élection de domicile par les parties dans le pays autre que le leur.

Dans le premier cas, l'article 5 stipule que « toute action relative à la liquidation ou au partage d'une succession testamentaire ou ab intestat, et aux comptes à faire entre héritiers sera portée devant le tribunal de l'ouverture de la succession ».

Les héritiers français qui s'estiment lésés par le compte joint, pourront actionner la banque suisse dépositaire devant les tribunaux français et la sentence sera exécutoire en Suisse (Article 15.)

Les autorités suisses ne pourront, en effet, refuser l'exécution (art. 17) que dans les 3 cas suivants :

- 1° la décision émane d'une juridiction incompétente.
- 2° elle a été rendue sans que les parties aient été dûment citées et légalement représentées ou défailtantes.
- 3° les règles de droit public ou intérêts de l'ordre public du pays où l'exécution est demandée s'opposent à ce que le jugement étranger y reçoive son exécution.

Il est bien évident que dans le cas qui nous occupe, la juridiction sera compétente, les parties feront une procédure régulière et que la Suisse ne pourra interpréter comme contraire à l'ordre public la décision d'un tribunal tendant à affirmer les droits réservataires des héritiers, qu'elle reconnait elle-même.

Si, au contraire, le déposant a fait élection de domicile près le tribunal de la résidence de la banque dépositaire, — et en pratique le contrat de compte joint renferme toujours semblable stipulation, — les héritiers étant liés par la promesse de leur auteur, actionneront la banque suisse devant un tribunal suisse. Le fisc français ne sera pas pour cela lésé de ses droits ; étant donné le bruit qu'un procès ne manquera pas de faire ; il lui sera facile de découvrir la fraude.

Dans un cas comme dans l'autre, l'ouverture du compte joint parviendra à la connaissance de l'Administration française et les héritiers auront toute chance de payer un double droit de mutation. Ce sera la plupart du temps, tout ce qu'ils gagneront à l'esprit de fraude de leur auteur.

Supposons qu'il n'y ait pas d'héritiers lésés et que le fisc n'ait aucun soupçon de la fraude, le dépôt fait par notre ingénieux contribuable ne sera pas pour cela à l'abri de tout

risque. « Les Banques de dépôt en Suisse sont peu importantes. Quelques unes sont garanties par l'Etat, mais les Etats Suisses ne sont pas très riches. Les garanties ne sont pas suffisantes pour agrandir les dépôts en cas de crise. Le Bankverein Suisse a reçu en 1906, 106 millions de dépôts ; il a consenti 81 millions d'avance à un portefeuille de 60 millions, 73 millions d'effets à payer et d'acceptations. Qu'advierait-il en cas de *run* de tous les dépôts? » « Le danger si improbable qu'il soit est de nature à faire réfléchir les capitalistes. Faire des dépôts en Suisse est facile, mais pouvoir rapatrier son argent en France quand on le désire, c'est une face de la question qu'on ne saurait mettre de côté. Nous venons de voir que la solution ne pourrait pas être toujours celle que le déposant avait prévue.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'une très grande prudence sera nécessaire non seulement dans le choix du canton où on déposera sa fortune, mais encore dans celui de la banque qui le recevra. Quand on verra un chiffre des dépôts, en particulier et un chiffre d'affaires, en général, disproportionné au capital social, il sera prudent de retirer son avoir. Cette surveillance constante ne sera pas faite pour rendre la vie heureuse aux fraudeurs.

En résumé, qu'avons nous trouvé en Suisse ? des lois locales mal connues en France ; des assemblées de cantons pouvant supprimer le régime légal qui la veille avait déterminé le capitaliste à faire voyager ses valeurs ; un impôt sur le revenu fonctionnant dans tous les cantons ; des droits de mutation perçus par toutes les administrations

(1) Lescœur, op. cit. p. 139.

cantonales, celle de Genève excepté; une insécurité bancaire provenant de l'abondance des dépôts et de l'insuffisance du capital d'exploitation ; une convention permettant aux héritiers de faire triompher leurs droits méconnus et facilitant dans tous les cas, au fisc français, la répression de la fraude fiscale. Quels sont les avantages correspondant à tous ces inconvénients ? Nous nous déclarons incapables de les fixer.

D. — Le Compte-joint en Allemagne.

Avant la guerre, l'Allemagne était, bien plus que l'Angleterre, la Belgique et la Suisse, le pays où l'évasion fiscale avait le plus de chances de réussite. Tout concourait à assurer au fraudeur une tranquillité absolue.

Au point de vue économique, la prospérité allemande était jalousée par tous les autres états. Les bourses de Francfort pour les valeurs de charbonnage, d'Hambourg pour les fonds scandinaves, et de Berlin pour les actions de banques étaient parmi les premières d'Europe, immédiatement après les marchés de Londres et de Paris. La loi du 22 Juin 1896, rendue sous l'influence du parti agrarien, prohibant les opérations à terme sur les blés, les farinés et certaines valeurs industrielles, n'avait pas nui à leur développement. Les spéculateurs usèrent du marché au comptant et l'activité des transactions ne se démentit pas. Parallèlement à cette progression continue des bourses allemandes, on assistait à ; un phénomène de concentration bancaire des plus intéressants. Avant 1870, il existait seulement outre Rhin, quelques puissantes banques privées : les Rothschild à Franc-

fort, les Mendelsshon à Berlin, les Oppenheim à Cologne, les Warburg et les Behrens à Hambourg. En 1870, une loi réalisa la même réforme que la loi du 24 Juillet 1867 avait introduit en France ; au régime de l'autorisation gouvernementale alors existant, elle substitua pour les sociétés par actions, le régime de la réglementation légale. Les conséquences de cet accroissement de liberté ne se firent pas attendre : la Deutsche Bank et la Commerz et Disconto Bank de Hambourg, au capital initial de 15 millions de marks pour la 1re et de 30 millions pour la 2me, jetèrent les bases de leurs statuts. D'autres suivirent la même voie, et on vit éclore la Dresdner Bank et la Disconto Gesellschaft. Un quart de siècle plus tard, toutes ces banques jouaient un rôle de 1er ordre dans l'expansion économique de l'Allemagne ; elles constituaient une réserve d'énergie qui alimentait tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, de l'empire, le commerce et l'industrie allemandes. Au lieu d'être séparé par des cloisons étanches, comme malheureusement cela s'est produit trop souvent en notre pays, l'industrie, le commerce et les banques allemandes formaient un tout parfaitement homogène, se conditionnant mutuellement, et travaillant tous pour un but commun : la prospérité de l'Empire. Pour être à la hauteur de leur nouvelle tâche, les banques allemandes furent obligées de procéder, comme les industriels et les commerçants qu'elles commanditaient, à une transformation de leurs moyens de production ; au lieu de rester isolées, elles se groupèrent, les plus fortes contrôlant les plus faibles. Pour ne citer que les plus importantes, à la veille de la guerre : la Deutsche Bank dirigeait 20 banques secondaires ; la Disconto Gesellschaft 19, la Bank für

Handel 6. Comme le reste de la production, l'industrie bancaire, désormais, était cartellisée. A cette solidité quasi inébranlable, les banques allemandes joignaient d'autres qualités bien faites pour attirer la clientèle : personnel parfaitement complaisant dont l'amabilité traitait sur le même pied grands ou petits clients ; offres d'intérêts plus élevés et tarifs moins chers que nos banques nationales.

Si nous quittons maintenant le domaine économique et si nous envisageons la situation que le droit civil allemand fait au compte joint, nous y voyons que, nulle part ailleurs, il n'est aussi favorablement traité.

Contrairement au principe de notre article 2.003 du Code Civil, le droit allemand admet la validité du mandat *post mortem mandantis*. L'article 672 du Code civil allemand, en vigueur depuis 1900, est en effet ainsi conçu : « En cas de doute le mandat ne s'éteint ni par le décès, ni par l'incapacité du mandant. Si le mandat s'éteint en un moment où il y ait péril en la demeure, le mandataire doit continuer à soigner l'affaire dont il est chargé jusqu'à ce que l'héritier ou le représentant légal du mandataire puisse pourvoir autrement au soin de l'affaire : le mandat est censé continuer jusque là. »

Le droit allemand admet donc la possibilité de continuation du mandat après décès du mandant, et de plus, aucune disposition analogue à notre article 1939 n'étant en vigueur, l'obligation de payer entre les mains des héritiers n'existe pas pour l'établissement dépositaire.

A ces deux dispositions déjà très avantageuses pour le compte joint, la conception particulière que le code allemand se fait de la solidarité active, vient ajouter une très grande

faveur. L'article 428 qui est le siège de la matière, est en effet ainsi rédigé : « La solidarité active est un bien de droit qui permet à plusieurs créanciers d'exiger d'un débiteur unique, le paiement de tout ou partie d'une prestation. Le débiteur a le droit de se libérer à son gré envers l'un quelconque des créanciers. Cette dernière faculté subsiste même au cas où l'autre créancier a introduit contre le débiteur une action en justice pour lui réclamer le paiement du dépôt ».

Aucune opposition de la part des héritiers n'est donc possible ; même dans le cas où une convention franco-allemande, analogue à celles qui ont été passées par la Suisse en 1869 et la Belgique en 1899, viendrait un jour donner force exécutoire en Allemagne aux jugements des tribunaux français, la banque dépositaire pourrait opposer victorieusement aux prétentions de la partie adverse, l'article 478 précité.

Toutes les dispositions dont nous venons de faire un rapide exposé, créent donc un régime juridique exceptionnellement favorable à l'évasion fiscale ; de plus aucun accord semblable à la convention franco-belge de 1843 et franco-anglaise de 1907 ne vient en atténuer les effets.

Malheureusement pour les fraudeurs, la guerre est venue jeter une ombre sur ce tableau ; la dernière législation fiscale de l'empire présente des dispositions draconiennes et actuellement les capitaux qui fuieraient la France pour aller en Allemagne tomberaient de Charybde en Scylla.

En vue de réduire la dette flottante, la loi de « sacrifice pour la détresse de l'empire », votée par le Reichstag le 31 décembre 1919, sur la proposition de M. Erzberger, vient, entre autres mesures, opérer un prélèvement extraordinaire

sur le capital. L'impôt est dû par tous les biens et capitaux situés en Allemagne, quel qu'en soit le propriétaire ; c'est une obligation qui pèse sur les choses, abstraction faite de la personnalité de leur détenteur. Les étrangers, y sont donc soumis au même titre que les régnicoles ; le tarif, progressif, de 10 à 65 0/0 est de nature à faire réfléchir les fraudeurs. Mais, dira-t-on, cet impôt ne frappe que les biens situés en Allemagne lors de la promulgation de la loi du 31 Décembre 1919 ; une fortune déposée actuellement y échapperait. Ainsi présentée, cette objection est exacte, mais un coup d'œil sur les finances allemandes suffit à montrer le danger qu'il y aurait à vouloir mettre des capitaux à l'abri sur le territoire d'Empire. Le *Reichnotopfer* a donné de graves mécomptes, et, vu les besoins d'argent du gouvernement, on peut prévoir d'ici peu d'autres mesures de même genre, qui ne sont certainement pas faites pour attirer les capitaux étrangers.

L'Allemagne est donc théoriquement, le pays du compte joint par excellence ; sa législation civile, l'absence d'accords internationaux, la froideur naturelle existant de peuple à peuple et empêchant les deux administrations de se communiquer des renseignements même à titre officieux, tout concourt à créer une situation très favorable pour le fraudeur étranger ; mais, pratiquement la situation économique et politique de l'Empire, en général, et l'état des finances en particulier, sont tels que, pour un temps indéterminé, le contribuable français aura tout avantage non pas à y envoyer des capitaux, mais à retirer ceux qu'il y possède.

Chapitre IV. — LA LOCATION DE COFFRE-FORT

L'étude du compte joint nous a prouvé qu'en France il était toujours possible mais dangereux et que la plupart du temps, soit que la banque soit avertie par le fisc du décès du déposant, soit qu'il y ait mésentente entre les héritiers, le but cherché par le « *de cuius* » n'était pas réalisé. A l'étranger, la législation civile, des ententes internationales, des tarifs fiscaux plus élevés que chez nous, l'instabilité ou la fragilité de la vie économique rendent également très aléatoires les chances des déposants. Se rendant compte de toutes ces difficultés, les contribuables ont cherché et trouvé un 3^{me} procédé frauduleux d'évasion fiscale : la location de coffres-forts.

Depuis une période millénaire, les hommes se sont préoccupés de mettre à l'abri les objets précieux qui leur appartenaient ; pour cela ils ont songé à les confier à des personnes en état de les protéger plus efficacement qu'eux-mêmes contre les incendies, les guerres, les inondations et les voleurs.

Dans sa vie Alexandre Sévère (chap. xxxix), Lampride nous apprend que cet empereur avait institué des « *horrea in omnibus regionibus publica ad quae conferrent bona ù qui privatas custodias non haberent* ». Deux inscriptions rapportées par M. Girard ¹ précisent les conditions de la location dans ces *horea publica* et nous prouvent que cet usage exis-

(1) M. Girard, *Textes de droit romain*, 4^e édit. p. 851, « Avis de location des magasins impériaux » et p. 852 « Avis de location des magasins privés ».

taut, dès la plus haute antiquité ; mais il est permis de penser que c'est Alexandre Sévère qui l'a généralisé. Après l'avènement du christianisme les églises et les couvents rendirent aux fidèles des services identiques. Cet usage traversa les siècles, mais n'acquit son développement actuel qu'à une date relativement récente.

En 1885, à Londres, une Société par actions au capital de 100.000 £ « the Chancery Lane Safe Deposit and Offices Company Limited », ouvrit dans Chancery Lane un vaste édifice construit à dessein, contenant uniquement des « safes » — coffres-forts — et des « strong-rooms » — chambres fortes — où toute personne pouvait déposer des objets précieux. La même pratique se généralisa en France, avec cette différence qu'aucun établissement spécial ne fût créé pour remplir ce but. Les sociétés de crédit s'en chargèrent ; des réduits aménagés tant à leur siège social que dans leurs diverses succursales, ordinairement en sous-sol, renferment des coffres-forts divisés en compartiments d'inégales dimensions. Chaque compartiment est fermé au moyen d'une serrure à combinaison. A des jours et à des heures déterminées par un règlement, chacun est libre d'accéder à la salle des coffres-forts, de se faire ouvrir celui où il a son compartiment, d'ouvrir lui-même celui-ci, d'y placer et d'y retirer ce qu'il veut.

Quel est la nature juridique du contrat ainsi formé ? Est-ce un louage de choses ou un dépôt ? La majorité des auteurs y voit un contrat de louage tel qu'il est défini par l'art 1709 du Code Civil. « Un contrat par lequel une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix, que celle-ci

s'oblige de lui payer ». Deux raisons viennent fortifier cette manière de voir.

D'abord une raison historique. Ce contrat figure au titre « *locati et conducti* » du Digeste ; le Code le cite dans les pages « de *locato et conducto* » et il ne faut pas oublier que ces 2 ouvrages sont les ancêtres directs de notre Code Civil, principalement pour le titre des contrats et obligations.

En outre, au point de vue juridique, cette convention renferme tous les éléments du louage : chose mise à la disposition du preneur et loyer convenu. Il y manque au contraire le principal du dépôt. « Le dépôt est essentiellement un contrat réel ; il suppose la remise d'une chose par l'un des contractants à l'autre ; cette condition ici, fait défaut, la convention étant parfaite par cela seul que le banquier et le client sont tombés d'accord sur les clauses suivant lesquelles le coffre sera mis à la disposition de ce dernier ; alors que rien n'y sera même jamais déposé. » (1) « Les hommes d'affaires ne s'y sont pas trompés, avec leur sens pratique habituel, ils ont donné à ce contrat le nom de « louage », *lease of sales*, *Miethe von Schrankfächern* qui équivaut à la « *locatio armarium* » des Romains².

En ce qui nous concerne, l'intérêt de la distinction est le suivant : s'il y a dépôt, le dépositaire est obligé de faire, à la mort du déposant, la déclaration prescrite par la loi du 25 Février 1901 (art. 15). Si au contraire, il y a louage de choses, le dépositaire ne détenant rien ; n'a aucune notification à adresser au fisc ; c'est le client qui continue juridi-

(1) *Traité de la location des coffres-forts*, Valéry, p. 14.

(2) Valerij, *Traité de la location des coffres-forts*, p. 20.

quement à posséder et l'Administration n'a par suite aucun droit de vérification¹.

La théorie du louage de choses ayant reçu l'adhésion de la jurisprudence l'administration se trouvait désarmée. A la mort du locataire, ses héritiers, sur production de pièces justificatives de leur qualité, ouvraient le coffre de leur auteur, en retiraient le contenu et se le partageaient en toute tranquillité, sans que la banque put s'y opposer ni même prévenir l'enregistrement. Désireux de fermer cette fissure par où l'évasion fiscale coulait largement à l'intérieur, le gouvernement chercha un remède. L'examen de la législation italienne le lui fournit.

L'article 111 de la loi italienne du 20 Mai 1896 est en effet ainsi rédigé : « Les détenteurs, à n'importe quel titre, de deniers, valeurs et objets dépendant des successions ouvertes postérieurement au 31 Juillet 1888, ne pourront les remettre aux héritiers, légataires ou autres ayants causes ou ayants droits, sans en avoir préalablement informé le bureau de l'Enregistrement compétent... ». Cet article eut une

¹ Cette distinction présente également des conséquences intéressantes en matière de saisie. Les créanciers d'un locataire de coffre-fort peuvent-ils pratiquer une saisie arrêt sur le contenu du coffre ? Oui, s'il y a dépôt car alors la banque est détenteur et débiteur envers son client (art. 1944 C.C.). Non, s'il y a louage de choses ; la saisie arrêt n'aurait aucune raison d'être, faute d'objet. Le bailleur ne détient rien ; il ne doit à la partie que la jouissance de l'objet loué. Et puis comment se conformerait-il à la prescription de l'article 573 du Code de Pr. Civ. qui oblige le tiers saisi à déclarer les causes et le montant de sa dette ? Ne pouvant ni ne sachant ouvrir le coffre, il serait bien embarrassé d'en indiquer le contenu. La seule saisie possible est donc la saisie exécution.

application dans le cas suivant : A la mort d'un locataire d'un compartiment de coffre-fort, une banque de Milan refusa aux héritiers l'accès du coffre et exigea qu'il fût procédé à son ouverture en présence d'un de ses employés et d'un notaire qui établirait l'inventaire destiné à être communiqué à l'Enregistrement. Par son jugement en date du 22 Juillet 1905. (D.P. 1906, 2, 65 avec une note de M. Valéry), le tribunal de Milan lui donna gain de cause.

Cette idée fût reprise en France et présentée par M. Charles Dumont, dans sa proposition du 25 Octobre 1910. M. Dumont proposait l'extension de l'art. 15 de notre loi du 25 Février 1901 « afin que » l'ouverture d'un coffre-fort ne puisse avoir lieu, après le décès du locataire ou de l'un de ses colocataires, par quelque personne que ce soit, sans que le contenu en ait été régulièrement inventorié ». Suivent un certain nombre d'obligations à la charge du bailleur, et des sanctions appropriées. Ce projet sommeilla quelques années dans les cartons de la commission du budget et fût enfin incorporé dans la loi du 18 Avril 1918 relative aux mesures contre les fraudes fiscales. Voici les principales dispositions qui nous intéressent.

« Art. 1. — Aucun coffre-fort ou compartiment de coffre-fort tenu en location ne pourra être ouvert par qui que ce soit après le décès, soit du locataire ou de l'un des colocataires, soit de son conjoint, s'il n'y a pas entre eux séparation de corps, qu'en présence d'un notaire requis à cet effet par tous les ayants droits à la succession ou du notaire désigné par le président du tribunal civil en cas de désaccord et sur la demande de l'un des ayants droits.

Le procès verbal constatera l'ouverture du coffre-fort et contiendra l'énumération complète et détaillée de tous les titres, sommes ou objets quelconques qui y seraient contenus.

Art. 2. — Les sommes, titres ou objets trouvés dans un coffre-fort loué conjointement à plusieurs personnes seront réputées à défaut de preuve contraire, et seulement pour la perception des droits, être la propriété conjointe de ces personnes et dépendre pour une part virile de la succession.

Art. 4. — Toute personne ou société qui se livre habituellement à la location des coffres-forts ou des compartiments de coffres-forts doit :

1°) En faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement de sa résidence et, s'il y a lieu, à celui de chacune de ses succursales ou agences louant des coffres-forts.

2°) Tenir un répertoire alphabétique, non sujet au timbre, présentant avec mention des pièces justificatives produites, les noms, prénoms, profession, domicile et résidence réels de tous les occupants de coffres-forts et le numéro du coffre-fort loué.

3°) Inscrire sur un registre ou carnet établi sur papier non timbré, avec indication de la date et de l'heure auxquelles elles se présentent, les noms, adresses et qualités de toutes les personnes qui veulent procéder à l'ouverture d'un coffre-fort et exiger que ces personnes apposent leur signature sur ledit registre ou carnet. Lorsque la personne qui voudra ouvrir le coffre-fort n'en sera pas personnellement ni exclusivement locataire cette signature sera apposée sous une formule certifiant qu'elle n'a pas connaissan-

ce du décès soit du locataire ou de l'un des colocataires du coffre-fort, soit du conjoint non séparé de corps de ce locataire ou colocataire...»

Les obligations des établissements bailleurs sont donc de deux sortes :

a) Vis à vis de leurs locataires. Tout locataire doit signer sur un répertoire spécial, toutes les fois qu'il désire ouvrir son compartiment. Cette disposition a pour but de permettre à l'Administration de savoir la dernière date d'ouverture du coffre. Si le locataire est représenté ou a un colocataire, son mandataire ou son colocataire doivent également signer sur un carnet *ad hoc*, dit carnet des mandataires et affirmer qu'ils n'ont pas connaissance de la mort soit de leur mandant, soit de leur associé locataire. C'est une précaution prise contre les descentes aux coffres, quelques heures après le décès, afin d'en enlever le contenu et de le laisser vide pour l'heure de l'inventaire.

En cas de décès d'un locataire ou d'un colocataire, la banque ne doit permettre l'ouverture du coffre qu'en présence d'un notaire requis par les ayants droits. Pareille mesure s'applique également, dit le texte, en cas de décès du conjoint d'un des locataires « s'il n'y a pas entre eux séparation de corps ». Le but de cette proposition est évident. La séparation de corps entraînant *ipso facto* la séparation de biens les collusions frauduleuses entre les époux sont peu à craindre en ce cas. Le notaire dressera un inventaire du contenu du coffre et cela quoi qu'il renferme. « Les dispositions contenues dans les articles 1 et 2, dit en effet l'art. 8, sont applicables aux plis cachetés et cassettes fermées, remis en dépôt aux banquiers, changeurs, escompteurs et

à toute personne recevant habituellement des plis de même nature ». La loi ne fait donc aucune différence entre les titres, sommes d'argent et objets précieux, des bijoux de famille par exemple.

b) Vis à vis de l'administration. Ce sont, aux quelques variantes, les obligations prescrites par l'article 7 de la loi du 31 Mars 1903, relativement aux comptes joints. Nous retrouvons la même déclaration à l'enregistrement ; toutefois ici les noms, prénoms et domicile du locataire, au lieu d'être mentionnés dans la déclaration à l'Enregistrement, sont inscrits sur un répertoire alphabétique tenu obligatoirement par la banque ; pratiquement le résultat est le même, le fisc pouvant se faire représenter ce registre quand bon lui semble. L'Enregistrement, pour le contrôle procède de la même manière qu'en cas de compte joint ; cependant, une fois le locataire décédé, il n'envoie aucune notification à l'établissement dépositaire ; ce dernier, d'autre part, n'a aucune liste à lui fournir, l'inventaire dressé par le notaire satisfaisant entièrement la curiosité du fisc.

Le paragraphe 2 de l'article 4 nous fournit l'occasion d'une remarque intéressante ; le texte parle « du domicile et résidence réels de tous les occupants de coffres-forts. » En étudiant la situation qu'a créé la loi de 1903 au compte joint, nous avons signalé la difficulté qu'avait parfois l'administration pour connaître le véritable domicile du défunt, et nous avons montré la fraude que cette insuffisance du texte engendrait. La loi de 1918 a comblé cette lacune en rendant les bailleurs responsables d'une fausse déclaration de domicile de la part de leur locataire. Cette manière élégante de résoudre la dif-

ficulté nous paraît bien sévère ; elle crée aux banques une obligation que, la plupart du temps elles ne seront pas en état de remplir, et il est à souhaiter que les tribunaux admettent largement, en ce qui les concerne, l'excuse de leur bonne foi. Dans son désir de faire des établissements de crédit des collaborateurs du fisc, le législateur oublie parfois que les sociétés anonymes, quel que soit l'importance de leur capital, ne sont que des établissements privés et qu'il ne saurait par suite être question de les rendre responsables d'erreurs que l'administration elle-même, malgré toute la puissance publique dont elle dispose, est incapable de prévenir.

Les sanctions de ces diverses obligations sont énumérées par l'article 3 ainsi écrit :

« Toute personne qui ayant connaissance du décès soit du locataire ou de l'un des locataires, soit du conjoint de ce locataire ou colocataire, s'il n'y a pas entre eux séparation de corps, aura ouvert ou fait ouvrir le coffre-fort sans observer les prescriptions de l'article 1er sera tenu personnellement des droits de mutation par décès et des pénalités exigibles en raison des sommes, titres ou objets contenus dans les coffres-fort, sauf son recours contre le redevable de ces droits et pénalités s'il y a lieu, et sera, en outre, passible d'une amende de 100 à 10.000 Frs. en principal.

Le bailleur du coffre-fort qui aura laissé ouvrir celui-ci hors la présence du notaire, sera, s'il avait connaissance du décès, tenu personnellement de la même obligation et passible également d'une amende de 100 à 10.000 Frs. en principal. »

Le bailleur et le colocataire ou mandataire fautifs sont

donc frappés de la même amende. Comment prouvera-t-on la fraude ?

« La preuve des contraventions pourra être établie par tous les modes de preuve de droit commun »... dit l'article 3. Cette solution étant la même que celle fournie par l'art. 7, de la loi du 31 Mars 1903, a déjà été examinée antérieurement au chapitre des comptes joints. Nous n'y reviendrons donc pas.

L'action de l'administration à l'encontre de l'établissement dépositaire sera prescrite pour 5 ans ; pour les autres fraudeurs, tels que les héritiers ou les donataires du défunt, la loi n'ayant pas fixé de délai, c'est la prescription trentenaire de droit commun qui s'applique. Le point de départ du délai sera évidemment le jour de l'ouverture irrégulière du coffre-fort.

La loi de 1918 laisse-t-elle des possibilités de fraude ? Bien peu, à notre avis. Quand elle sera exactement appliquée — et de la sévérité des pénalités qui frappé le bailleur, on peut induire qu'elle le sera — la présomption de propriété conjointe et de part virile, posée par l'art. 2, réduira à néant les espoirs des fraudeurs. Si, par hypothèse, la banque n'ayant pas connaissance du décès, laisse ouvrir le coffre par un tiers intéressé, l'enregistrement sachant que le défunt occupait un compartiment dans la même banque et ne voyant aucune mention de valeurs mobilières dans la déclaration de succession, pourra conclure très vraisemblablement à une omission volontaire et prendra toutes dispositions utiles pour frapper les délinquants.

Il ne reste au contribuable, qui ne veut pas garder ses valeurs chez lui et qui désire éviter à ses héritiers tout droit

de succession, que le moyen suivant : Se faire représenter par un mandataire en qui il aura toute confiance et le charger, en cas de maladie grave lui échéant, d'aller, avant qu'il ne meurt, retirer le contenu de son coffre. Ce mandataire pourra très régulièrement affirmer à l'établissement de crédit, qu'il n'a pas connaissance du décès, bien qu'il le sache imminant, et exécuter la mission dont il a été chargé. Voilà le seul cas, à notre connaissance, où la fraude soit encore possible actuellement ; c'est dire qu'on peut la considérer comme pratiquement inexistante. Le fraudeur incorrigible en sera donc réduit à loger sa fortune mobilière dans un coffre particulier, en son logis. Il risquera les voleurs ou l'incendie, mais il aura au moins la satisfaction de savoir qu'il a trouvé le seul refuge lui permettant de se rire du fisc.

TITRE II. — Fraudes pratiquées par les héritiers.

Nous avons vu combien était aléatoire la fraude pratiquée par le contribuable lui-même ; qu'il ait recours au compte de dépôt, au compte joint ou à la location d'un coffre-fort, bien maigres sont les chances d'évasion fiscale. Les héritiers seront-ils plus heureux que leur auteur ? Réussiront-ils là où il a échoué ? C'est ce que nous allons examiner.

Chapitre I. — LE DÉFAUT DE DÉCLARATION.

La première idée qui viendra à l'esprit du contribuable, c'est de garder le silence sur l'hérédité qui lui échoit et de ne pas faire la déclaration qui lui est imposée en ces termes

par l'article 27 de la loi du 22 frimaire, an VII, et l'article 16 de la loi du 25 Février 1901. « Les héritiers, légataires ou donateurs, seront tenus de souscrire une déclaration détaillée et de la signer ». Ce calcul a toute chance d'échouer.

Les décès sont, en effet, portés à la connaissance de l'administration par des relevés trimestriels dits « notices de décès », dressés sur le vu des registres de l'Etat civil par les maires et certifiés par eux. Ces relevés indiquent les noms des héritiers ou des légataires et l'importance présumée de la succession. En cas de retard dans l'expédition, les receveurs de l'enregistrement peuvent, en vertu de leur droit de communication, faire eux-mêmes sur les registres de l'Etat civil le relevé des décès dont la notice ne leur a pas été envoyée.

L'administration, en outre, pour contraindre les héritiers à lui fournir une déclaration détaillée, a dans les tribunaux des alliés précieux. La jurisprudence décide, en effet, qu'en cas de défaut de représentation d'un acte ou d'une déclaration dont l'enregistrement est devenu obligatoire, la Régie peut déterminer dans la contrainte qu'elle décerne au redevable, les éléments de la perception, sauf à les augmenter ou à les diminuer. Tant qu'ils n'ont pas souscrit la déclaration prévue par les lois de frimaire, an VII et de février 1901, les contribuables ne sont pas recevables à contester le montant des droits qui leur sont provisoirement réclamés. (Nice, 2 août 1897. R. E. 1545, Seine, 21 janvier 1908, R. E. 4763).

La sanction de l'obligation imposée aux héritiers se trouve dans l'article 12 de la loi du 8 avril 1910 qui a ainsi modifié l'article 39 de la loi de frimaire an VII: « Les héritiers, do-

nataires ou légataires qui n'auront pas fait dans les délais prescrits la déclaration des biens à eux transmis par décès payeront, à titre d'amende, un et demi pour cent par mois ou fraction de mois de retard, du droit qui sera dû pour la mutation. Toutefois, cette amende ne sera que de un demi pour cent le premier mois et de un pour cent pour chacun des cinq mois suivants. Elle ne pourra excéder, en totalité, la moitié du droit simple qui sera dû pour la mutation. »

La fraude successorale par défaut de déclaration est donc facile à découvrir et à réprimer ; aussi n'est-elle pas à redouter.

Chapitre II. — LA DISSIMULATION D'ACTIF

C'est la fraude la plus fréquente ; les héritiers savent qu'ils n'ont aucune chance de succès en ne souscrivant pas la déclaration de succession prescrite par la loi ; aussi se rattrapent-ils soit en omettant certains biens dans leur déclaration soit en donnant à d'autres des estimations inférieures à leur valeur réelle. Dans le premier cas, il y a omission, dans le deuxième, insuffisance d'évaluation. Nous allons examiner ce moyen de fraude en nous occupant successivement des immeubles et des meubles.

Les Immeubles. — La fraude par omission de déclaration est peu à craindre. Un immeuble par nature n'est pas facile à dissimuler ; de plus, tous les actes translatifs d'immeubles sont assujettis à l'enregistrement dans un délai de trois mois et cette formalité étant nécessaire pour obtenir la transcription au bureau des hypothèques, est généralement accomplie. Tous ces renseignements sont notés par l'administration et

lui servent en cas de besoin. C'est l'objet du répertoire et des renvois.¹

Pour vérifier la sincérité d'une déclaration de succession, le receveur n'a qu'à se reporter au compte du répertoire ouvert au nom du « de cujus » ; il lui sera facile de voir si tous les immeubles acquis par le défunt et non aliénés par lui, figurent parmi les biens déclarés. De plus, l'héritier, un jour ou l'autre, conclura des baux, vendra ou donnera une partie de sa part successorale, en un mot fera acte de propriétaire. En enregistrant de semblables actes, le receveur s'assurera si les immeubles dont il s'agit, ont bien figuré dans la déclaration de succession rappelée dans l'origine de propriété mentionné dans l'acte. De toutes façons, le fraudeur ne restera pas longtemps impuni.

L'insuffisance d'évaluation est par contre un sujet de fraude plus difficile à réprimer. La loi du 22 frimaire, an VII, décidait qu'en cas de transmission d'immeuble à titre gratuit, la valeur serait calculée sur le revenu multiplié par 20 ; c'était supposer un revenu de cinq pour cent. Une loi du 21 juin 1875, en son article 2, prescrivit que les immeubles urbains continueraient à être capitalisés à cinq pour cent, mais que le taux du revenu, base des immeubles ruraux, se-

(1) Le répertoire général de l'enregistrement réunit sous le nom de chaque contribuable, les divers actes de la vie civile concernant sa personne et ses biens chaque assujetti à un compte ouvert à 2 colonnes, l'une réservée à l'actif, l'autre au passif. Y sont portés tous les actes relatifs à l'enrichissement ou à l'appauvrissement du patrimoine, tels que actes d'achat, donations, successions et inversement actes de vente.

Lorsqu'un bureau enregistre un acte qu'il estime être utile à un autre bureau, il lui en adresse une copie ou un extrait. C'est ce qu'on appelle un renvoi.

rait désormais quatre pour cent. Ce système aggravait l'inconvénient de la capitalisation du revenu ; la non corrélation entre la valeur réelle d'un immeuble et son revenu. Le rapport entre le revenu et la valeur vénale est, en effet, essentiellement variable suivant l'époque, l'état de la maison, l'abondance de constructions neuves et la condition sociale des locataires. Dans les quartiers populeux des villes, le taux de 15 pour cent n'est pas rare en raison des risques de location et l'immeuble en question n'est souvent qu'une vieille bâtisse ; au contraire, dans les bourgs, à la campagne, les loyers sont bas, les locataires étant peu nombreux et la valeur vénale est assez élevée.

La loi du 26 décembre 1908, article 7, réalisa un progrès pour les immeubles bâtis en substituant à la déclaration des parties le revenu servant de base à la perception de l'impôt foncier. « Pour la perception des droits d'enregistrement sur les échanges et mutations à titre gratuit, entre vifs et par décès, d'immeubles bâtis non loués autres que les usines, dit l'article 7, le produit du revenu annuel de l'immeuble est déterminé par la valeur locative réelle, telle qu'elle est établie pour l'assiette de la contribution foncière de l'année, de l'échange, de la donation ou du décès. » Cette réforme avait pour but d'obvier à la fraude qui s'exerçait, en absence de location, par des déclarations de revenus insuffisants. Enfin la loi du 27 mai 1918 déclara en son article 1^{er} qu'en matière de déclaration de succession, la base de l'estimation serait calculée d'après la valeur vénale réelle de l'immeuble.

Article 1^{er}. — Pour la liquidation et le paiement des droits sur les mutations à titre gratuit entre vifs ou par décès sur

les échanges, les immeubles, quelle que soit leur nature, seront estimés d'après leur valeur réelle à la date de la transmission, d'après la déclaration estimative des parties.

Si, dans l'année qui a précédé ou suivi le décès, il y a eu à propos de l'immeuble en cause, une adjudication publique, c'est le chiffre exprimé dans cet acte qui doit être pris pour l'expression de la valeur réelle, à moins, dit l'article 2, « qu'il ne soit justifié d'une modification de la valeur de l'immeuble survenue entre l'adjudication et le fait qui aura donné lieu à la perception des droits ».

La difficulté pour l'administration réside dans le contrôle des évaluations fournies par les héritiers. Il ne faut, toutefois, pas s'exagérer cette possibilité de fraude ; il sera toujours facile au receveur de consulter le cadastre et le tableau comparatif de la valeur cadastrale et l'estimation des parties lui indiquera immédiatement l'insuffisance de la déclaration.

Les Meubles. — Nous distinguerons les meubles corporels, les meubles incorporels et les valeurs mobilières proprement dites.

Les Meubles corporels. — D'après les articles 14 et 27 de la loi de frimaire an VII, la base d'évaluation était la déclaration estimative des parties, à moins qu'il n'y ait eu un inventaire dressé par un officier public. Cette différence existant avec les immeubles, quant au mode d'estimation, tient à la valeur négligeable qu'avaient les meubles à cette époque. C'était la part du feu, dans l'esprit de la loi, qui devait servir de compensation à la non déduction des dettes. Le passif mobilier suit l'actif mobilier, disait un adage de l'ancienne France ; on ne s'occupait ni de l'un ni de l'autre. C'était une prime à la fraude ; les héritiers le savaient

et en usaient largement. » Des héritiers millionnaires, recueillant des hôtels et des châteaux princiers, déclaraient un mobilier de quelques centaines de francs et passaient sous silence la galerie de tableaux de leur auteur, que tout le monde connaissait¹ ». Le fisc était désarmé. La loi du 21 juin 1875, en son article 3 remédia un peu à cet état de choses en basant la perception :

1) Sur l'estimation contenue dans les inventaires ou autres actes passés dans les deux années du décès ;

2) Sur le prix exprimé dans les actes de vente lorsque cette vente a lieu publiquement, dans les deux années qui suivent le décès.

Ce système avait les défauts suivants : les ventes annuelles qui ne contenaient pas une estimation, mais une stipulation de prix ne pouvaient être utilisées par la Régie qu'à titre de simples présomptions pour établir l'insuffisance ; de plus, les ventes publiques et les inventaires après décès sont relativement rares, et dans la plupart des cas, c'était le régime de la loi de frimaire qui réapparaissait avec tous ses inconvénients. Aussi, en 1901, lorsqu'on voulut remédier à cette solution, pensa-t-on aux polices d'assurances contre l'incendie. On proposa de prendre comme base d'estimation le chiffre indiqué dans la police, mais on fit très justement remarquer que la déclaration de l'assuré était presque toujours majorée, afin de se prémunir contre la réduction que la compagnie ne manquait pas de proposer en cas de sinistre ; on s'arrêta, pour cette raison, au chiffre de 33 pour cent. »

(1) Lescœur, op. cit. p. 75.

A défaut d'inventaires, d'actes ou de ventes, dit l'art. 2 de la loi du 25 février 1901, la valeur des biens meuble sera déterminée en prenant pour base 33 fr. pour cent de l'évaluation faite dans les polices d'assurances en cours du jour du décès et souscrites par le défunt ou ses auteurs moins de cinq ans avant l'ouverture de la succession, sauf preuve contraire. Cette disposition ne s'applique pas aux polices d'assurances concernant les récoltes, les bestiaux et les marchandises.»

Dès 1902, l'administration s'aperçut que la loi de 1901 restait lettre morte ; les héritiers ne mentionnaient pas les polices dans leur déclaration de succession ; si le fisc les découvrait lors de son investigation au siège des compagnies, les intéressés disaient ne pas en avoir connaissance. On avait oublié la sanction, la loi du 31 mars 1903 combla cette lacune. Elle oblige par son article 6, alinéa 1, les héritiers de faire connaître dans leur déclaration s'il existe ou non une police d'assurance, et l'alinéa 2 contient la sanction de cette obligation : « Sera réputée non existante, en ce qui concerne les dits meubles, toute déclaration de mutation par décès qui ne contiendra pas cette mention. »

Toute fraude est-elle donc impossible ? Nullement, le contribuable a le choix entre les moyens suivants :

En l'absence d'inventaires ou d'actes publics, fournir un état estimatif inexistant, s'il n'y a pas de police ou si elle remonte à plus de cinq ans.

S'il y a une police, déclarer qu'il n'y en a pas et faire dresser un inventaire infidèle.

Si le mobilier a une valeur supérieure à 33 pour cent, ne déclarer que ce pourcentage.

L'administration aura, évidemment, toute latitude pour

faire la preuve contraire, mais ne pouvant employer que les modes de preuves compatibles avec les formes de la procédure écrite, la preuve littérale, l'aveu consigné par écrit, par exemple, elle sera pratiquement désarmée.

Les Meubles incorporels. — Les Fonds de commerce. — La loi de frimaire an VII ne contenant aucune disposition relative aux fonds de commerce transmis par décès, leur estimation était comme celle des meubles laissée à l'évaluation des parties. C'était la porte ouverte à l'arbitraire. Lors de la discussion de la loi de 1901, on a pu affirmer à juste titre que des héritiers recueillant dans leur succession un fonds de commerce tel que le « Bon Marché » pouvaient le déclarer pour une centaine de francs, sans que le fisc puisse faire la moindre objection.

Le fonds de commerce a cependant une place à part dans la fortune mobilière ; par son importance et sa solidité, il ressemble étrangement à un immeuble. Aussi la loi du 28 février 1872 a-t-elle assimilé les ventes de fonds de commerce aux ventes d'immeubles, quant à l'exigibilité du droit de mutation et quant à la preuve de l'existence de ce droit (art. 8) ; cette disposition ne concernait pas les mutations par décès. Une discussion au sujet de l'interprétation de la loi du 21 juin 1875 a déterminé la réforme de la loi de 1901 qui régit actuellement la matière. L'article 3 de la loi du 21 juin 1875, relatif à la nouvelle base d'évaluation des biens meubles, dont nous avons parlé récemment était ainsi rédigé *in fine* : « Les dispositions qui précèdent ne sont applicables ni aux créances, ni aux rentes, actions, obligations et autres biens meubles dont la valeur et le mode d'évaluation sont déterminées par des lois spécia-

les. » Cette disposition visait-elle ou non les fonds de commerce ? L'opinion négative ayant prévalu, l'article 11 de la loi du 25 février 1901 arma la Régie contre les insuffisances d'évaluation.

Art. 11. — Les dispositions des deux derniers paragraphes de l'article 8 de la loi du 28 février 1872 sont applicables aux déclarations contenant des fonds de commerce ou des clientèles dépendant de la Succession.

Les deux derniers paragraphes en question sont ainsi libellés : « L'insuffisance du prix de vente des fonds de commerce ou des clientèles peut également être constatée par expertise, dans les trois mois de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration de mutation. Il sera perçu un droit en sus sur le montant de l'insuffisance outre les frais d'expertise, s'il y a lieu et si l'insuffisance excède un huitième.

Depuis 1901, l'administration a donc le droit de faire constater par voie d'expertise la valeur réelle des fonds de commerce ; cette procédure est lente, compliquée et dans la pratique, d'un usage exceptionnel. La menace qu'elle fait planer sur la tête du fraudeur n'en est pas moins d'un excellent effet préventif contre la fraude.

Les Offices ministériels. — La loi du 25 juin 1841 a soumis aux droits de mutation par décès les transmissions *causa mortis* des Offices ministériels. La nomination des nouveaux titulaires ayant lieu par décret, le chiffre de la déclaration sera contrôlé par celui de l'estimation soumise à la Chancellerie. Toute fraude est donc impossible.

Les Créances ordinaires. — Le droit de mutation était calculé sur le capital nominal et non sur la valeur vénale de la créance (art. 14 de la loi de frimaire, an VII) ; l'article 3

de la loi du 21 juin 1875 confirmait cette solution. Ce système étant dans certains cas très défavorable aux redevables, l'administration y apportait le tempérament suivant : les héritiers pouvaient obtenir que les créances irrécouvrables n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul des droits, à condition d'y renoncer dans leur déclaration de succession¹.

L'administration jouissait d'ailleurs à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire (Cass. 24 avril 1861, p. 61, 1, 645). De plus elle se réservait le droit de recourir contre les héritiers ainsi exonérés pendant deux ans si elle acquiescrait la preuve que le débiteur avait ou pouvait payer en tout ou en partie.

L'article 12 de la loi du 18 avril 1918 est venu préciser cette jurisprudence administrative. Art. 12. « Par dérogation à l'article 14, page 2, de la loi du 22 frimaire, an VII, le droit de mutation par décès sera liquidé, d'après la déclaration estimative des parties, en ce qui concerne les créances dont le débiteur se trouvera en état de faillite, liquidation judiciaire ou de déconfiture au moment de l'inventaire de la succession. »

Est-ce à dire qu'il faudra nécessairement que le débiteur soit en faillite, liquidation judiciaire ou déconfiture pour que l'article 12 s'applique ? Non ne le croyons pas. En édictant semblable disposition, le législateur a voulu créer, dans certains cas précis, une situation favorable au porteur d'une créance irrécouvrable, mais il n'a pas voulu pour cela le priver du bénéfice que l'administration peut lui accorder discrétionnairement dans tout autre cas non prévu par la loi.

En cas de recouvrement partiel ou total d'une créance

(1) Cette renonciation a un caractère purement fiscal. Elle ne produit aucun effet entre le créancier et le débiteur.

déclarée irrécouvrable, l'article 12 se contente de rappeler la jurisprudence administrative que nous avons exposée. Il y aura lieu alors de faire une déclaration supplémentaire pour la quotité de la somme recouvrée et le droit de mutation par décès correspondant sera perçu dans la forme ordinaire.

La fraude suivante est donc toujours possible :

Ne pas déclarer la créance lorsque le titre qui la constate n'est pas passé en la forme authentique ou n'est pas enregistré.

Prétendre irrécouvrable une créance qui ne l'est pas.

Elle sera pratiquement sans portée. En effet, ou bien la créance est importante et par suite constatée par un acte authentique ou tout au moins enregistré (et dans ce cas le contrôle du fisc sera aisé) ou bien c'est une créance verbale de peu de valeur et son omission causera au Trésor un préjudice négligeable ; dans la deuxième hypothèse, d'ailleurs, le pouvoir discrétionnaire que la jurisprudence reconnaît à l'administration, permettra à cette dernière de s'assurer de l'exactitude des affirmations des déclarants et rendra ainsi toute fraude impossible.

Les Créances sur les Compagnies d'assurances sur la vie.

— La loi du 21 juin 1875 (article 6) range le capital assuré parmi la succession du stipulant et le soumet ainsi au droit de mutation par décès. Le recouvrement de l'impôt est assuré par certaines dispositions spéciales renfermées dans l'article 15, page 5, de la loi du 25 février 1901¹. Ces dispositions ne sont pas applicables aux assurances au profit du conjoint survivant ou des successibles en lignes directes, et

(1) Voir supra p. 42.

ces contrats représentent la très grande majorité des polices. Le contrôle de la déclaration de capitaux concernant ces contrats aura lieu comme par le passé ; lors de leurs investigations au siège des compagnies, les agents de l'enregistrement devront essayer de réunir tous les renseignements utiles à la découverte des fraudes. Etant donné l'énormité du travail, les fraudeurs peuvent être tranquilles ; le hasard seul causera leur perte.

Livrets de Caisse d'épargne. — Ils ont été exemptés de l'impôt du timbre et de l'enregistrement par l'article 20 de la loi du 9 avril 1881 ; mais la loi du 20 juillet 1895 (art. 23) tout en confirmant l'exemption de l'impôt, décida que les certificats de propriété et les actes de notoriété, exigés par les Caisses d'épargne pour effectuer le remboursement, le transfert ou le renouvellement des livrets appartenant à des titulaires décédés ou déclarés absents, seront visés pour timbre et enregistrés gratis. Cette disposition a pour but de permettre à l'administration, le contrôle du paiement des droits de mutation par décès sur le montant des dits livrets et rend par suite toute fraude impossible.

Les valeurs mobilières proprement dites. — La fraude par omission de déclaration n'est pas à craindre en ce qui concerne les valeurs nominatives françaises. Pour l'éviter, il suffisait de poser la règle qu'aucun transfert ne pourra être effectué sans la présentation du certificat de paiement de droits de mutation par décès délivré par le receveur de l'enregistrement. La perspective d'avoir tôt ou tard à opérer le transfert pour réaliser le titre et la crainte de payer double droit pour non déclaration amènerait l'héritier à s'exécuter sans retard. C'est l'obligation qui a été admise par l'article

25 de la loi du 8 juillet 1852 pour les rentes sur l'Etat et que la loi du 25 février 1901 (art. 15) a étendue aux titres nominatifs émis par les sociétés, départements, communes et établissements publics. Le législateur de 1901, au contraire de celui de 1852, n'avait pas transformé la prescription de 5 et 10 ans, en prescription de 30 ans; l'article de la loi du 16 avril 1918 l'a portée à 20 ans. La fraude suivante est donc toujours possible :

Ne pas déclarer les titres nominatifs faisant partie de la succession et requérir le transfert au bout de 20 ans, lorsque la prescription est acquise. En fait, cette lacune de la loi aboutit à un préjudice négligeable pour le Trésor.

Vis-à-vis des valeurs nominatives étrangères, la situation de l'administration est au contraire toute différente. Le fisc n'en aura connaissance que si elles sont déposées en France ou mentionnées dans un acte enregistré. On peut donc sans grands dangers, dissimuler des titres nominatifs étrangers. Le Trésor n'en subira d'ailleurs pas grand dommage, ce genre de valeurs étant peu répandu en France. Le capitaliste français qui ne peut surveiller de près sa fortune, tient à lui donner une forme d'aliénation facile ; d'autre part, les héritiers voulant frauder en cette matière devront prendre mille précautions difficiles et coûteuses ; notamment ne pas faire rédiger par un notaire français la procuration ou l'acte de notoriété nécessaires pour obtenir le transfert des titres en leur nom.

Le cours coté le jour du décès étant le mode obligatoire d'estimation (art. 7 de la loi du 18 mai 1850) pour les valeurs admises à la cote, la fraude par insuffisance d'évaluation, n'est pas à redouter. La loi du 13 mai 1863 (art. 11) a étendu

les dispositions de l'article 7, aux obligations des compagnies, ou des sociétés étrangères. Ces textes ne visant que les rentes sur l'Etat et les valeurs étrangères, on pourrait soutenir que ce mode d'évaluation ne concerne pas les actions ou obligations des sociétés françaises et que pour elles, c'est l'estimation des parties qui fait loi en matière de déclaration. Mais la Cote officielle constituant la preuve irrécusable de la véritable valeur des titres au jour du décès¹.

On a reconnu qu'il n'y avait pas lieu de distinguer et on a unifié les deux modes d'évaluation.

Pour les titres non cotés le jour du décès ou non admis sur le marché, on s'en rapporte à la déclaration estimative des parties. En ce cas, la fraude est peu à craindre ; la valeur des titres est, en effet, facile à obtenir ; la cote de la Bourse antérieure au décès, les bilans de société, les intérêts ou dividendes servis, sont autant de moyens de contrôle infaillible.

Mais, si la fraude est impossible pour les valeurs cotées et difficiles pour les autres, elle triomphe, en revanche, sur le terrain des titres au porteur. Comment empêcher les héritiers de se partager les titres ? Sans pouvoir y réussir entièrement, il faut reconnaître que le fisc a fait tout son possible pour restreindre leurs droits. Il a tout d'abord fait juger qu'il n'y avait pas à tenir compte des notes laissées par le défunt ou des mentions écrites par lui sur les titres dont

(1) Cette façon de procéder peut avoir de gros inconvénients pour l'héritier ; c'est le cas de ceux qui ont recueilli l'an dernier, une succession composée de valeurs mobilières avant le krach de la Bourse de Paris ; ils ont payé des droits de mutation sur un cours coté qui représentait plusieurs fois la valeur réelle du titre.

il résulterait que ces valeurs appartiennent à des tiers. (Autun, 16 juillet 1879). Le tribunal de Bruxelles, par un jugement du 20 décembre 1876, a également considéré que la reconnaissance par le défunt dans son testament que tels titres au porteur détenus par lui, étaient la propriété d'un tiers, équivalait à un legs fait à ce tiers ; ce dernier pourra reprendre ses titres, mais devra acquitter au préalable, le droit de mutation y afférent. C'est l'application pure et simple de l'article 2279 du Code civil, en faveur du défunt ; la règle établie par cet article est très avantageuse pour l'administration, car elle la dispense de toute autre preuve.

De plus, l'article 17 de la loi du 18 avril 1918 est à méditer par les fraudeurs. Cet article prévoit le cas où on ne trouve plus dans une succession certaines valeurs dont le « de cujus » avait perçu le revenu, moins de six mois avant son décès ; le jour où on constatera leur présence entre les mains d'un héritier, ces valeurs seront présumées avoir fait partie de la succession et leur détenteur sera obligé de payer les droits correspondants. L'intéressé pourra évidemment invoquer le don manuel ; mais le fardeau de la preuve lui échéant, il a toutes chances de succomber devant une difficulté quasi-insurmontable.

En matière de valeurs mobilières, la fraude par dissimulation d'actif est donc, en résumé, impossible pour les titres nominatifs français, peu à redouter pour leurs frères étrangers ; toujours réalisable pour les titres au porteur, elle nécessite cependant de la part des fraudeurs certaines précautions que l'esprit du législateur tend de plus en plus à rendre malaisées à réaliser.

Chapitre III. — LA SIMULATION DU PASSIF

Ce mode d'évasion est né de la loi du 25 février 1901. Le législateur de cette époque, après avoir considérablement relevé les tarifs successoraux, a compris qu'il n'était plus possible d'appliquer la vieille règle traditionnelle, en vertu de laquelle les droits étaient perçus sur l'actif brut ; aussi a-t-il décidé que seul l'actif net serait soumis aux nouveaux tarifs qu'il venait de rédiger (loi du 25 février 1901, art. 3). Cette œuvre de justice pouvait être le sujet de fraude suivant :

Les héritiers se rendant compte que la fraude par dissimulation d'actif est à peu près impossible en ce qui concerne les immeubles, les créances ordinaires, les fonds de commerce, les livrets de caisses d'épargne, et très réduite en matière mobilière, pouvaient désirer prendre leur revanche en présentant en passif fictif ou en exagérant un passif réel. La loi du 25 février 1901 a prévu le cas et par de savantes prescriptions a rendu ce genre de fraude irréalisable.

Tout d'abord lorsque le déclarant demande la réduction d'une dette, c'est à lui d'en établir l'existence et la sincérité : l'administration après avoir apprécié les titres invoqués, admet ou refuse la déduction, sauf à la partie à se pourvoir en restitution dans le délai de deux ans. Au contraire, lorsque le déclarant néglige de faire figurer dans sa déclaration, des valeurs dépendant de l'hérédité, l'administration devra prouver l'existence et l'exigibilité des droits qu'elle réclame. Le renversement de la preuve, en notre matière, est donc très favorable au fisc.

En outre, l'administration exige que la réalité des dettes dont on demande la déduction, soit justifiée par des titres susceptibles de faire preuve contre le défunt.

Pour les dettes d'ordre commercial, la production des livres de commerce du « de cujus », est exigée ; les dettes dont on réclame la déduction devant être énumérées dans un état détaillé, article par article, afin d'en faciliter le contrôle et la vérification (art. 4).

Si la dette dont on demande la déduction a été constituée par acte authentique, il faut indiquer la date de l'acte et le nom de l'officier public devant lequel l'acte constitutif de la créance a été établi ; s'il s'agit d'une dette résultant d'un jugement, la date du jugement et l'indication de la juridiction de laquelle il émane devront être reproduites (art. 4).

Pour les dettes contractées par actes sous-seing privé, la loi de 1901 pose le principe qu'il devra être représenté le titre lui-même, ou une copie dressée par un notaire ou le greffier de la justice de paix (art. 4). Toutes ces formalités diminuent d'autant les chances de fraude. Ce n'est pas tout.

La loi distingue, en dernier lieu, plusieurs catégories de dettes, selon qu'elle les estime plus ou moins véridiques.

Tout d'abord certaines dettes sont présumées éteintes, mais peuvent cependant être déduites si le déclarant fournit des justifications complémentaires. Ce sont, dit l'article 7, les dettes échues depuis plus de trois mois avant l'ouverture de la succession ; la déduction sera subordonnée à la production d'une déclaration signée du créancier, dans laquelle il affirmera avoir négligé de poursuivre le recouvrement de son dû.

D'autres dettes sont rejetées parce que douteuses (art. 7) ; ce sont les dettes reconnues par le défunt au profit de ses héritiers ou de certaines personnes présumées interposées (art. 911 et 1100 du Code Civil), sauf aux intéressés à fournir la preuve de la sincérité de la dette. Ils devront pour ce faire : produire un acte authentique constatant l'existence de la dette ou un acte sous seing privé enregistré ayant acquis date certaine dans le sens de l'article 1328 du Code Civil.

La présomption d'extinction de la dette est par contre irréfragable dans les cas suivants : dettes hypothécaires garanties par une inscription périmée depuis plus de 3 mois ; dettes résultant de titres passés ou de jugements rendus à l'étranger ; dettes bénéficiant de la prescription (art. 7). Dans ces trois cas, le *de cujus* est considéré ne plus rien devoir à son créancier ; par suite, il ne saurait être question pour ses héritiers de réclamer la déduction des dettes correspondantes.

L'article 8 permet à l'administration d'établir « l'inexactitude des déclarations et attestations de dettes, par tous les moyens de preuve admis par le droit commun, excepté le serment ». Les enquêtes, expertises, interrogatoires sur faits et articles, comparution personnelle des héritiers et créanciers, tout cela est permis ¹. La tâche de l'Administration s'en trouve considérablement facilitée.

En cas de fausses déclarations, l'héritier et le tiers com-

(1) Il est à remarquer que cet article déroge au principe de droit fiscal suivant : la procédure écrite entraîne l'exclusion des moyens de preuve qui supposent des débats oraux et la comparution personnelle des parties.

plice sont solidairement atteints par une amende égale au triple du supplément de droits exigibles, sans que la dite amende puisse être inférieure à 500 frs. » ; « le prétendu créancier en supportera définitivement le tiers » (art. 7).

L'action en recouvrement des droits et amendes exigibles se prescrit pour l'Administration, par 5 ans ; le point de départ du délai étant le jour où la déclaration de succession a été faite.

Afin de montrer le peu d'importance de la fraude en cette matière, nous allons donner ci-dessous copie d'un tableau comparatif de l'actif brut de l'annuité successorale et des déductions autorisées par le fisc :

1902	Actif brut : 5.211.196.609	Déductions : 457.902.671
1903	5.320.307.680	391.093.919
1904	5.657.563.154	379.725.759
1905	6.136.654.921	417.415.893
1906	5.645.029.293	471.557.578
1907	5.812.469.642	421.234.373
1908	5.879.045.393	549.487.179
1909	6.153.069.923	412.633.557

L'écart entre l'actif brut et l'actif taxé est d'environ 7 o/o. C'est sur ce chiffre qu'a donc pu s'exercer la fraude ; l'exiguïté de son champ d'action est la meilleure des preuves de sa modicité.

Chapitre IV. — L'INEXACTITUDE DES DÉCLARATIONS

ACCESSOIRES EN MATIÈRE DE DÉCLARATIONS DE SUCCESSION.

Ce genre de fraude peut s'exercer de trois manières distinctes. En matière de constitution d'usufruit par testament, le bénéficiaire peut se vieillir intentionnellement ou bien en général l'héritier pourra s'attribuer des enfants qu'il n'a pas ou augmenter le nombre de ceux qu'il possède ; il lui sera enfin loisible de diminuer les degrés de parenté le séparant du défunt.

Fausse indication de l'âge de l'usufruitier constitué par testament. — La loi de 1901 ayant décidé que la valeur de l'usufruit, pour le paiement des droits de mutation, serait calculée en fonction de l'âge de l'usufruitier, il est facile de saisir l'intérêt qu'à ce dernier à se charger d'années. Moins, il sera jeune, moins forte sera la valeur attribuée à l'usufruit, et par suite plus faible sera la note à payer. Pour éviter semblable mensonge, l'art. 14, p. 2, de la même loi a prévu, en cas de fausses déclarations, les sanctions suivantes : « L'indication inexistante de la date de naissance de l'usufruitier sera passible, à titre d'amende, d'un droit en sus égal au supplément de droit exigible. Le droit le plus élevé deviendra exigible si l'inexactitude porte sur le lieu de la naissance, sauf restitution si la date de la naissance est reconnue exacte ». La loi n'ayant fixé aucun délai à l'extinction de l'action administrative, c'est la prescription trentenaire qui s'applique. Une telle amende enlève tout intérêt à la fraude.

Fausse indication par l'héritier du nombre d'enfants à

sa charge. — Les principes et les idées directrices de la taxe successorale et de nos dernières lois fiscales portant relèvement des droits successoraux ont été complétés par une idée nouvelle complaisamment exposée par son auteur M. Landry à la tribune de la Chambre des Députés, le 21 Décembre 1917. On doit tenir compte, dit l'honorable député, lors du prélèvement exercé par l'Etat, de la composition de la famille du défunt et de l'héritier. La succession de celui qui meurt sans enfant ou avec un nombre d'enfants inférieur à un certain chiffre, 4 actuellement, doit être pénalisée en vertu d'une idée de justice. Le défunt qui a élevé une famille nombreuse a payé, de son vivant, une charge très lourde en matière d'impôts de consommation ; pareil fardeau ayant été évité par ceux qui n'ont pas eu d'enfants ou qui en ont eu un nombre restreint, à l'ouverture de la succession, on doit faire la compensation et demander compte à celui qui meurt sans enfants du supplément que son compatriote chargé de famille a versé durant sa vie, du chef des impôts indirects. En application de la même idée, la loi du 25 Juin 1920, a accordé un traitement de faveur à l'héritier qui est chef d'une famille nombreuse. L'article 31 est ainsi rédigé : « Lorsqu'un héritier donataire ou légataire aura 4 enfants ou plus, vivants au moment de l'ouverture de ses droits à la succession, les droits à percevoir seront diminués de 10 o/o pour chaque enfant en sus du 3me, et sans que la réduction puisse dépasser 2000 francs par enfant et que la réduction totale puisse excéder 50 o/o. »

On comprend aisément, après la lecture de cet article, que certaines gens puissent être tentés dans leurs déclarations de succession de se dire plus prolifiques qu'ils ne

sont réellement. Pour mettre obstacle à un amour de la paternité aussi directement intéressé, la loi du 18 avril 1918, art. 3, a édicté la sanction suivante : « L'indication inexacte dans un acte de donation entre vifs, ou dans une déclaration de mutations par décès, du nombre d'enfants du défunt ou de l'héritier, donataire ou légataire, est passible à titre d'amende, d'un double droit en sus de celui qui sera dû à titre supplémentaire. »

« Les tuteurs curateurs ou administrateurs légaux supporteront personnellement la peine du double droit en sus lorsqu'ils auront passé une déclaration inexacte. »

Comme dans le cas précédent et pour les mêmes raisons, la prescription trentenaire est de rigueur.

Fausse indication de parenté. — Jusqu'à ces dernières années, la loi fiscale française ne frappait d'aucune pénalité l'inexactitude commise même intentionnellement, dans l'indication de la parenté. Il y avait donc là une source de fraude très productive pour l'héritier ; un coup d'œil sur les tarifs des droits successoraux exposés au début de cette étude le prouvera mieux que les plus longs développements. L'art. 13 de la loi du 18 Avril 1918 précitée vint combler cette lacune de notre législation. La sanction et la prescription étant la même que dans le cas précédent, nous ne nous y arrêterons pas davantage.

En cette matière, la loi n'a donc édicté aucune mesure préventive contre la fraude ; elle s'est bornée à des sanctions dont l'importance et la facilité de recouvrement par suite de la durée de la prescription, sont de nature à décourager toute velleité d'évasion.

TITRE III. — Procédés d'évasion non frauduleux.

Il existe chez certains parlementaires une tendance marquée à considérer comme frauduleux tout acte même légal accompli par le contribuable dans le but de déterminer une exemption ou un allègement d'impôt. On fraude le fisc, lorsque n'ayant pas de successibles, on dispose de ses biens par testament ; car on prive l'Etat de son droit de deshérence ; est encore un fraudeur celui qui place ses capitaux en rentes viagères car il prive l'Etat des droits de mutation par décès correspondants. Acheter à l'étranger des biens, meubles ou immeubles est un crime. La loi successorale du 8 Avril 1910 est une manifestation éclatante de cet état d'esprit ; cette loi distingue plusieurs degrés en ligne directe ; à chacun d'eux correspond un droit de mutation différent selon la distance qui sépare le successible du défunt. Soit, par exemple, un petit-fils qui vient à la succession de son grand-père en représentation de son père ; le Trésor ne percevra qu'un droit de mutation, alors, que normalement, l'existence du père eut déterminé 2 transmissions et par suite deux droits distincts ; l'impôt successoral sera donc dans cette hypothèse augmenté de ce que le prédécès du père aura fait perdre au fisc.

A notre sens, pareille disposition d'esprit est inadmissible. Tant que l'Etat n'a pas prohibé telle ou telle manifestation de l'activité de l'individu, ce dernier est parfaitement libre d'en user ; un acte est légal ou non ; en matière de droit, il n'y a pas de demi-mesure. Le jour où le législateur estime que l'intérêt général néces-

site une réduction à la liberté individuelle, il n'a qu'à le faire savoir et il a toute latitude de se faire obéir. Mais jusqu'à ce moment, on peut prendre pour règle de conduite que tout ce qui n'est pas défendu par la loi, est permis. Tant que les actes passés entre les parties sont sérieux et produisent les effets attachés à leur nature, on ne peut reprocher aux contractants d'avoir éludé les droits fiscaux. Ce qui est fraude en matière fiscale, ce n'est pas le fait d'éviter légalement la charge de l'impôt, c'est d'en éluder le paiement en ayant recours à la simulation.

Les moyens d'évasion que nous allons passer en revue, sont donc parfaitement licites et, à priori, il peut sembler étonnant, dans un travail consacré à la fraude fiscale, qu'on s'y arrête. Mais ces procédés cotoient de si près la limite qui les sépare de l'évasion frauduleuse ; il sont en rapport si étroit avec la fraude proprement dite qu'il a paru utile d'en dire quelques mots. Selon qu'ils ont pour auteur le *de cujus* ou les héritiers, leur mode d'application diffère. Nous nous placerons donc successivement à chacun de ces points de vue.

Chapitre I. — PROCÉDÉS D'ÉVASION NON FRAUDULEUX

A L'USAGE DU DE CUJUS.

Transformation des immeubles en valeurs mobilières. — Nous avons vu que la fraude par dissimulation d'actif en matière immobilière était irréalisable pour les héritiers et que, par contre, il leur était relativement aisé de passer sous silence les valeurs mobilières de leur auteur. Une idée qui

viendra donc tout naturellement à l'esprit d'un propriétaire d'immeuble sera de transformer ses biens fonds en valeurs mobilières ; il facilitera ainsi considérablement la fraude à ses héritiers. Ce faisant, agira-t-il toujours au mieux de ses intérêts ? Nous ne le croyons pas. Les droits de mutation entre vifs sont évidemment supportés par l'acheteur et le vendeur ne paraît avoir rien à déboursier de ce fait ; en réalité l'acheteur calculera le montant de ce qu'il versera à l'enregistrement et déduira de son offre d'achat une somme correspondante. Si l'opération porte sur un immeuble important, le préjudice causé de ce fait au vendeur sera réel et se traduira par une appréciable diminution de son capital ainsi transformé. Est-ce bien prudent, en outre pour un père de famille de mobiliser toute sa fortune ? La guerre a donné des exemples de déconfiture étrangère ou nationale, de faillite commerciale et industrielle suffisamment présentes à l'esprit pour qu'on ne s'y appesantisse pas ; mais dont l'exemple est à méditer pour les amateurs de valeurs mobilières.

Acquisition d'immeubles à l'étranger. — Se rendant compte de ces inconvénients notre propriétaire foncier cherchera alors une autre solution et il croira l'avoir trouvée dans la combinaison suivante : vendant ses immeubles situés en France, il en remploiera le prix en immeubles sis à l'étranger. Il aura ainsi des biens offrant la même solidité et échappant, d'après toutes les règles du Droit International Privé aux lois françaises. Sans doute sa nouvelle acquisition sera soumise aux droits de mutation des pays où elle a été réalisée mais ou bien le tarif sera moins élevé qu'en France ou bien il n'existera pas entre époux et en

ligne directe. Le problème paraît donc heureusement résolu.

Pourtant, semblable système présente plus d'inconvénients que d'avantages. L'administration d'immeubles ainsi placés est difficile et très onéreuse ; elle nécessite l'intermédiaire d'agents d'affaires dont les honoraires diminuent fortement le revenu des biens qu'ils surveillent ; en cas de besoin pressant, leur propriétaire aurait de très grandes difficultés de réalisation ; de plus, l'inconvénient que nous avons signalé au paragraphe précédent au sujet des droits de mutation, est encore aggravé. Non seulement notre contribuable les supportera une 1re fois, indirectement en vendant ses immeubles français, mais les payera une 2me fois directement comme acheteur de biens étrangers. La perte sera ainsi doublée. Enfin, au point de vue juridique, est-on sûr que les immeubles auront toujours un traitement de faveur à l'étranger ? ou bien qu'une loi française n'obligera pas les héritiers à en tenir compte dans leur déclaration de successions ? N'étant pas facilement dissimulables, de semblables biens seront toujours très faciles à atteindre.

Donations. — Ce procédé est relativement peu usité. Il est tout d'abord contraire à la nature humaine ; l'homme répugne, même pour les êtres qu'il chérit le plus à se dépouiller, durant sa vie, du patrimoine qui assure son existence. Le Français a l'amour de la propriété et il entend disposer librement, jusqu'à sa mort, du fruit de son travail et de ses privations. Ce sentiment plus que les prescriptions du législateur limite les donations entre vifs. Même dans le cas où on trouverait un homme entièrement désintéressé, hâtons-nous de dire qu'il n'aurait pas grand intérêt à se

Loi du 25 Juin 1920 (art. 32.) — Les droits d'enregistrement des donations entre vif, de biens meubles ou immeubles, tels qu'ils sont établis dans l'art. 18 de la loi du 25 février 1901, art. 11 de la loi du 8 avril 1910 et l'art. 14 de la loi du 31 déc. 1917, sont perçus d'après les quotités ci-après sans addition d'aucun décime :

Indications des degrés de parenté : Tarif p. 100

	donations & partages faits conformément aux articles 1075 et 1076 du C. civil par les pères et mères et autres ascendants	entre plus de 2 enfants vivants ou représentés	2.50
		entre 2 enfants vivants ou représentés	4.50
		entre les descendants d'un enfant unique	6.50
En ligne directe descendante	donations par contrat de mariage à des descendants	plus de 2 enfants vivants ou représentés	3.50
		2 enfants vivants ou représentés	4.50
		Un enfant vivant ou représenté	5.50
	autres donations	plus de 2 enfants vivants ou représentés	5.50
		2 enfants vivants ou représentés	7.50
		un enfant vivant ou représenté	9.50
En ligne directe ascendante			9.50
	par contrat de mariage		4.50
Entre époux	hors contrat de mariage	plus de 2 enfants vivants ou représentés issus du mariage	5.50
		2 enfants vivants ou représentés issus du mariage	7.50
		un enfant vivant ou représenté issu du mariage	9.50
		sans enfant vivant ou représenté issu du mariage	11.50
Entre frères et sœurs	(par contrat de mariage aux futurs		15.00
	(hors » »		25.00
Entre oncles et tantes	(par contrat de mariage aux futurs		20.00
et neveux ou nièces	(hors » »		30.00
Entre grands oncles et grands tantes et petits neveux	(par contrat de mariage aux futurs		25.00
ou petites nièces et entre cousins germains	(hors contrat de mariage aux futurs		35.00
Entre parents au delà du 4 ^e degré et entre personnes non parentés	(par contrat de mariage au futurs		30.00
	(hors contrat de mariage		40.00

déposséder de son vivant. Le législateur, après avoir augmenté dans les proportions que l'on sait les droits de succession, a vu immédiatement la possibilité d'évasion que les donations laissaient au contribuable ; aussi a-t-il fait preuve à l'égard de ces dernières d'une égale sollicitude et en accroissant parallèlement leur tarif à fermé la fissure existante. Un regard sur le tableau ci-dessus transcrit, tel qu'il résulte de l'art. 32 de la loi du 25 juin 1920, convaincra les incrédules. (1)

Dons manuels. — Voulant échapper aux tarifs de donations entre vifs et désirant malgré tout éviter à ses héritiers le paiement des droits de succession, le contribuable aura recours, en désespoir de cause, au don manuel. Il a enfin trouvé un moyen parfaitement légal pour satisfaire ses intentions. Ayant ses titres chez lui, dans son coffre-fort, notre père de famille, en cas de maladie grave, réunira ses héritiers et leur partagera le contenu de son coffre. La propriété en matière mobilière s'acquérant par la possession (art. 2279 Code Civ.) chacun de ses enfants jouira désormais *suo jure* et n'aura par suite, lors du décès de leur auteur, aucune déclaration à faire sur l'objet du don manuel. Leur conscience et leur bourse seront à la fois satisfaits. Ils seront prudents cependant, en prenant certaines précautions ; le législateur ne pouvant interdire pratiquement le don manuel, a songé à en restreindre les effets dans l'intérêt du fisc.

La loi de frimaire ne contenant aucune disposition relative à ce mode de tradition, une loi du 18 Mai 1850 est venue

(1) Voir page 117

réprimer l'abus qui consistait à déguiser dans un contrat de mariage des constitutions de dot sous forme de dons manuels. Son article 6 décida que « les actes renfermant soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire du don manuel seront sujets au droit de donation », le législateur de la 3^{me} République a aggravé cette restriction par la présomption légale de la loi du 18 Avril 1918 (Art. 17). Nous en avons déjà parlé au sujet de la dissimulation d'actif en matière de valeurs mobilières (voir supra p. 106) nous n'y reviendrons donc pas.

Malgré tout, le don manuel est à notre avis le seul moyen à la fois légal et pratique dont peut user le contribuable pour éviter les exagérations fiscales ; toutes les prescriptions présentes et futures du législateur n'auront aucune efficacité. C'est un moyen d'évasion aussi fugitif que l'objet auquel il s'applique et qui, pour cette raison, se rira toujours du fisc. Le seul défaut qu'il présente, c'est un champ d'action limité ; il ne se conçoit en effet que pour certains meubles, mais, en cette matière, il règne souverainement.

Chapitre II. — PROCÉDÉS D'ÉVASION NON FRAUDULEUX

A L'USAGE DES HÉRITIERS.

Il existe à notre connaissance, qu'un seul procédé réunissant les conditions voulues ; la renonciation à succession, et encore cette question est-elle particulièrement épineuse. Située à la frontière des procédés d'évasion licites et illicites,

elle revêt selon les circonstances, un caractère frauduleux ou non. Pour être licite, la renonciation ne doit pas être simulée et elle sera simulée lorsque ceux, en faveur de qui elle a été faite, abandonnent soit expressément par une contre-lettre, soit tacitement en faveur du renonçant les avantages que la renonciation de celui-ci leur avait procurés. Sera fictive la renonciation à la suite de la quelle le renonçant fait acte de propriétaire sur les biens auxquels il a renoncé : p. ex. : le renonçant passe un bail relatif aux immeubles de la succession (Mayenne, 13 Février 1884, R. P. 6336), ou aliène ces mêmes immeubles (Arras, 17 Juillet 1895, R. E. 1075). Sera nulle également toute renonciation suivie d'actes dans lesquels le renonçant prend la qualité d'héritier ; une veuve renonce à la donation d'usufruit émanée de son mari ; puis elle réserve expressément ses droits d'usufruitière dans le compte de tutelle de ses enfants ou dans le contrat de mariage de l'un d'eux ; la renonciation qu'elle aura souscrite sera considérée non avenue (Cass. 17 août 1863, S. 63, 1, 505). Frauduleuse encore la renonciation dans laquelle, le renonçant se réserve des avantages égaux à ceux qu'il abandonne.

Cette rapide énumération nous montre que l'esprit dans lequel elle a été faite plus que la forme de l'acte qui la constate déterminera aux yeux du fisc la validité de la renonciation. Le renonçant n'étant pas tenu d'indiquer les motifs qui le font agir, c'est la suite qu'il donnera à sa décision qui servira de guide à l'Administration. Dans la pratique, les renonciations fictives sont la majorité ; ce sont principalement les renonciations frauduleuses à usufruit entre époux qui sont les plus fréquentes, l'accord pour conserver au pré-

tendu renonçant ses avantages étant faciles entre proches parents. Aussi tout en indiquant ce procédé d'évasion théoriquement licite, nous reconnaissons bien volontiers que sa place serait plutôt parmi les moyens de fraude à l'usage des héritiers.

TROISIÈME PARTIE

La répression de la fraude concernant les valeurs mobilières

Nous avons vu, au cours de cette étude, à quelles difficultés se heurtent les fraudeurs en matière immobilière, et principalement pour les titres au porteur. Un certificat nominatif par bien des points ressemble en effet à un immeuble ; il a un état civil, une vie propre et un regard sur les registres de la Société émettrice en indiquera le propriétaire. Tandis que le titre au porteur est le billet de banque des sociétés anonymes ; il en a tous les avantages et tous les inconvénients. Le développement de la fortune mobilière et le goût du public pour cette forme de la propriété ont considérablement augmenté les possibilités de fraude et rendu la surveillance du fisc de plus en plus délicate. Aussi est-ce principalement vers la répression de cette évasion que s'est tourné le législateur. Nous l'imiterons sur ce point. Nous passerons en revue tout d'abord les mesures répressives dont est armé actuellement l'administration et dans un 2^o paragraphe nous examinerons enfin rapidement les remèdes proposés.

TITRE I. — Les Mesures actuellement en vigueur.

Chapitre I. — LE DROIT DE COMMUNICATION DE L'ENREGISTREMENT.

La loi organique de frimaire assujettissait seulement au contrôle du fisc les fonctionnaires et uniquement en ce qui concerne les actes publics obligatoires soumis à la taxe de l'enregistrement. Un 1/2 siècle plus tard, la loi du 5 Juin 1850 créa le droit de timbre proportionnel sur toutes les obligations et actions des sociétés et permit au fisc de se faire communiquer les registres à souche d'où proviennent ces titres. De même, l'art 9 du décret du 17 Juillet 1857, rendu en exécution de l'art. 6 de la loi du 23 juin 1857¹ étendit ce droit de regard aux registres de transferts et de conversions. Le pouvoir du fisc, alors assez limité, prit une extension considérable après la guerre de 1870. La loi du 22 Août 1871 créa le timbre quittance et son article 22 contraignit les sociétés visées à représenter non seulement leurs registres à souches, mais encore leurs « livres, registres, titres, pièces de dépense, de recette et de comptabilité ». De plus, ces vérifications ont pour but d'assurer l'application non seulement des lois spéciales sur le timbre des actions et des obligations, mais encore des lois sur le timbre en général, les effets de commerce et les quittances p. exemple.

(1) Cette loi a établi les droits de transfert.

La loi de 1871 ne concernait d'ailleurs que « les Sociétés assujetties aux vérifications des agents de l'Enregistrement par les lois en vigueur », c'est-à-dire les Sociétés qui émettent des titres représentant leur capital social : La loi du 23 Juin 1875 (art. 2) agrandit le droit de communication de l'Enregistrement et précisa qu'il s'exerçait non seulement par application de la loi de 1871, mais en vue de découvrir les fraudes commises contre une loi fiscale quelconque.

La loi de finances du 28 avril 1893 augmenta le nombre des personnes soumises au droit de vérification du fisc, en y faisant rentrer les agents de change et « quiconque fait commerce de recevoir des offres et demandes de valeurs de Bourse ». Ces personnes sont tenues d'avoir un répertoire qui doit être communiqué à première réquisition aux agents de l'Enregistrement. En outre, lorsque le répertoire de l'un des assujettis ne mentionnera pas la contre-partie d'une opération constatée sur le répertoire d'un autre confrère, l'Administration aura le droit de se faire représenter les écritures des 2 assujettis, à la condition de limiter l'examen à une période de 2 jours au plus (art. 30, loi du 28 Avril 1893).

La loi du 29 mars 1914 a encore accru le nombre des personnes soumises à la communication de l'Administration. En vue d'assurer au Trésor la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, cette loi règle le commerce des coupons et oblige tous les intéressés à tenir deux registres, cotés et paraphés, sur lesquels ils inscriront chaque jour toutes leurs opérations de paiement ou de négociation de coupons. L'art. 36 décide que « ces registres et bordereaux seront conservés pendant 2 ans et représentés à toute réquisition aux agents de l'enregistrement ». Cette

extension du droit de communication à un caractère nouveau ; jusqu'à cette date, chaque fois que le droit de la Régie avait été accru, son développement portait sur la nature des livres et des titres qui y était soumis ; cette fois il porte sur les personnes ; les banquiers, changeurs ou escompteur sont obligés de le subir non plus à raison de la forme commerciale de leur établissement, mais en raison de leur profession.

Enfin, la loi du 31 juillet 1902 est venue généraliser le système introduit par la loi de 1914 et a étendu le droit de contrôle à tout commerçant quelqu'il soit. L'article 31, s'occupant des administrations de l'Etat ; des départements, des communes ainsi que des entreprises concédées par ces diverses unités administratives, décide « qu'elles ne pourront opposer le secret professionnel aux agents de l'administration des finances qui, pour établir les impôts institués par les lois existantes, leur demanderont communication des documents de service qu'elles détiennent ». L'article 32 dispose en outre, que tout commerçant faisant un chiffre d'affaires supérieur à 50.000 Frs. par an est tenu de représenter à toute réquisition des agents du Trésor les livres dont la tenue est prescrite par le titre II du Code de Commerce (1) ainsi que tous livres et documents annexes, pièces de recettes et de dépenses, etc. » L'autorité judiciaire, doit enfin, lorsqu'elle recueille, au cours d'une information quelconque des renseignements susceptibles de faire présumer une fraude fiscale, en aviser l'administration (art. 31 ; p. 2). Cette dernière loi ne concerne pas directe-

(1) Ce sont : le livre-journal, le copie de lettres et le livre d'inventaires (art. 8 et 9 C. Com.)

ment l'Enregistrement ; mais, par suite de l'échange de renseignements qui est de règle entre les administrations fiscales, leurs pouvoirs d'investigation se complètent réciproquement ; tout accroissement du droit de communication de l'une profite donc aux autres. C'est pourquoi nous avons jugé utile d'en faire mention à cette place.

Quelle est l'étendue de ce droit de regard ?

Les succursales étrangères des Sociétés de crédit français y échappent, le principe de la territorialité de l'impôt s'oppose en effet à ce que la régie française exerce ses droits sur des établissements situés à l'étranger ; mais pratiquement, le fisc pourra obtenir tous renseignements utiles au siège social de la dite succursale ; cette exception n'est donc que théorique. Par contre, en est-il de même pour les succursales françaises des Sociétés étrangères ? Le Tribunal de la Seine, par jugement du 29 Juillet 1899, avait donné raison à la Banque Ottomane, envers laquelle l'Enregistrement se basant sur des raisons d'analogie, prétendit exercer son droit de contrôle. La Cour de Cassation adopta l'opinion contraire pour les deux motifs suivants :

a) l'article 9 de la loi du 23 Juin 1857 soumet les actions ou obligations émises par les Sociétés, Compagnies ou entreprises étrangères, à des droits équivalents à ceux qui étaient établis par cette loi et celle du 9 Juin 1850.

b) L'article 9 du décret du 17 Juillet 1857 astreint « les dépositaires des registres à souches et des registres de transferts et conversions de titres de Sociétés » à les communiquer aux préposés de l'Enregistrement. (Cass. 10 fév. 1902, I. 1903 ; 1 ; 361). Ces articles assimilent les Sociétés étrangères aux Sociétés françaises ; la Cour suprême en a con-

clu à l'obligation pour celles-là de subir le droit de communication.

Cette solution est parfaitement logique. Le droit de communication est un mode de preuve régi par la loi du pays où a pris naissance le fait contesté ; l'impôt étant dû en France, le droit de communication s'applique suivant la loi française ; c'est-à-dire à toutes les sociétés françaises ou non qui y sont domiciliées.

Ce droit de contrôle a une très grande portée. Les lois de 1871 et 1875 ne permettant pas de distinguer entre les pièces essentielles de comptabilité et les documents accessoires dont usent les Sociétés pour la bonne marche de leurs écritures, la jurisprudence avait étendu le droit d'investigation de l'Enregistrement à tous les livres commerciaux, livres obligatoires ou livres facultatifs quelle qu'en soit la nature (Cass. 7 Janvier 1878, S. 78, 1, 133) (Cass. 22 Mars 1887, S. 88 ; 1, 277). La loi du 31 juillet 1920 a donné force de loi à ces arrêts en édictant dans son article 32 que devront être représentés « les livres dont la tenue est prescrite par le titre II du Code de Commerce ainsi que tous livres et documents annexes, pièces de recettes et de dépenses.

Le refus de communication expose les opposants à la sanction contenue dans l'art. 5. de la loi de finances du 17 Avril 1906.

Art. 5. -- « L'amende encourue pour refus de communication dans les conditions prévues par l'article 22 de la loi du 23 Août 1871 et pour l'art. 7 de la loi du 21 Juin 1875, « sera de 1000 Frs. à 10.000 Frs. en principal.

« Indépendamment de cette amende, les Sociétés ou Compagnies françaises ou étrangères et tous autres assujettis

« aux vérifications des agents de l'Enregistrement devront
« en cas d'instance être condamnées à représenter les pièces
« ou documents non communiqués, sous une astreinte de
« 100 Francs au minimum par jour de retard. »

Le droit de communication de l'Enregistrement ne concerne pas les banques privées ; cette exception s'explique par son origine historique. Etabli primitivement pour contrôler le paiement du droit de timbre, sur les titres émis par les Sociétés, son application a été très logiquement bornée à ces Sociétés. Mais il profite indirectement de l'extension du pouvoir de contrôle des autres régies, tel qu'il résulte de la loi du 31 juillet 1920) (Art. 31 et 32) ; soit en procédant lui-même ; soit en demandant secours aux administrations voisines ; il sera toujours très facile au fisc d'obtenir les renseignements cherchés. La portée quasi universelle de son application rend cette mesure très redoutable pour les fraudeurs et la sévérité des sanctions qui frappent les opposants la rend irrésistible. Aussi, cette faculté est-elle, de beaucoup, la meilleure des armes qui soit dans les mains de l'Administration pour réprimer la fraude.

Chapitre II. — LE SERMENT FISCAL.

L'enregistrement obéissant aux règles de la procédure écrite, un arrêt de la Cour de Cassation de 1860 (S. 60, I, 475) a décidé que ce mode de procédure excluait les témoignages, les enquêtes, les interrogatoires sur faits et articles la com-

parution personnelle des témoins, et le Serment.¹ Voulant faire appel à la conscience des contribuables pour restreindre l'évasion fiscale, M. Ch. Dumont, le 14 Novembre 1907, demanda qu'on prescrivit la délation d'un serment à titre préventif au moment même du dépôt de la déclaration de succession. Cette proposition était contraire aux règles de notre droit civil qui n'admet la prestation du serment que devant l'autorité judiciaire et non pas devant un fonctionnaire de l'ordre administratif ; aussi n'aboutit-elle pas.

Le 19 Mai 1908, M. Caillaux, alors Ministre des finances, dans son exposé des motifs du projet de budget pour l'exercice 1909, reprenait cette idée, tout en la modifiant. Voici les grandes lignes de son projet.²

Quand l'Administration aura reçu une déclaration de succession que la commune renommée lui fera présumer inférieure à la consistance réelle de l'actif successoral, dans les 5 ans à partir du jour de cette déclaration, elle pourra assigner les intéressés à comparaître devant le Tribunal de première instance de l'arrondissement du bureau où la déclaration a été passée, et leur déférer le serment décisoire.

Contrairement à l'article 1363 du Code Civil, le fisc aura le droit d'administrer la preuve contraire.

Les omissions volontaires ou les dissimulations, tomberont sous le coup de l'article 366 du Code Pénal.

Enfin la loi aura un effet rétroactif et s'appliquera aux

(1) La preuve testimoniale est admise exceptionnellement dans les 2 cas suivants :

a) dissimulation de prix de vente ou de soulte ;
b) fausses déclarations ou attestations de dettes dont la déduction a été demandée dans une succession conformément à la loi de 1901.

(2) *Doc. Parl.* -- Ch. d. dép., p. 363, 1908.

déclarations passées depuis moins de 5 ans.

La commission du budget sur le rapport de M. Doumer, substitua au projet du gouvernement une disposition ainsi conçue : « Les omissions et insuffisances d'évaluation commises dans les déclarations souscrites en matière de meubles et valeurs mobilières ; pour le paiement des droits de mutation par décès, de même que l'inexactitude des attestations ou déclarations de dettes pourront être établies par tous les genres de preuve du droit commun. « Ce texte, moins draconien que le projet ministériel fut adopté par la Chambre des Députés le 27 Novembre 1908 ; mais le Sénat disjoignit cet amendement sur la proposition de sa commission des finances, et le serment fiscal fût ainsi enterré. Dix ans après, il fit à nouveau parler de lui ; cette fois, rien ne vint en troubler la réalisation et il reçut la consécration officielle dans la loi du 18 avril 1918, relative aux mesures contre les fraudes fiscales. L'art. 7 le présente sous la forme suivante :

« Toute déclaration de mutation par décès, souscrite par les héritiers donataires et légataires, leurs maris, tuteurs, curateurs ou administrateurs légaux, sera terminée par une mention ainsi conçue » : « Le déclarant affirme sincère et véritable la présente déclaration ; il affirme en outre sous les peines édictées par l'article 8 de la présente loi, que cette déclaration comprend l'argent comptant, les créances et toutes autres valeurs mobilières françaises ou étrangères qui, à sa connaissance, appartenaient au défunt soit en totalité, soit en partie ¹ ».

(1) Les peines prévues par l'art. 8 sont celles qu'édicté l'article 366 du Code Pénal pour le faux serment en matière civile, c'est-à-dire une amende de 100 à 300 fr. et un emprisonnement de un à 5 ans.

Pendant son sommeil, le serment fiscal a été fortement émendé. Ce n'est plus maintenant qu'une simple affirmation, sans terme solennel, analogue à celle que prescrit l'article 27 de la loi du 22 Frimaire an VII, en matière de déclaration de succession. « La déclarant affirme sincère et véritable, sous les peines de droit, la présente déclaration. » La formule a été allongée et la sanction aggravée ; le délinquant ne risque plus seulement comme autrefois une pénalité de droits en sus, mais un emprisonnement pouvant aller jusqu'à 5 ans. Quelle est la portée pratique de ce serment fiscal ?

Une première critique s'adresse à sa forme même. D'après la majorité des auteurs, le serment ne se comprend qu'avec le caractère religieux. « Le serment est un acte à la fois civil et religieux, par lequel une personne prend Dieu à témoin de la vérité d'un fait ou de la sincérité d'une promesse et l'invoque comme vengeur du parjure. Le caractère religieux du serment suppose donc chez celui qui le prête la croyance à la divinité. Un serment laïque, d'où est exclue l'invocation d'un Dieu vengeur, perd toute signification ; c'est un non sens. »¹

Une autre raison d'inefficacité réside dans le caractère léger du Français et dans la disposition commune à croire que tromper le fisc n'est pas mal faire. Le peuple établira bien vite une distinction entre le serment ordinaire, qu'on hésitera à prêter à faux et le serment fiscal qui ne comptera pas. Les notaires peuvent dire dans un cas analogue, avec quel inconscience est prêté le serment exigé par l'article 943 alinéa 8 du Code de Procédure Civile, lors de la clôture d'un

(1) Planiol, op. cit. t. II, p. 10, note 2.

inventaire et combien de parjures sont commis en cette occasion. Il est permis de croire qu'en notre matière il n'en sera pas différemment !

Nous ne saurions mieux faire, pour terminer, que de citer l'opinion de Pothier sur la valeur du serment ; on n'a rien dit de mieux à ce sujet ! « Je ne conseillerai pas aux juges d'user souvent de cette précaution qui ne sert qu'à donner occasion à une infinité de parjures. Quand un individu est honnête, il n'a pas besoin d'être retenu par la religion du serment, pour ne pas demander ce qui ne lui est pas dû et pour ne pas disconvenir de ce qu'il doit ; et quand il est malhonnête homme, il n'a aucune crainte de se parjurer. Depuis plus de 40 ans que je fais ma profession, j'ai vu une infinité de fois déferer le serment et je n'ai pas vu arriver plus de deux fois qu'une partie ait été détournée, par la religion du serment, de persister dans ce qu'elle avait soutenu. » ¹

Cette parole du grand jurisconsulte sera éternellement vraie ; elle exprime trop parfaitement les faiblesses de la nature humaine pour risquer d'être démentie par les faits ; aussi, d'accord avec elle nous concluerons à l'inefficacité de tout serment en général et du serment fiscal en particulier.

Chapitre III. — LES PEINES CORRECTIONNELLES.

Devant l'ampleur de l'évasion fiscale, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le gouvernement ne sachant comment la prévenir, pensa à intimider l'esprit des fraudeurs par la menace de

(1) Pothier, Des Obligations, n° 925.

l'emprisonnement. Deux raisons le poussaient dans cette voie ; tout d'abord l'inefficacité des amendes. En augmenter encore le tarif n'aboutirait qu'à la confiscation de l'hérédité, mais n'arrêterait pas le zèle des fraudeurs, l'expérience en faisait foi. On invoquait également une raison d'analogie. Pour réprimer la fraude en matière d'impôts indirects, la loi a prévu pour certains d'entre-eux des peines correctionnelles. Le fait d'ignorer la douane « pour toute importation par terre d'objets prohibés et toute introduction frauduleuse d'objets étrangers dont le droit serait de 20 francs par quintal métrique et au-dessus » (loi du 28 avril 1816, art. 41) ; les fraudes sur les cartes à jouer (loi du 28 avril 1816, art 166-167-168-169) ; la fabrication d'allumettes chimiques (loi du 16 avril 1895, art. 18) sont également punis de prison. Pourquoi ne pas étendre la même peine à tous les impôts indirects et surtout au plus important : l'impôt successoral¹. Les peines correctionnelles devraient avoir pour but la répression de toute fraude fiscale, quel qu'en soit la cause.

Cette thèse fut soutenue par M. Ch. Dumont dans un rapport déposé sur le Bureau de la Chambre des Députés, le 4 Novembre 1907.² Elle ne prévalut pas. Les besoins fiscaux actuels et la nécessité d'étouffer la fraude en démontrèrent le bien fondé et la loi du 25 Juin 1920 l'incorpora en un article 112 ainsi rédigé :

« Quiconque se sera frauduleusement soustrait ou aura

(1) Nous avons considéré dans cette étude l'impôt successoral comme étant un impôt direct ; cela nous a paru préférable pour la vérité économique ; mais il ne faut pas oublier que la division administrative le range au nombre des impôts indirects.

(2) J. O., Annexes 1288, p. 40, 1907.

tenté de se soustraire frauduleusement au paiement total des impôts établis par les lois au profit du Trésor public sera puni d'une amende de 1000 francs au moins et de 5.000 frs. au plus, sans préjudice des droits du Trésor.

En cas de récidive dans un délai de 5 ans, il sera puni, en outre, d'un emprisonnement d'un an au moins et de 5 ans au plus, et pourra être privé en tout ou en partie pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus, des droits civiques énumérés par l'article 42 du Code Pénal. »

La prison n'est donc prévue qu'en cas de récidive ; on peut regretter que le législateur ait hésité à s'engager franchement dans cette voie et se soit contenté d'une demi-mesure. En cas de fraude au caractère intentionnel nettement marqué, il eut été désirable que les juges eussent la faculté de condamner dès la 1^{re} fois, le coupable à l'emprisonnement. Du moment qu'on voulait agir par intimidation sur la mentalité du contribuable, la méthode de tout ou rien s'imposait. Cependant si cet article est appliqué rigoureusement par les tribunaux, ce sera très certainement un excellent moyen préventif pour la répression de la fraude fiscale. Dans l'esprit de la majorité des gens, la prison revêt un caractère infâmant que n'a pas l'amende ; aussi y regarderont-ils à 2 fois avant de tromper le fisc. La crainte sera pour beaucoup le commencement de la sagesse.

Chapitre IV. — LES ENTENTES INTERNATIONALES.¹

La convention franco-belge du 12 Août 1843 et la convention franco-anglaise du 15 Novembre 1907 sont les seules ententes actuellement en vigueur, ayant pour objet la repression de la fraude fiscale. Nous les avons étudiées, en temps voulu, et nous avons montré l'obstacle qu'elles constituent à la fraude ; aussi nous attacherons nous uniquement dans ce chapitre à en faire ressortir les insuffisances et à indiquer les perfectionnements désirables.

Le grand défaut de ces deux conventions, c'est de ne pas modifier la législation intérieure de chacun des Etats contractants, et de laisser subsister des différences dans les régimes fiscaux au lieu de les unifier.

Les inconvénients en sont évidents. Prenons pour exemple la convention franco-belge de 1843.

Alors que le législateur français s'est attaché ces dernières années à taxer la richesse mobilière sous toutes ses formes, la Belgique a respecté, ou peu s'en faut, la loi de Frimaire an VII qui l'ignore.

De plus l'administration de l'enregistrement a chez nous un droit de communication qui, nous l'avons vu, est à peu près universel ; tandis que le fisc belge s'interdit toute intrusion dans les affaires privées. Le résultat d'une pareille dissemblance législative est le suivant : la Belgique ne commu-

(1) Nous passerons volontairement sous silence l'accord franco-suisse du 15 juin 1869 et l'accord franco-belge du 8 juillet 1899. Ces conventions, relatives à des questions purement judiciaires, n'ont qu'une portée accessoire en matière fiscale.

nique à notre administration, en vertu de l'accord de 1843, que les renseignements concernant les immeubles hypothéqués, rentes foncières et meubles notés dans un inventaire ; la régie française lui fait connaître tous ces détails et en plus lui énumère les valeurs mobilières dépendant de la succession d'un Belge décédé en France. Cette situation est donc très favorable au fisc belge, mais aucunement au fisc français. Du moment qu'un des pays ne peut offrir à l'autre l'équivalent de ce qu'il reçoit, il ne sert à rien que l'un des contractants renforce son système fiscal. Le faisant, il travaillera pour son voisin, car la différence de taxation sera un encouragement à l'évasion de ses propres capitaux. L'accord qu'il aura signé ressemblera étrangement à un marché de dupes.

Une entente ne sera donc également fructueuse aux deux partis qu'autant qu'elle permettra aux deux administrations d'obtenir de l'autre les mêmes renseignements que ceux qu'elle lui fournit ; pour cela il faudrait que chaque administration devienne l'auxiliaire de sa voisine.

Sans méconnaître les services que rendrait un pareil accord, il faut pourtant s'avouer qu'il serait encore insuffisant. Pour que l'évasion fiscale ne puisse plus s'exercer, il faudrait la généralisation des accords existants et leur extension à tous les pays civilisés ; il suffirait en effet qu'un ou deux pays y restassent étrangers pour que la fissure se produisît.

La vérité nous force à reconnaître que, jusqu'à ce jour, les états n'ont pas l'air très enthousiasmés de réaliser pareille idée. L'exemple suivant le prouve surabondamment. C'était il y a une quinzaine d'années, au plus fort de l'évasion fiscale ; pour décourager l'exode des capitaux en Belgique,

le gouvernement Français fit annoncer officieusement, par la voie de la presse, son intention d'exhumer la convention de 1843 et d'en augmenter la sévérité. Les capitaux français exilés se montrèrent très inquiets et voulurent régagner la mère patrie. Ils n'eurent pas cette peine. Le 26 juillet 1907, le ministre des finances belge, M. Liebaert, les rassura en ces termes : « En Belgique, les banquiers, agent de change ou autres particuliers et les établissements financiers qui reçoivent en dépôt ou en compte courant des sommes d'argent, titres ou valeurs des portefeuilles, ne sont pas tenus d'en faire la déclaration à l'administration des finances en cas de décès du titulaire du dépôt ou du compte courant, et l'Administration ne possède pas le droit d'investigation dans leurs livres, aux fins de recouvrement de l'impôt de succession... Il en est naturellement de même quand il s'agit d'un étranger et de l'impôt dû dans un autre pays... Le gouvernement Belge ne saurait donc être engagé ou s'engager, par une convention avec un autre gouvernement à procurer à celui-ci des renseignements ou des éléments de preuve qu'il n'est pas en situation de se procurer pour lui-même »... Ces quelques lignes démontrent parfaitement dans quel état d'esprit serait accueillie la proposition d'une entente internationale universelle. Dans les pays où l'inquisition est sévèrement proscrite, on se heurtera à la même impossibilité. Ceux-mêmes où elle est admise ne prêteront pas la main à des mesures qui favoriseraient la rentrée des impôts français, dont ils n'ont cure, et qui en outre diminueraient la prospérité des banques indigènes ¹.

(1) *Revue Politique et Parlementaire*. Les valeurs mobilières et le droit de communication; M. Wahl, déc. 1907.

Les Etats, comme les individus, font passer trop souvent l'intérêt avant l'amitié ; le Droit International, si jeune soit-il, en fournille d'exemples, et il est à craindre qu'en finances comme en politique, l'égoïsme soit à l'ordre du jour.

Peut-être cette œuvre d'unification fiscale pourrait-elle être le fruit des travaux de la Société des Nations ! Elle seule en effet pourrait avoir l'autorité suffisante pour faire taire les intérêts particuliers et consentir de mutuelles concessions. Malheureusement, cette autorité est purement morale, et en cette matière comme en beaucoup d'autres, elle risquerait fort d'être vaine !

Dans l'état actuel des relations mondiales, les conventions fiscales internationales peuvent donc prétendre à restreindre la fraude mais non pas à la supprimer.

TITRE II. — Les mesures à l'état de projet.

Chapitre I. — LA SUPPRESSION DES VALEURS AU PORTEUR.

Le titre au porteur, depuis son apparition, a été honni par les théoriciens de gauche qui voient en lui la cause de tous nos maux fiscaux. Il permet, disent-ils, les dons manuels, actes licites mais préjudiciables aux intérêts du Trésor ; il facilite la fraude successorale lorsqu'il est déposé dans le coffre-fort particulier du défunt ou bien dans une banque étrangère et que les héritiers sont à la fois capables et d'accord.

Bien plus, il réduit à néant les dispositions de notre Code Civil. Que deviennent avec lui la quotité disponible et la suppression du privilège de masculinité et de primogéniture ? et tous de réclamer à grands cris la disparition de cette forme de la propriété.

M. Ch. Dumont se fit l'apôtre de la nouvelle croisade et le 12 Juillet 1906 demanda à la Chambre des Députés la suppression du titre au porteur. « La question mise à l'ordre du jour, disait-il, c'est la nécessité de nominaliser le titre au porteur, ou plus exactement de distinguer deux sortes de titres nominatifs, les titres nominatifs proprement dits, dont les arrérages ne peuvent être payés qu'au propriétaire du titre lui-même contre sa signature, et les titres nominatifs mixtes dont les coupons peuvent être détachés de la souche nominative et payés au porteur ».

La Chambre ne le suivit pas dans cette voie. La guerre vint et la question ne fut reprise que lors de la discussion de la loi de finances du 25 Juin 1920, portant création de nouvelles ressources fiscales. Du moment qu'on augmentait les impôts existants et qu'on en votait de nouveaux, il était de toute nécessité d'en assurer exactement la rentrée. Aussi tout naturellement la question du titre au porteur avec tous ses inconvénients fut-elle mise sur le tapis ; le parti socialiste revint à la charge et le 20 avril 1920, M. Ernest Lafont, Vincent Auriol et Léon Blum déposèrent sur le Bureau de la Chambre des Députés, un amendement à l'article 43 du Projet gouvernemental, ainsi conçu :

« L'action doit toujours être établie sous la forme d'un titre nominatif.

« Il en est de même de tous autres titres servant à consta-

« ter un droit dans une société (parts, obligations, etc.)

« Dans le délai de trois mois de la promulgation de la
« présente loi, tous les titres au porteur devront être mis
« sous la forme nominative.

« Les titres au porteur dont le propriétaire n'aura pas
« requis cette transformation, seront immatriculés d'office
« par les Sociétés au nom de l'Etat Français.

« Tous les titres nominatifs ou au porteur, étrangers, pos-
sédés par des contribuables français, devront être déclarés
« dans le même délai de 3 mois à un office spécial qui sera
« créé au ministère des finances ».

Le auteurs de ce projet invoquaient plusieurs arguments en sa faveur.

D'abord un argument de justice. Le paysan ne peut pas dissimuler sa terre, pourquoi le capitaliste serait-il plus favorisé ? L'un paye nécessairement l'impôt ; l'autre peut y échapper ; pourquoi cette différence ? « Personne ne doit avoir honte de montrer sa fortune en titres nominatifs. Cela vous appartient. Dites votre nom et mettez-le sur votre titre lui-même. Pourquoi conserver un titre au porteur qui n'est qu'un moyen de fraude fiscale ? »¹

Il y a plus. Si le gouvernement veut arriver à conclure des ententes internationales prohibant entièrement l'évasion fiscale, il faut d'abord, dit-on, réprimer la fraude dans la législation intérieure. « Si vous ne pouvez pas obtenir du monde avec lequel vous discutez une législation internationale, c'est parce que vous ne voulez pas débiter vous même par une législation intérieure qui, je le reconnais, ne pren-

(1) *Déb. Parlementaires*, Ch. d. dép. p. 1136 (Discours M. E. Lafont)

dra toute sa valeur que lorsqu'elle sera étayée par une législation internationale, mais qui n'en existera pas moins, comme point de départ et avec une efficacité déjà certaine ¹».

On fait vibrer, en outre, la corde du patriotisme et on met en avant un argument national ; il est nécessaire, dit-on, de nominaliser les titres pour contrôler les entreprises qui assurent la vie de la nation ; les mines et les transports, par exemple. La guerre a prouvé combien il était dangereux pour le pays que certaines industries, touchant de près la défense nationale soient constituées par des capitaux étrangers ; le meilleur moyen d'empêcher le renouvellement de pareil scandale c'est de savoir qui fournit l'argent ; seul le titre nominatif peut l'indiquer ².

On invoque enfin des raisons fiscales et on les appuie par les chiffres suivants : de Janvier 1919 à Mars 1920, le ministre des finances a donné aux entreprises privées des autorisations d'émission dont le total s'est élevé à 13 milliards 700 millions ³. Une fois remis au porteur, ces titres payeront, sans doute, l'impôt cédulaire — parce que c'est la société qui en fait l'avance — mais seront exemptés de l'impôt global et de l'impôt sur les successions. Le préjudice causé au Trésor sera de ce fait considérable ; à une époque où la défaillance fiscale serait criminelle, il est d'ordre public de faire disparaître cette possibilité de fraude.

Tous ces arguments ne nous paraissent nullement déterminants. D'après cette théorie le titre au porteur échapperait

(1) Id. p. 1138, Ch. d. dép. (Discours M. E. Lafont)

(2) Cet argument a été présenté par M. Loucheur, *Déb. Parl.*, Ch. d. dép., 1920, p. 1136.

(3) Déclarations de M. François Marsal, *D. P.*, Ch. d. dép., 1920, p. 1138.

entièrement à l'impôt ou tout au moins ne payerait que des droits insignifiants. Sans aborder le problème de la peréquation des charges fiscales de la richesse foncière et de la richesse mobilière, infiniment complexe et difficile à résoudre, on peut dire cependant qu'au regard du certificat nominatif, le titre au porteur est nettement désavantagé au point de vue fiscal. En cas de mutation entre vifs, le 1er paie une taxe de 0,90 0/0 du montant de la valeur négociée, mais ce droit n'est perçu qu'à l'occasion d'un transfert, de sorte que celui qui garde ses titres nominatifs en portefeuille, en sera exempt ; le titre au porteur au contraire, payera une taxe annuelle de 0,50 0/0 basée sur le cours moyen du titre dans l'année précédente. S'il peut parfois échapper, à la mort de son propriétaire, aux droits de succession, il est par contre lourdement frappé chaque année. Au lieu de payer en une fois comme son frère nominatif, il paye par petites sommes, mais le total n'est guère différent. S'il fait l'objet d'une déclaration — et ce sera la majorité des cas — il ne sera pas épargné pour cela. On voit toute la différence, il est difficile de dire qu'elle est à l'avantage du titre au porteur.

L'argument national confond deux choses distinctes : la forme du titre et le contrôle de la société qui l'émet. Vouloir assurer celui-ci en modifiant celle-là, c'est unir par le même lien des choses qui doivent rester séparées ; le but unique du titre au porteur c'est de faciliter la libre circulation des richesses, condition essentielle du développement et du progrès économique d'une nation. Par sa simplicité de réalisation et sa commodité de tradition, le titre au porteur est l'outil qui a contribué le plus puissamment à la vulgarisation et à la diffusion de la richesse mobilière en

France. Le supprimer, c'est tuer en même temps la force économique qu'il représente. Le plus value qu'encaisserait de ce fait le Trésor ne serait pas en rapport avec le préjudice ainsi causé à la vie industrielle du pays.

De plus, en ce qui concerne les titres étrangers sur la forme desquels nous ne pouvons pas légiférer, on serait réduit à l'alternative suivante : ou bien les admettre au porteur, ce qui leur donnerait un avantage considérable sur les titres français ; ou bien en interdire la négociation dans nos bourses, s'ils ne sont pas nominatifs, ce qui les éloignerait de nous et causerait un grave préjudice à notre marché financier.

Le contrôle des capitaux peut au contraire se faire par des moyens ne nuisant en rien à l'énergie économique de l'Etat ; par exemple, au moyen de dispositions statutaires qui réglementent la composition du conseil d'administration et lui donnent en toutes circonstances le pouvoir de faire concorder les intérêts de la société avec les intérêts supérieurs du pays. D'ailleurs cet argument patriotique se retourne contre ses défenseurs. Le moment de supprimer le titre au porteur serait, en effet, singulièrement mal venu ; notre trésorerie, pendant de longues années encore, aura malheureusement besoin de faire appel au crédit public. Enlever aux clients habituels du Trésor la forme de titre qu'ils préfèrent alors qu'on va recourir à leur générosité ne paraît pas d'une très bonne politique nationale.

La conclusion des ententes internationales serait-elle enfin facilitée par la nominalisation de tous les titres au porteur comme paraissent le croire les auteurs de ce projet ?

Il est facile de se rendre compte dans quelle infériorité économique se trouvait le pays qui le premier prendrait semblable mesure ; ce serait une excitation permanente à l'évasion fiscale ; seule, l'adoption par les autres nations du même projet pourrait l'empêcher. Or, le plus souvent, les autres pays ont sur cette question, des idées diamétralement opposées aux nôtres ; non seulement l'Angleterre et les Etats-Unis, pays de la richesse mobilière par excellence, ne cherchent pas à rendre le titre nominatif obligatoire, mais ils favorisent de plus en plus le titre au porteur. Notre isolement serait notre perte.

M. François-Marsal a parfaitement mis en lumière tous ces inconvénients, en répondant à M. E. Lafont, dans un discours dont nous extrayons, pour conclure, le passage suivant :

« Tant que nous serons dans une période de reconstitution commerciale, industrielle et économique, tant que nous n'aurons pas avec nos alliés, avec les neutres et éventuellement avec nos anciens ennemis, des accords complets de nation à nation, nous ne pouvons entrevoir de modifications réalisables ; nous ne pouvons abandonner tout seuls, comme si nous étions entourés d'une muraille de Chine, un système pratiqué, dans le monde entier. ».¹

Chapitre II. — LA SUPPRESSION DU DROIT DE MUTATION PAR DÉCÈS SUR LES TITRES AU PORTEUR.

Cette mesure moins radicale que la précédente, respecte les avantages que présente le titre au porteur au

(1) *Déb. Parl.*, Ch. d. dép. 1920, p. 1138.

point de vue économique et s'attaque uniquement à la fraude fiscale qu'il favorise. Les partisans de ce système reconnaissent que ce serait un non sens de nominaliser actuellement toutes les valeurs, mais désirant cependant mettre un terme à l'évasion fiscale, proposent de remplacer l'impôt successoral par une augmentation correspondante de la taxe annuelle de transmission.

Si séduisante que soit cette proposition, elle soulève cependant des objections qui ont empêché de la prendre en considération. Augmenter le droit de transmission, c'est faire payer, une fois pour toutes, l'impôt aux personnes qui possèdent les titres lors de la promulgation de la loi. La surtaxe se traduisant pratiquement par une diminution du revenu annuel, l'acheteur en tiendra compte dans ses offres de prix, et on verra très certainement la côte de chaque valeur descendre à la Bourse d'une somme correspondante à la diminution du revenu capitalisé⁽¹⁾. Prenons l'exemple suivant : soit une obligation 6 o/o d'une de nos grandes Compagnies de Chemin de Fer, au porteur, d'un capital nominal de 500 frs. et cotée 510 frs. Elle supporte actuellement un droit de transmission de 0,50 o/o calculé sur le cours de l'année précédente que nous supposons être à 500 frs., pour la simplification des calculs. Le porteur subira donc, lors de l'encaissement du coupon, une retenue de 2,50 frs. Une loi vient doubler ce droit de transmission, pour compenser la perte due à la suppression de l'impôt successoral. Notre porteur payera donc, désormais 5 frs., au lieu de 2,50 frs. Quand il voudra vendre son titre, son acheteur cherchera le capital qui a 6 o/o, produira en un an 2,50 frs. ; il trouvera

(1) Cet exemple est purement théorique.

41,66 frs. C'est cette somme qu'il déduira de 510 frs., cours coté avant la promulgation de la loi, dans les ofres qu'il fera à son vendeur. L'obligation en question ne vaudra plus que 469 frs. chiffre rond ; la perte sera donc uniquement pour le vendeur.

Ce raisonnement paraît démenti actuellement par les faits. Toutes les grandes émissions sont garanties en effet, exemptes d'impôts présents et futurs ; peu importe donc aux porteurs d'obligations l'augmentation ou la diminution du droit de transmission, du moment qu'il est à la charge de la société. Cette objection serait parfaitement fondée s'il était possible d'affirmer que les émissions futures renfermeront toujours une clause aussi favorable pour les souscripteurs. A notre avis rien n'est moins sûr. Semblable stipulation ne peut s'expliquer que si l'on se rappelle la période de crise qui l'a fait naître : la guerre, triomphe de la force, a fait pénétrer dans les esprits des individus la croyance à une supériorité des phénomènes de force ; avec quel mépris ne parlait-on pas de « l'émiettement des forces industrielles ». L'avenir était à la grande industrie centralisée. Pour cela il fallait de l'argent, tant pour agrandir l'outillage de chacun que pour absorber les entreprises trop faibles pour lutter avantageusement ; sollicités de tous côtés à la fois, les capitalistes firent la sourde oreille. Pour les décider, on leur offrit surenchère après surenchère ; c'est ainsi que l'immunité fiscale a vu le jour. Cette période de démente n'a pas duré ; le dernier krach de la Bourse de Paris a refroidi les plus échauffés et il est peu probable qu'à l'avenir les Sociétés, revenant à des errements plus raisonnables, consentent à prendre un engagement dont elles ignorent la portée. En la matière qui nous occupe, la

prise en charge par les Compagnies des impôts frappant les valeurs mobilières, n'affaiblit donc en rien notre exemple.

Ce projet s'est heurté, en outre, à une 2^{me} objection d'ordre fiscal cette fois. L'augmentation du droit de transmission annuel qu'on oppose, serait proportionnel, tout comme l'impôt qui existe actuellement ; or, le droit de mutation qu'on doit supprimer est progressif. La perte causée au Trésor par la disparition de celui-ci, serait loin d'être compensée par l'augmentation de celui-là ; elle serait peut-être plus considérable que le préjudice causé annuellement au fisc par la dissimulation des titres au porteur. Dans ces conditions et c'est l'opinion générale, mieux vaut conserver le système existant et chercher à en augmenter le rendement.

Chapitre III. — LA RESTRICTION DE LA SAISINE ET L'ENVOI EN POSSESSION SPÉCIAL.

Le 12 Mars 1908, M. Caillaux déposait sur le Bureau de la Chambre des Députés un projet de répression de l'évasion fiscale, dont voici les principales dispositions :

Art. 1. — Dans tous les cas où une succession ouverte en France et régie par la loi française comprend des fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêts, créances, et généralement des valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, déposés ou existant à l'étranger, les héritiers légitimes et naturels, l'époux survivant appelé à la succession à défaut de parents au degré successible, les héritiers à réserve en concours avec des légataires universels ou des donataires

universels de biens à venir, quand il n'y a pas d'héritiers réservataires, ne peuvent justifier de leur qualité et se faire remettre les dites valeurs par tous tiers détenteurs, dépositaires ou débiteurs qu'à la condition d'avoir obtenu un envoi en possession spécial de ces valeurs.

Cet envoi en possession est prononcé sur requête par une ordonnance du président du Tribunal de 1^{re} instance dans le ressort duquel la succession s'est ouverte. Cette ordonnance contiendra l'énumération des créances et valeurs successorales mentionnées dans le paragraphe précédent. Elle est visée pour timbre et enregistrée gratis.»

L'ordonnance du président du Tribunal contenant une nomenclature détaillée des dites valeurs, l'Administration française, par l'intermédiaire de l'enregistrement, serait ainsi prévenu de la consistance de la succession. Afin que les banques étrangères n'ignorent pas la loi française, l'article 3 du projet était ainsi rédigé :

«...dans les inventaires et les actes de notoriété destinés
« à établir les qualités des ayants-droit à une succession,
« mention devra être faite de l'obligation qui est imposée
« à ceux-ci d'obtenir l'envoi en possession spécial prévu
« par l'article 1 pour justifier de leur qualité et se faire re-
« mettre les créances et valeurs successorales déposées ou
« existant à l'étranger.»

Ce projet fût mal accueilli. On lui reprochait notamment d'aller à l'encontre des tendances de notre législation civile à étendre de plus en plus la saisine dont la loi du 25 Mars 1896 s'était faite le dernier écho. On doutait surtout qu'il put avoir une portée pratique. Les dépositaires étrangers de titres ou valeurs ne sont aucunement soumis à la loi française ;

en droit international privé la qualité héréditaire est déterminée par la « *Lex rei sitæ* », et la question de savoir si un successible a besoin ou non d'un envoi en possession se trouve par suite tranchée par la législation du pays où sont situés les biens héréditaires. Tout ce qui touche, en effet, à la propriété est d'ordre public et représente pour un Etat un intérêt de 1er ordre ; seul, le législateur d'un pays donné a le droit de dire quels sont les lois étrangères susceptibles de recevoir une application sur le territoire de cet état. La proposition de M. Caillaux pouvait donc rester lettre morte pour les banques étrangères.

Se rendant compte de ces difficultés, la commission chargée d'examiner le projet, le modifia, et, dans son rapport du 18 Novembre 1908, Mr. Dumont s'attaqua non seulement à la saisine, mais à la qualité héréditaire elle-même.

Si dans un délai de deux ans à partir du jour de l'ouverture de la succession, disait le nouveau texte, l'héritier ne demande pas l'envoi en possession des valeurs situées à l'étranger, il perdra toute vocation héréditaire sur ces valeurs ; sur sommation à lui faite par un héritier quelconque d'avoir à accomplir la formalité omise, après un délai de 6 mois augmenté de 3 mois par différence de degré de ligne successorale, s'il persiste à ne pas se conformer à la loi, l'envoi en possession sera délivré au profit du requérant.

En mettant en cause la capacité des personnes, M. Ch. Dumont espérait faire profiter son projet du bénéfice de l'extraterritorialité dont jouissent les lois concernant la qualité des personnes. Le droit de l'héritier était donc soumis à une condition résolutoire, mais jusqu'à l'arrivée de la condition, l'héritier pouvait en user. La banque, par suite, en

se libérant entre ses mains, faisait une chose parfaitement licite, et il est hors de doute, qu'en cas d'appel en garantie formé devant un Tribunal français par un neveu contre une banque étrangère qui aurait ainsi payé au fils du défunt, le tribunal étranger saisi ne condamnerait pas l'établissement débiteur à payer une deuxième fois. Plusieurs raisons pouvaient l'inciter à refuser l'exequatur au jugement du tribunal français ; tout d'abord il pourrait alléguer que la décision française méconnaît la règle universellement appliquée « *actor sequitur forum rei* » ; cet argument aurait une force particulièrement efficace en cas de contestation entre des héritiers français et un établissement de crédit belge ou suisse. Les conventions du 15 Juin 1869 et du 5 Juillet 1899 stipulent, en effet, qu'en matière personnelle et mobilière, civile ou commerciale, c'est le juge naturel du défenseur qui est seul compétent.

Le tribunal étranger pourrait, en outre, invoquer une objection semblable à celle qui fut opposée au projet de M. Caillaux, à savoir que les questions d'hérédité, touchant l'ordre public, doivent être réglées par la *lex rei sitæ*.

Ces arguments qu'on ne manqua pas de développer à M. Dumont, incitèrent ce dernier à modifier une deuxième fois le projet du gouvernement ; et le 25 octobre 1910 ; dans une nouvelle proposition, il soumettait le droit des héritiers à une véritable condition suspensive. « La succession, disait le nouveau texte, demeurera vacante, en ce qui concerne les biens mobiliers faisant l'objet de la présente loi, jusqu'à l'envoi en possession spécial. Les débiteurs, détenteurs ou dépositaires, à quelque titre que ce soit et même par mandat

de justice, des valeurs successorales dont ces biens se composent, ne pourront en faire la remise aux héritiers, légataires ou donataires, soit directement entre leurs mains, soit indirectement par les mains de tierces personnes, qu'après que l'envoi en possession aura fait cesser la vacance de la succession en ce qui les concerne ».

Le propriétaire sous condition suspensive n'étant pas propriétaire tant que la condition est pendante, l'héritier n'aura donc aucun droit sur les valeurs sises à l'étranger avant la délivrance de l'envoi en possession. Cette très ingénieuse combinaison aplanit les difficultés internationales que l'appel à la condition résolutoire avait fait naître. En subordonnant la qualité héréditaire à la réalisation d'une condition suspensive, on modifie en effet, la capacité du successible. « Or la capacité du successible dépend de sa propre loi ; à cette loi, il appartient de dire s'il a ou non les qualités requises pour succéder, de le déclarer capable ou incapable de recueillir l'héritage et il n'existe aucune différence à ce point de vue, suivant que l'incapacité qu'on lui oppose découle du droit commun ou est spéciale à la matière des successions¹ ».

Ainsi conçu, ce projet est parfaitement réalisable et théoriquement pourrait donner des résultats appréciables pour la répression de l'évasion fiscale. Malheureusement, la plus part des dépôts à l'étranger étant faits sous la forme de comptes joints, il ne paraît pas avoir grande portée pratique ; pour qu'il puisse s'appliquer, il faudrait supposer, ce qui est l'exception, que le désaccord règne perpétuellement

(1) M. Weiss, *Traité théorique de Droit International privé*, t. IV, p. 575.

entre les héritiers. Un compte joint fonctionnant normalement en tournerait donc facilement les obligations.

Chapitre IV. — L' INVENTAIRE ET L'APPOSITION
DES SCELLÉS OBLIGATOIRES.

En vue de réprimer la fraude successorale à l'intérieur, M. Ch. Dumont dans cette proposition du 25 Octobre 1910 dont nous avons parlé au chapitre précédent, demandait à la Chambre des députés d'approuver les 3 mesures suivantes :

a) Les maires, adjoints et tous les officiers publics qui sont chargés de la tenue des registres de l'état civil, au fur et à mesure des déclarations de décès et au plus tard dans les 24 heures du décès, adresseront la mention de tout décès parvenu à leur connaissance au juge de paix et au receveur d'enregistrement du canton ;

b) L'art. 909 du Code de procédure civile est complété ainsi qu'il suit : « par le receveur d'enregistrement du canton ».

c) Les articles 916 et 917 du Code de procédure civile sont modifiés de façon à augmenter le pouvoir d'investigation des juges de paix et de leur permettre de reconnaître l'existence des titres au porteur.

Ces propositions cherchaient à atteindre le but suivant :

La loi en abrogeant les délais dans lesquels les maires sont tenus de notifier les décès à l'enregistrement, permet à cette administration de prendre d'urgence toutes les mesures que nécessite la mort du contribuable en cause : notamment en cas d'existence d'un compte joint, elle peut prévenir immédiatement l'établissement dépositaire et en-

pêcher ainsi les retraits consécutifs au décès du titulaire.

La 2^e donne toute latitude au receveur de l'enregistrement de réquerir du juge de paix, l'apposition des scellés, lorsqu'il soupçonne une fortune mobilière importante conservée par le *de cujus* en son domicile.

Enfin la 3^e proposition poursuit le même but, mais s'adresse à une personne différente ; le juge de paix. C'est une aggravation des articles 916 et 917 du Code de procédure civile, sur lesquels il n'y a pas lieu de s'arrêter.

Que faut-il penser de ce projet ? Il est permis de douter de son efficacité. La mise en mouvement de toutes ces précautions : notification du décès par le maire au receveur de l'enregistrement, réquisition de l'apposition des scellés par ce dernier, droit de perquisition du juge de paix, est, en effet, subordonnée à la déclaration de décès faite par les héritiers ; on peut être sûr qu'avant de ce faire, les intéressés prendront toutes les précautions utiles pour enlever et se partager la fortune mobilière du défunt, s'ils n'en jouissent pas déjà par suite d'un don manuel ; les scellés n'empêcheront d'ouvrir qu'un coffre-fort déjà vide. Il faudrait pour empêcher semblable fraude que le receveur de l'enregistrement ou tout autre agent se transforme en garde-malade, constamment au chevet du défunt, et interdise toute ouverture prématurée de son coffre. En dehors de là, pas de salut pour le fisc. Il est douteux que les fonctionnaires consentent à jouer ce rôle de garde-chiourmes et, d'autre part, il est certain que la famille du mourant ne le tolérerait pas. Le Français aime la liberté et entend être maître chez lui ; l'histoire le prouve suffisamment pour qu'il soit utile d'insister sur les conséquences d'une pareille mesure.

CONCLUSION.

Les développements qui précèdent nous ont montré les motifs qui ont fait naître l'évasion fiscale, son importance, les différentes manières dont les intéressés la pratiquent et les efforts du législateur pour la réprimer. Il nous reste maintenant pour clore cette étude à résoudre le problème suivant, ardu entre tous : l'évasion fiscale peut-elle se justifier ? et si oui, en quelles circonstances la morale approuve-t-elle ceux qui désobéissent aux lois ?

En droit positif, la question ne se pose évidemment pas ; en l'état actuel du droit constitutionnel français, la loi étant réputée, par le jeu du régime représentatif, exprimer la volonté nationale, oblige tous ceux qui habitent le territoire : « *Dura lex sed lex* » ; Aussi nous placerons-nous uniquement au point de vue du droit naturel, tel que le définissaient les Romains : *Natura jus est*, et qui faisait dire à Cicéron « La volonté du peuple ne peut pas faire que ce qui est injuste soit juste. »

Tous les auteurs, quelque soit la manière dont ils le justifient, s'accordent à reconnaître le bien fondé de l'impôt et la juste charge qu'il impose aux redevables ; ils se séparent au contraire sur la question de savoir quelle élévation peut subir la quotité de l'impôt, sans cesser pour cela d'être légitime.

M. Leroy-Beaulieu est d'avis que devant un tarif exagéré, la fraude est licite.

« Le contribuable lésé a, en stricte morale, le droit de chercher à échapper par la dissimulation quand il en trouve le moyen, à ces spoliations. Il peut en toute sécurité de conscience décélérer son actif, à la vue et à la poursuite du fisc ». ¹ Le citoyen est placé par des taxes de ce genre (impôt progressif) dans une situation de légitime défense et il a le droit moral de recourir à tous les moyens pour détourner de lui la confiscation détournée et dissimulée dont on le menace. » ²

Tout au contraire, M. Allix soutient « qu'on ne saurait s'élever trop énergiquement contre la propagation de semblables idées ». ³

« Le paiement de l'impôt est obligatoire... Dans le Régime parlementaire c'est la majorité qui décide et la minorité est bien forcée d'acquitter l'impôt qu'elle n'a pas consenti. » ⁴

Ces deux théories nous paraissent également excessives. La première soutient que seuls les impôts modérés obligent le contribuable ; ceux-là nous devons les payer, car c'est la juste rémunération des services que nous rend l'Etat. Mais dès que le tarif devient « hautement progressif » nous pouvons résister, car nous ne faisons alors que nous défendre contre la « spoliation ». Pareille manière de voir tend à faire considérer l'impôt comme étant la plus part du temps illégitime, car la distinction qu'elle fait entre un tarif modéré et un tarif excessif est bien délicate, et il est à craindre que le contribuable ne soit porté à la trancher dans le sens le plus favorable à son porte-monnaie. Quand un impôt cessera-t-il

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité de la Science des Finances*, t. I, p. 623.

(2) Leroy-Beaulieu, *Traité de la Science des Finances*, t. I, p. 246.

(3) Allix., op. cit. p. 609.

(4) Allix, op. cit. p. 362.

d'être raisonnable ? et parmi tous les impôts, lesquels devra-t-on payer et quels sont ceux dont notre conscience pourra nous exempter ? Nous doutons fort que le départ entre le juste et l'injuste puisse être fait exactement par la majorité des contribuables, c'est pourquoi nous ne souscrivons pas à ce système, d'un format théorique très contestable d'ailleurs et d'une application pratique à peu près impossible.

La deuxième théorie est très favorable à l'Etat, en ce sens qu'elle ne fait aucune distinction entre les divers impôts : justes ou injustes, faibles ou exorbitants, ils obligent tous également la conscience du contribuable, et dans un cas comme dans l'autre, la fraude est toujours aussi criminelle. Ce système ignore totalement le redevable ; il soumet l'individu au bon plaisir de l'Etat, il est trop à l'opposé de la tradition nationale, de l'histoire de notre pays qui nous montre sans cesse l'individu dressé devant l'Etat, et ne se pliant pas servilement devant ses actes pour qu'il soit acceptable. Son absolutisme nous le fera écarter.

La clef du problème, à notre avis, doit se trouver dans l'examen des rapports généraux de l'individu et de l'Etat. Là où le droit fiscal est impuissant à nous fournir la solution cherchée ; le droit public va nous y conduire tout naturellement. Mais les principes de droit public étant essentiellement variables de pays à pays, la réponse à la question sera elle aussi différente selon qu'on la formulera en se basant sur le droit de telle ou telle nation. Nous ne nous occuperons ici que du point de vue français.

De tout temps, la France a été le pays de l'individualisme ; l'amour de la liberté et de la propriété qui est au cœur de chaque Français, l'esprit de la race un peu frondeur qui

pousse chacun à faire autrement que son voisin, l'instruction du collègue, les grands principes de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen qui, malgré la poussée socialiste, reste encore la charte fondamentale de nos institutions ; la place de plus en plus grande que prend dans nos mœurs le respect absolu de la personnalité humaine, tout cela contribue à faire de chacun de nous une individualité parfaitement distincte des autres, fort jalouse de ses droits, qui réfléchit à ce qu'elle fait et n'entend pas se plier aveuglement aux ordres de quiconque, fût-ce de l'Etat. Le contribuable français, féru de ses libertés individuelles, que ses ancêtres ont mis tant de temps à conquérir, examinera donc les actes de l'Etat qui le touchent ; il se demandera s'ils sont justes, si en agissant comme il le fait, l'Etat n'outrepasse pas ses droits.

Dans l'affirmative, il se verra que puisqu'il est attaqué par un Etat dont la seule raison d'être est de protéger son isolement, il a le droit de se défendre. L'Etat retourne le rôle dont il est investi ; de protecteur il se fait tyran ; il use de la force dont il dispose pour briser la résistance de ses assujettis et pour leur imposer sa volonté ; ceux-ci ne veulent pas être traités en esclaves ; ils ne peuvent pas opposer la violence à la violence, parcequ'ils sont les moins forts ; alors ils se cacheront. Au lieu de résister, ils fuiront. Voilà comment raisonnera un contribuable français. L'idée qu'il se fait du rôle de l'Etat, les rapports de quasi égalité qu'il veut entretenir avec lui, le droit public de son pays en un mot tout l'incite à résister aux injonctions de l'Etat qu'il estime injustes. Et en matière fiscale, est-il une protestation plus pacifique et plus efficace que de faire la sourde oreille aux invita-

tions du percepteur ?

Ayant ainsi répondu à la première des questions que nous nous étions posées ; la fraude peut-elle se justifier ? il nous faut maintenant préciser dans quels cas, selon nous, la fraude sera légitime. Ces exceptions où le moraliste excusera le fraudeur se déduisant de la définition de l'impôt, telle que la donne M. Allix. « L'impôt est le prélèvement que la souveraineté exige de l'individu, en vertu du principe de la solidarité nationale, pour subvenir aux dépenses d'intérêt général et aux charges résultant des dettes de l'Etat⁽¹⁾ », ce qui nous conduira à dire que l'impôt doit être fonction des besoins de l'Etat. Quand l'Etat doit faire face à des obligations écrasantes qu'il a contractées pour l'intérêt général, quand il doit assurer une œuvre de reconstitution économique et financière de la prompte réalisation de laquelle dépend l'avenir du pays, quand en un mot, il doit établir la continuité de la vie nationale pour le plus grand bien de tous, comme c'est le cas actuellement pour la France, il est en droit alors d'exiger que chacun l'aide de tous ses deniers pendant la paix, comme chacun l'a soutenu avec son sang pendant la guerre ; en pareille circonstance, il ne peut être question de défaillance fiscale ; toute tentative faite pour se soustraire à l'impôt serait un crime contre la patrie. Fort ou faible ; tout impôt quelqu'il soit doit être payé par chacun, car il est établi dans l'intérêt supérieur de tous.

Supposons maintenant qu'avec l'aide de ses sujets, l'Etat ait triomphé de difficultés passagères et qu'il soit revenu à une situation normale, comme le représentait l'aspect des

(1) Allix, op. cit. p. 365.

grandes nations avant guerre ; un horizon politique calme, une industrie et un commerce en pleine activité, une trésorerie aisée. L'impôt d'après notre définition, devant se mouler exactement aux besoins de l'Etat et ceux-ci étant satisfaits facilement, dans notre hypothèse, le tarif un moment surélevé devra baisser. Si l'Etat le maintient au contraire stationnaire et le détourne de son but primitif — qui était de satisfaire les besoins de tous — pour assurer la réalisation d'une doctrine économique et sociale tendant à modifier dans une mesure plus ou moins large, au profit de quelques-uns, la répartition de la richesse, l'individu qui s'estime lésé par cette nouvelle conception de l'impôt a alors le droit de s'y soustraire dans la limite de ses facultés. Le devoir civique s'efface devant le devoir familial ; devant une loi qui n'est nullement nécessitée par l'intérêt de l'Etat ; mais le plus souvent par ce qu'on a très justement nommé « la sur-enchère électorale, l'individu à le devoir de faire passer au premier plan l'existence présente et future de la famille dont il est le chef et plutôt que de courir après les chimères, de penser aux réalités. Le principe de la solidarité nationale dont on se sert pour justifier l'appel de l'Etat ne peut plus être invoqué ; puisque l'Etat favorise les uns au détriment des autres. Au lieu de maintenir l'union entre tous les citoyens, il prend nettement partie pour certains d'entre-eux au nom d'un idéal dont-il n'avait cure voilà un quart de siècle et qu'il aura peut être abandonné dans un avenir moins long encore ! Il sort de son rôle de grand justicier ; il est juge et partie dans la même cause ! Voulant faire le bonheur de certains, il ne s'aperçoit pas qu'il fait le malheur de beaucoup. Ceux qu'il opprime ainsi, ont le droit de n'être pas du même

avis que lui ; ils ont le droit de se refuser à donner le fruit du travail de leurs parents et le produit de leur vie de labeur pour la réalisation de folles espérances ; l'Etat les frappe injustement en leurs biens ; ils sont en droit pour sauvegarder leur patrimoine d'user de la seule arme dont ils disposent : la dissimulation.

En résumé, nous dirons que d'après le droit public français l'obéissance absolue de l'individu aux ordres de l'Etat ne saurait être admise ; le Code Pénal consacre la résistance passive individuelle ; on ne voit pas pourquoi il en serait différemment en droit fiscal. Cela ne veut pas dire d'ailleurs, qu'en notre matière il faille généraliser et que l'individu ait le droit en tous les cas de se soustraire à ses obligations fiscales. Il est nécessaire de dégager un point de repère qui fixera la ligne de conduite de chacun ; et nous croyons avoir trouvé le critérium cherché en le faisant reposer non pas sur le tarif de tel ou tel impôt, mais sur le but que poursuit l'Etat en faisant appel aux contribuables. Etabli pour le bien commun, l'impôt est juste, si élevé soit-il, et chacun doit le payer ; établi en faveur de certains au détriment de beaucoup, l'impôt est injuste et on est en droit de ne pas y souscrire sans cesser pour cela d'avoir la conscience tranquille.

FIN.

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu : le Président de la Thèse,
M. HITIER

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX :

DROIT CIVIL. — Traité Elémentaire de droit civil -- M. Planiol, 1912.

Cours Elémentaire de droit civil français -- A. Colin et H. Capitant, 1914.

Eléments de droit civil anglais. -- E. Lehr, 1906.

DROIT INTERNATIONAL. — Traité théorique et pratique de Droit International privé -- A. Weiss, 1912.

Recueil des Traités de la France -- J. de Clercq.

SCIENCE ET LÉGISLATION. — Systèmes Généraux d'impôts -- Stourm, 1912.

FINANCIERES. — Principes de la Science des Finances -- Nitti, traduction de Chamard, 1914.

Traité Elémentaire de la Science des Finances, E. Allix, 1921.

Les Impôts en France -- J. Caillaux, 1911.

Traité de la Science des Finances -- P. Leroy-Beaulieu, 1912.

DROIT ROMAIN. — Textes de Droit Romain -- Girard, 1913.

OUVRAGES SPÉCIAUX :

Pourquoi et Comment on fraude le Fisc -- Ch. Lescœur
1909.

L'Evasion fiscale -- E. Guilmard, 1908.

Traité de la location des Coffres-forts -- J. Valery, 1905.

La fraude successorale par le procédé du compte-joint --
René Depuichaut (Thèse Paris 1910).

Des Obligations fiscales des Sociétés de Crédit -- Jean Sal-
vat (Thèse Toulouse 1907).

Des Ententes Internationales pour la répression des frau-
des fiscales -- Roger Guérin (Thèse Paris 1910).

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES :

Journal Officiel et Documents Parlementaires.

Journal du Droit International -- E. Clunet.

Répertoire pratique -- Dalloz.

Recueil Général des lois et arrêts -- Sirey.

TABLE DES MATIÈRES :

INTRODUCTION. — <i>Limitation du sujet à la fraude successorale</i>	1
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Importance et Cause de l'Evasion fiscale</i>	9
Chapitre I. — Importance de la fraude	9
» II. — Cause de la fraude	15
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Les diverses formes de l'Evasion fiscale</i>	31
TITRE I. — Fraude pratiquées par le de cujus	31
Chapitre I. — Les comptes de dépôt	31
» II. — Les comptes-joints	47
» III. — Les comptes-joints à l'étranger	56
A.) Angleterre	56
B.) Belgique	64
C.) Suisse	68
D.) Allemagne	75
Chapitre IV. — La location de Coffre-fort	80
TITRE II. — Fraudes pratiquées par les héritiers	90
Chapitre I. — Le défaut de déclaration	90
» II. — La dissimulation d'actif (immeubles, meubles [meubles meublants, meubles incorporels, valeurs mobilières proprement dites])	92
Chapitre III. — La Simulation de passif	106

» IV. — Inexactitude des déclarations accessoires en matière de déclarations de succession	110
TITRE III. — Procédés d'Evasion non frauduleux	113
Chapitre I. — En ce qui concerne le de cujus (Transformation d'immeubles en valeurs mobilières -- Acquisitions d'immeubles à l'étranger -- Donations -- Dons manuels	114
Chapitre II. — En ce qui concerne les héritiers : Renoncia- tion à successions	119
TROISIÈME PARTIE. — <i>La Répression de la fraude concer- nant les valeurs mobilières</i>	123
TITRE I. — Les mesures actuellement en vigueur	124
Chapitre I. — Le droit de communication de l'Enregistre- ment	124
» II. — Le Serment fiscal	129
» III. — Les Peines correctionnelles	133
» IV. — Les Ententes Internationales	136
TITRE II. — Les mesures à l'état de projets	139
Chapitre I. — La suppression des valeurs au porteur	139
» II. — La suppression du droit de mutation par décès sur les titres au porteur	145
Chapitre III. — La restriction de la saisine et l'envoi en possession spécial	148
Chapitre IV. — L'inventaire et l'apposition des scellés obligatoires	153
CONCLUSION.	155

IMPRIMERIE-RELIURE VERTONGEN, 50, rue Saint-Lazare
